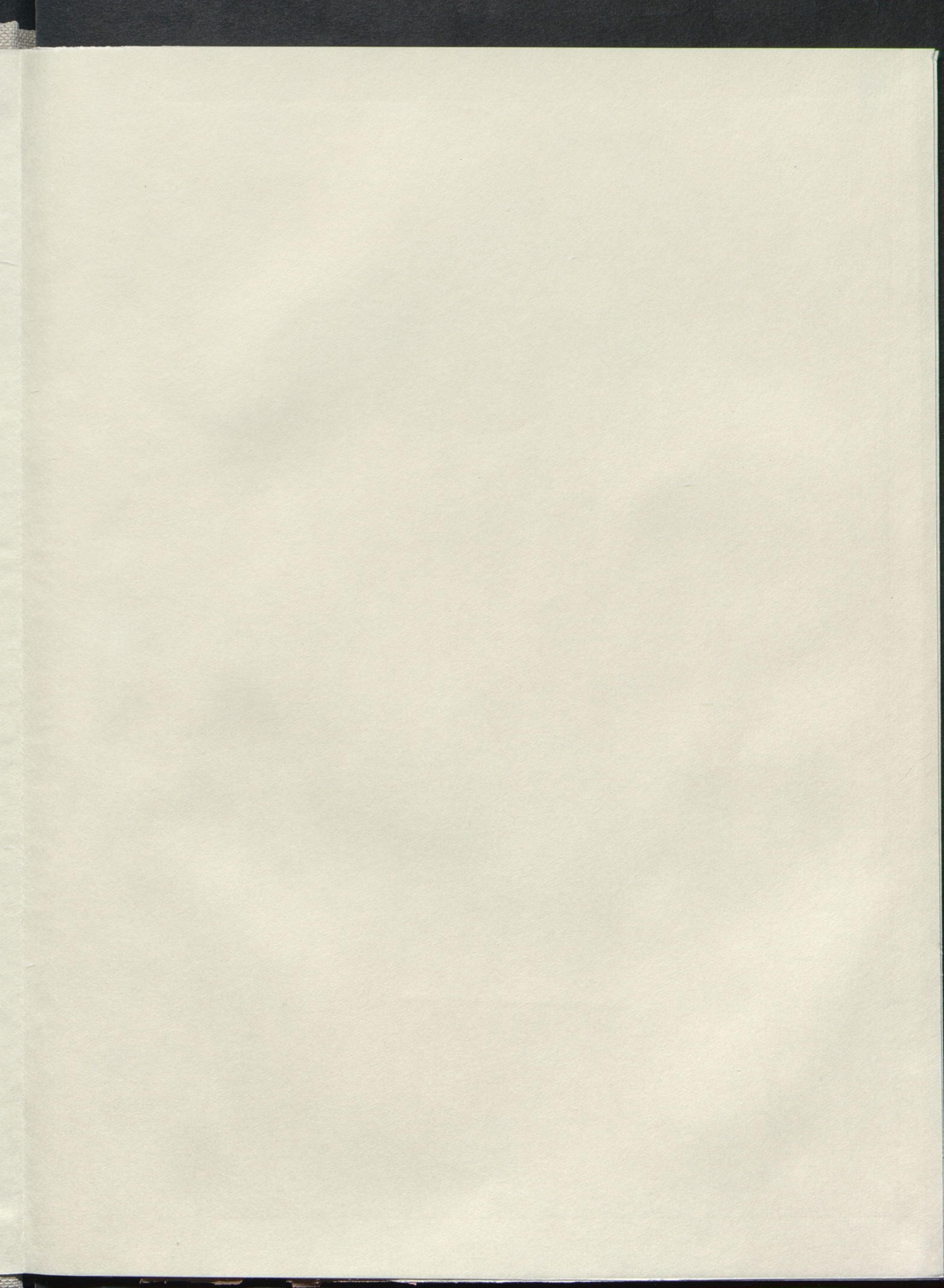
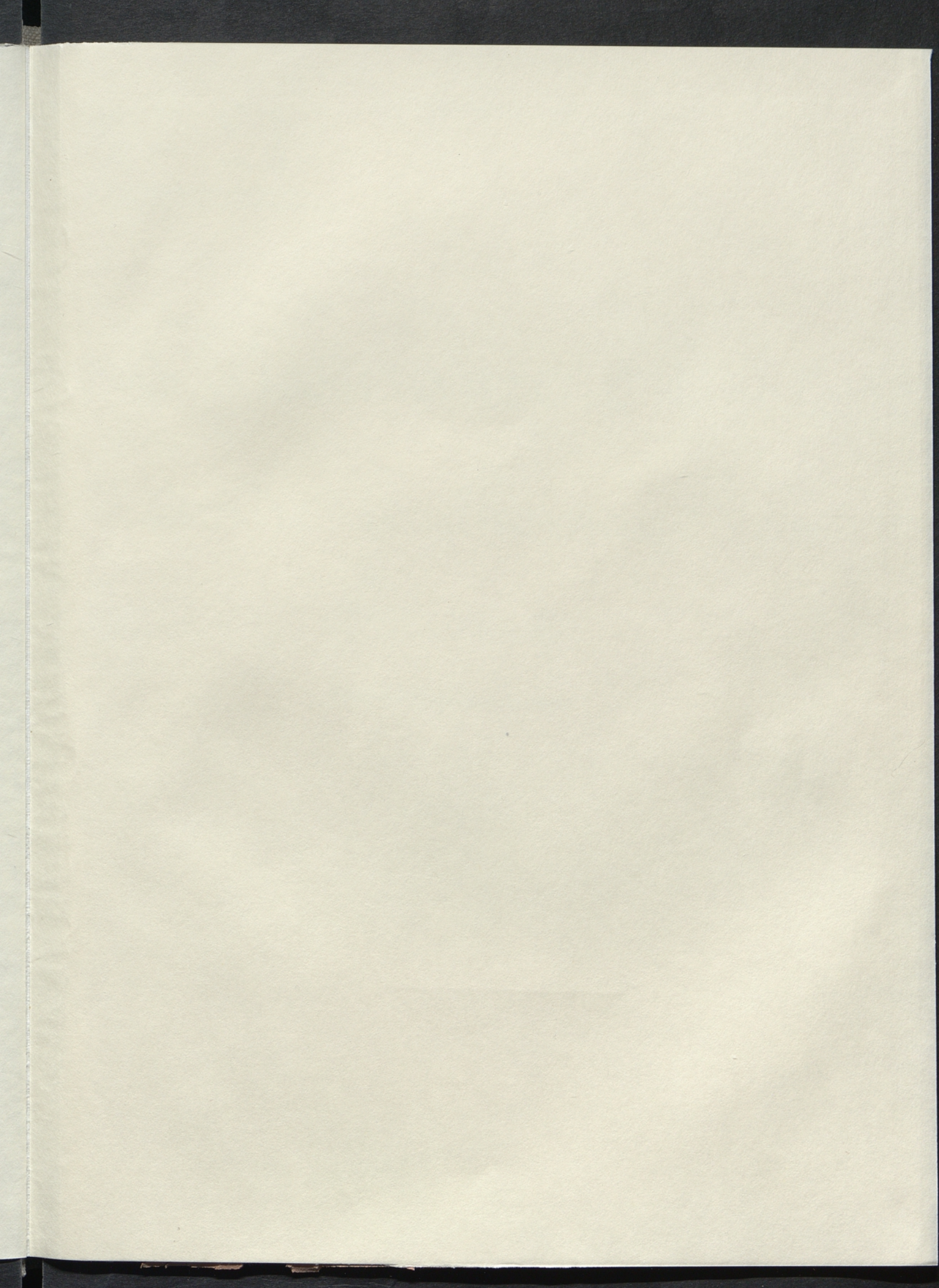


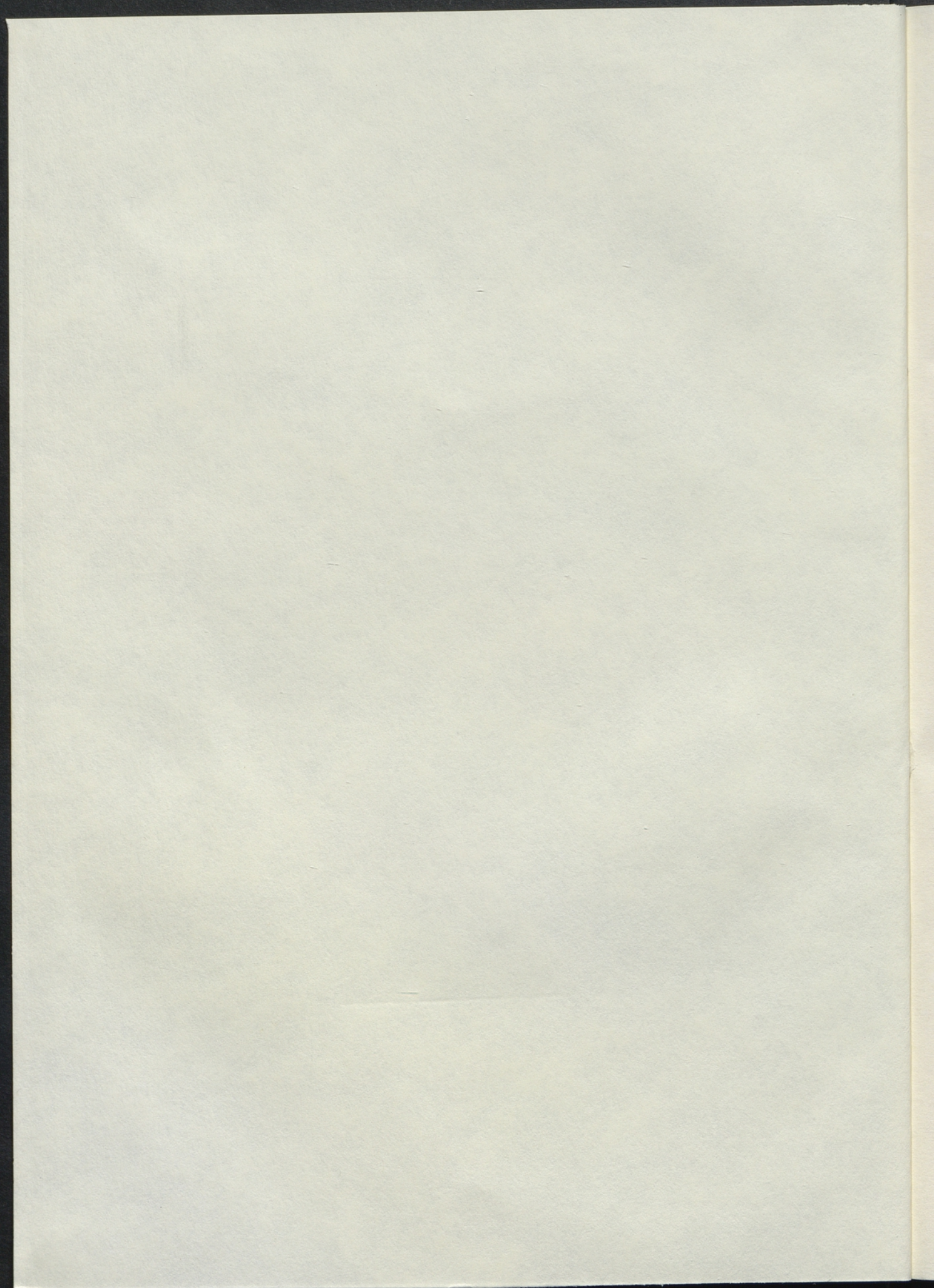


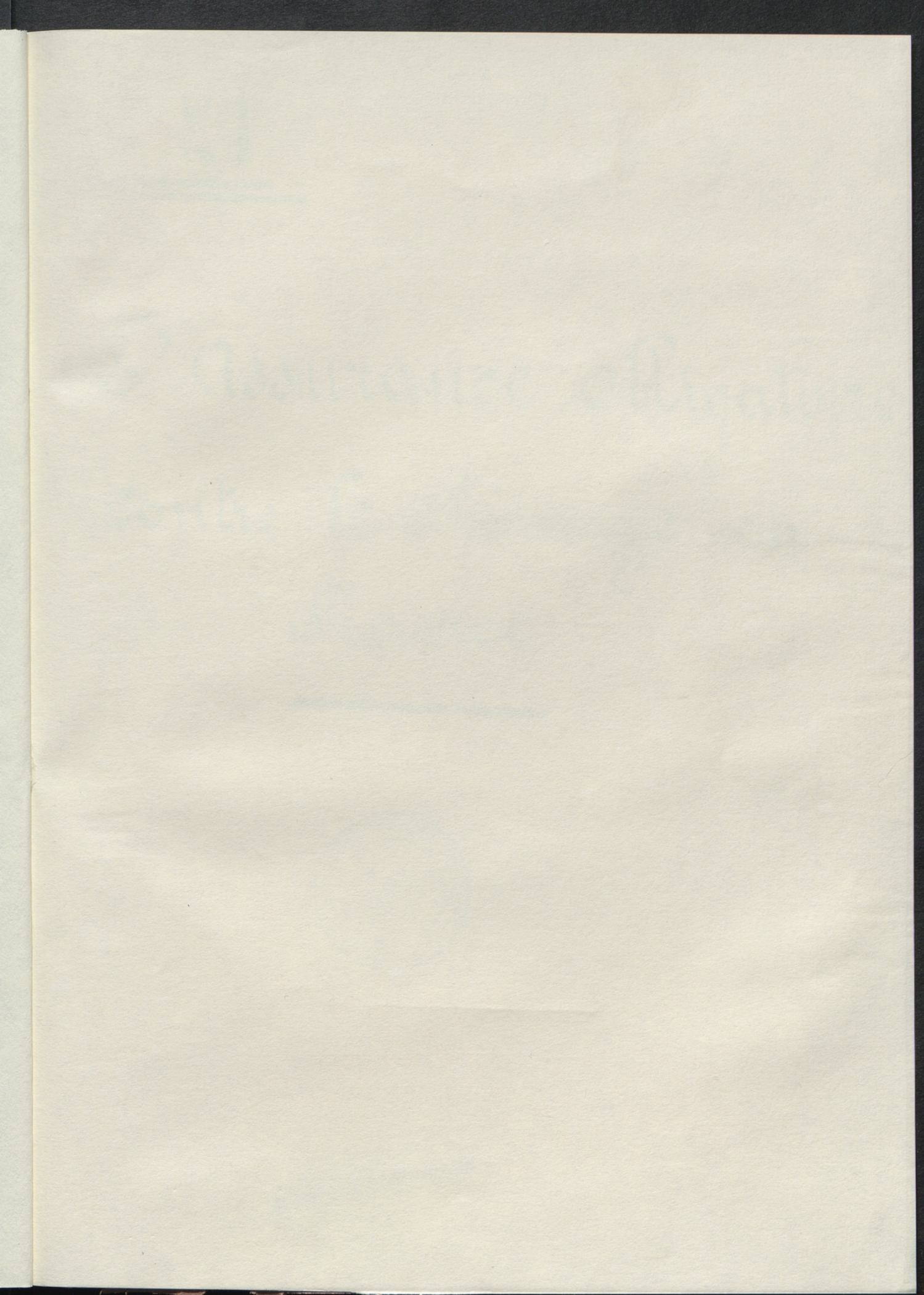
22 JAN. 2008

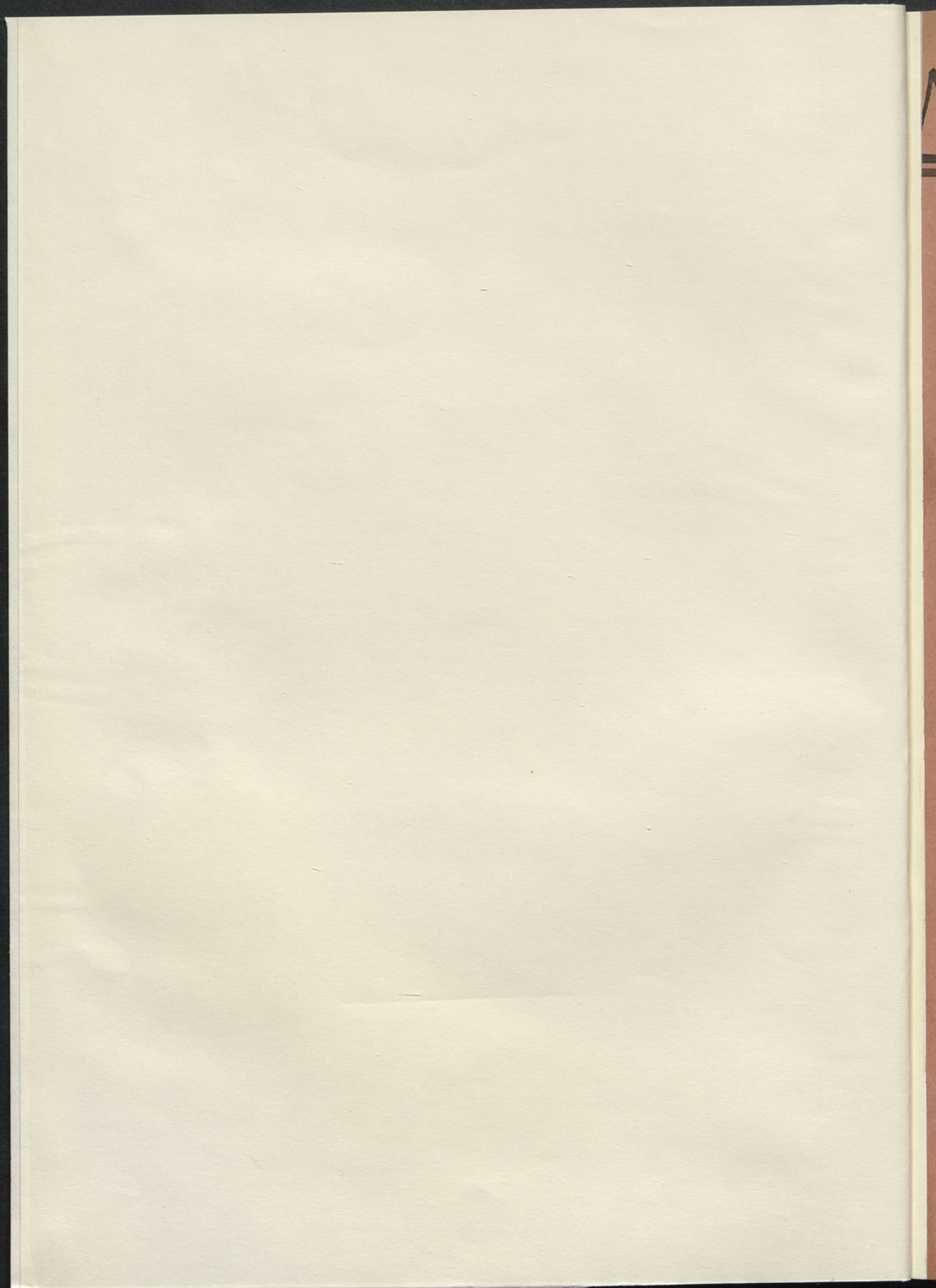








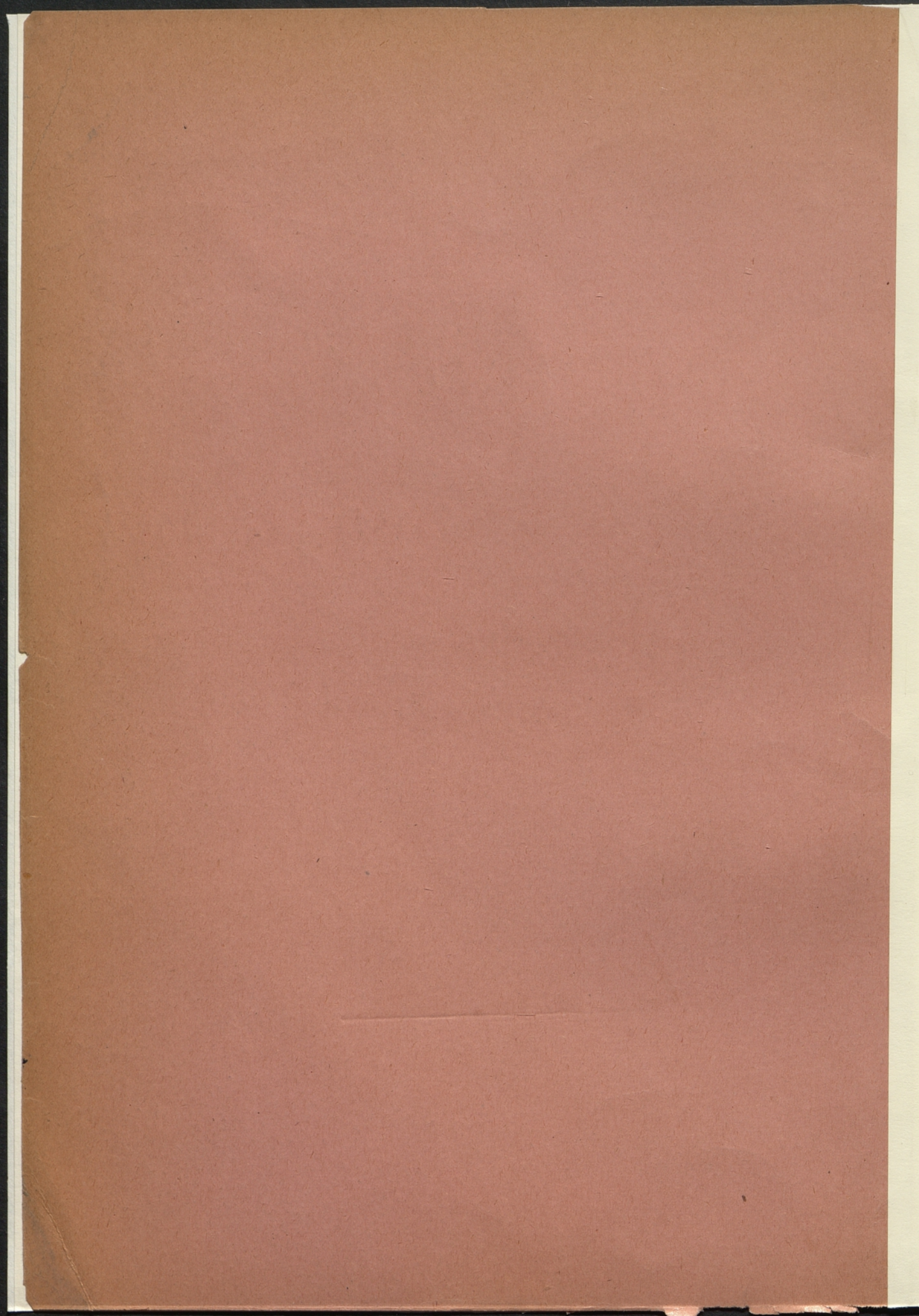




ML 21

L'Assurance Obligatoire
contre le chômage en
France



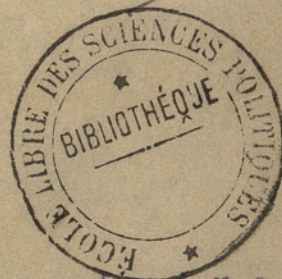


995
Propriétaire : Monsieur Paullet

1383167

Michel Gensbüchel

M. G.



L' Assurance Obligatoire

contre le chômage

en FRANCE



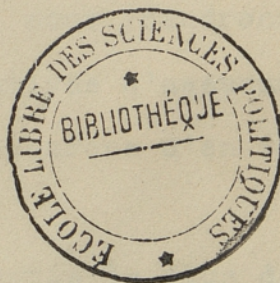
THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1911

INTRODUCTION

Mf. 21



Sur les causes, les effets, les dangers du chômage et les remèdes à y apporter, il a déjà été beaucoup écrit. D'une façon générale on s'accorde pour déclarer qu'aujourd'hui on ne peut les supprimer et que l'assurance peut seule en atténuer les effets.

L'assurance-chômage fonctionne dans quelques pays et donne des résultats. Elle est l'oeuvre, où elle existe, de l'initiative privée et presque partout ce sont les ouvriers eux-mêmes qui l'ont organisée, la puissance publique se bornant à accorder des subventions.

Nous avons à nous demander si la Puissance publique ne peut pas aller plus loin et intervenir plus directement et plus efficacement contre ce mal qui est ~~un mal~~ et un danger social et dont le travailleur n'est presque jamais l'auteur

INTRODUCTION



Sur les causes, les effets, les dangers de chômage
et les remèdes à y apporter, il a été dit beaucoup écrit.
L'un d'eux s'efforce en s'accrochant pour décider qu'autant
on ne peut les supprimer et que l'assurance peut seule en atténuer
les effets.

L'assurance-chômage fonctionne dans quelques pays et
donne des résultats. Elle est l'œuvre, ou elle existe, de l'initiative
privée et presque partout ce sont les œuvres ex-
térieures qui l'ont organisée, la puissance publique se bornant à accor-
der des subventions.

Nous avons à nous demander si la puissance publique
ne peut pas aller plus loin et intervenir plus directement et
plus efficacement contre ce mal qui est un mal de la classe
social et dont la gravité n'est presque jamais l'amen-

responsable.

Nous nous bornerons , dans une première partie, à faire connaître les efforts faits en FRANCE depuis quelques années pour lutter contre le chômage; à exposer le système qui est sur le point d'entrer en vigueur, à montrer quels en sont les résultats probables, les bons et les mauvais côtés .

A cette facile critique, nous joindrons, dans une seconde partie, l'exposé des tentatives d'assurance obligatoire faites en SUISSE et nous nous efforcerons d'en tirer d'utiles renseignements.

En fin, et ce sera la partie la plus délicate et la plus incomplète de ce travail, puisque en FRANCE aucune expérience n'a été faite, nous nous efforcerons de montrer qu'une assurance générale obligatoire contre le chômage est possible, qu'elle est conforme à l'esprit qui aujourd'hui préside aux réformes sociales, qu'elle s'adapte au régime des Associations existant actuellement en FRANCE et même qu'on peut la trouver en germe dans le projet des retraites ouvrières qui va être prochainement discuté ^{devant le} Parlement.

Ce court travail nous permettra seulement de tracer les grandes lignes de cette assurance ^{et de montrer} ~~pour les sociétés d'assurance~~ ^{peut avoir} ce qu'elle a d'heureux et d'original.

C'est ainsi qu'en insistant sur les organes de l'assurance, nous laisserons de côté les questions de détail qui, en la matière, sont capitales, mais qui ont déjà été étudiées avec soin et autorité dans de précédents ouvrages et qui ne font

responsable.

Nous nous battrons, dans une première partie, à

faire connaître les efforts faits en FRANCE depuis quelques
années pour lutter contre le chômage, à exposer le système qui
est au point d'entrer en vigueur, à montrer quels en sont
les résultats probables, les bons et les mauvais côtés.

A cette tâche critique, nous joindrons, dans une

seconde partie, l'exposé des tentatives d'assurance obligatoire
faites en SUISSE et nous nous efforcerons d'en tirer d'utiles

enseignements.

En fin, et ce sera la partie la plus délicate et la

plus incertaine de ce travail, nous en FRANCE nous essaierons
ce n'a été faite, nous nous efforcerons de montrer qu'une assurance

générale obligatoire contre le chômage est possible, et

qu'elle est conforme à l'esprit qui anime tout progrès aux

réformes sociales, qu'elle s'adapte au régime des Associations

existant actuellement en FRANCE et même qu'on peut la trouver

en germe dans le projet des retraites ouvrières qui va être

prochainement discuté au Parlement.

Ce court travail nous permettra seulement de tracer

les grandes lignes de cette assurance, nous n'aurons pas

eu ce qu'il y a d'heureux et d'original.

C'est ainsi qu'on insistera sur les organes de l'assurance

générale, nous laisserons de côté les questions de détail qui, en

la matière, sont capitales, mais qui ont déjà été étudiées avec

soin et avec une grande compétence par des spécialistes.

d'ailleurs pas l'objet de contestations.

^{De même}
Aussi, bien qu'il eut été intéressant, au début, d'exposer la légitimité d'une assurance obligatoire, nous avons cru inutile de le faire. En effet, d'une façon générale on ne lui a pas fait d'objection de principe et on l'a repoussée plutôt comme prématurée ou comme onéreuse.

Nous croyons, en ce qui nous concerne, que son principe est inattaquable et qu'une telle réforme est légitime dès qu'elle est possible.

à l'égard des contestations.

Aussi, bien qu'il ait été intéressant, au début, d'ex-

poser la légimité d'une assurance obligatoire, nous avons cru

inutile de le faire. En effet, d'une façon générale on ne lui

a pas fait d'objection de principe et on l'a repoussée plutôt

comme prématurée ou comme onéreuse.

Nous croyons, en ce qui nous concerne, que son prin-

cipe est inattaquable et que sa telle réforme est facile

de qu'elle est possible.

PREMIERE PARTIE

Le Fonds de Chômage gantois

et

Le Fonds de Chômage français

RECEIVED

FOR THE

OF

FOR THE

Si l'on en croit les derniers chiffres qui le 26 Novembre, ont été ^{donnés} ~~déposés~~ à la Tribune du Parlement sur 10 millions de travailleurs, 400,000 chôment d'une façon permanente en FRANCE.

Qu'a t-on fait jusqu'à présent pour leur venir en aide ?

Depuis vingt ans, presque chaque année, des propositions de loi ont été faites. Elles sont conçues dans un esprit très différent, mais on peut dire que pour la plupart, elles ont seulement pour but de distribuer des secours.

De 1904 à 1905 on ne compte pas moins de quinze propositions tendant à ouvrir des crédits variant de 25 000^l à 200 000⁺ pour venir en aide aux chômeurs de certaines régions

Si l'on se croit les nombreux chiffres qui se trouvent
dans les documents de l'Assemblée, on voit que le chiffre
de la population, 400,000 environ, est une façon permanente en
France.
On a vu tout cela, à présent pour la France on
sait ?
Depuis vingt ans, presque chaque année, les proposi-
tions de loi ont été faites. Elles sont connues dans un esprit
très différent, mais on peut dire que pour la France, elles
ont seulement pour but de distribuer des secours.
De 1908 à 1909 on ne compte pas moins de quinze pro-
positions de loi, mais on dit que variant de 10 à 15
pour venir en aide aux chômeurs de certaines régions

plus particulièrement éprouvées.

De toutes ces propositions, ~~que nous avons réunies à~~
~~le fin de ce travail, en écartant celles qui ont un caractère~~
~~local~~, deux tendent à organiser une assurance contre le chô-^{obligatoire}
mage involontaire.

Ce sont celle de M. JOUFFRAY, déposée en 1895 et celle
de M. COLLIARD déposée en 1903.

Ces propositions adoptant le principe de l'obligation
nous aurons l'occasion d'en reparler lorsque nous chercherons
les moyens d'organiser l'assurance obligatoire en FRANCE.

— En résumé si de nombreux projets ont été déposés, si
d'éloquents interpellations ^{ont été} ~~ont été~~ adressées à diverses re-
prises au Ministère du Commerce, ces efforts ont eu pour seul
résultat d'attirer l'attention du Parlement et de le placer
pendant quelques instants, en face de ce problème, mais aucun
d'eux, avant 1904, n'avait eu de résultat pratique.

La Puissance publique est restée en dehors des ten-
tatives faites jusqu'à ce jour pour lutter contre le chômage
et seuls les Syndicats ouvriers ont fondé des caisses pour se-
courir leurs membres.

Mais ce n'est jamais en vain que l'on pose un pro-
blème, même quand la solution en est difficile et c'est ainsi
qu'en 1904 la Chambre des Députés s'est enfin décidée à interve-
nir à la suite d'une discussion fort intéressante du Conseil
supérieur du Travail.

plus particulièrement développées.

De toutes ces propositions, les moins avancées furent
la fin de ce travail, en attendant celles qui ont un caractère
local, dont l'objet est d'organiser une assurance contre la chô-
mage involontaire.

Ce sont celles de M. JOURNET, déposée en 1895 et celle
de M. COLLARD déposée en 1903.

Ces propositions reposent sur le principe de l'obligation
pour tous l'assurance d'un capital formé par versements
des pouvoirs d'exercice l'assurance obligatoire en FRANCE.
— En attendant et les nombreux projets ont été déposés, et
à différentes interpellations ont été adressées à diverses re-
prises au Ministère du Commerce, ces efforts ont eu pour seul
résultat d'attirer l'attention du Parlement et de le placer
pendant quelques instants, en face de ce problème, mais aucun
d'eux, avant 1904, n'avait eu de résultat pratique.

La Polonaise publique est restée en dehors des ten-
tatives faites jusqu'à ce jour pour lutter contre le chômage
et seuls les Syndicats ouvriers ont fondé des caisses pour re-
couvrir leurs membres.

Mais ce n'est jamais en vain que l'on pose un pro-
blème, même quand la solution en est difficile et c'est ainsi
qu'en 1904 le Comité des Députés a été enfin décidé à interve-
nir à la suite d'une discussion fort intéressante du Conseil
supérieur du Travail.

Un rapport fait au nom de la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales a été déposé le 21 Octobre 1904. Le 30 Novembre après une intéressante discussion les propositions de la Commission ont été exposées par ^{Ch. Mullerand,} son rapporteur, et une subvention de 100;000 francs a été votée aux caisses de secours de chômage.

Les conclusions de la Commission se résument donc selon la propre expression du rapporteur " en un chapitre du budget et un article de la loi de Finances"

La mesure prise par le Parlement n'en est pas moins grosse de conséquences et nous verrons fonctionner en FRANCE l'ingénieux système qui à GAND a donné des réels et rapides résultats.

La Commission d'assurance et de prévoyance sociales s'étant attachée, on pourrait dire avec scrupule, au système gantois, nous allons tout d'abord l'étudier, en voir les avantages et les inconvénients, puis essayer de mesurer par avance les effets de son introduction en FRANCE.

Le rapport fait au nom de la Commission d'Assurance

et de Prévoyance sociale a été déposé le 21 Octobre 1904. Le

30 Novembre après une intéressante discussion les propositions

de la Commission ont été adoptées par son rapporteur et une amb-

assade de 100,000 francs a été votée aux caisses de secours

de chômage.

Les conclusions de la Commission ne s'arrêtent

donc selon la propre expression du rapporteur " en un objectif

de budget et un article de loi de finances "

La mesure principale du Parlement n'en est pas moins

grossie de conséquences et nous venons constater en FRANCE

l'insuccès de la loi de 1904 a donné lieu à de nouvelles

révisions.

La Commission d'Assurance et de Prévoyance sociale

a, étant attachée, en fait, à une œuvre sociale, les études

qu'elle nous a fait faire à l'étranger, en vue des avan-

tages et les incertitudes, mais surtout de nous en rendre

les effets de son introduction en FRANCE.

Nous allons d'abord étudier le système de GAVD et voir les résultats les plus récents.

En 1898 une commission spéciale fut chargée par le conseil communal de faire une enquête sur le chômage à GAVD et de rechercher les moyens de soutenir les ouvriers sans travail.

En 1899 un rapport fut présenté par M. VARLEZ sur l'importance et les conditions du chômage et à ce rapport était joint un projet tendant à favoriser l'assurance. ~~contre le chômage.~~

Le 10 Avril 1900 la commission spéciale l'adoptait, et le texte de la Commission fut définitivement voté le 29 Octobre 1900.

Le système imaginé à GAVD est un mode ingénieux d'intervention de la Puissance publique.

M. VARLEZ s'étant rendu compte que seules les caisses syndicales avaient donné de bons résultats, mais que la majorité des travailleurs, à tort ou à raison, restait en dehors d'elles et ne participaient pas aux bienfaits de l'assurance organisa un fonds spécial et unique destiné à favoriser l'assurance ^{et} ~~mutuelle~~ offrant les mêmes avantages aux syndiqués qu'aux non syndiqués.

C'est ainsi que pour les ouvriers appartenant à des associations ouvrières le fonds intervient en majorant les indemnités accordées en cas de chômage; pour les ouvriers non affiliés à ces associations, en augmentant l'efficacité d'une épargne individuelle spéciale affectée au chômage.

Le fonds est donc un petit service municipal alimenté par l'Administration communale. Le chiffre exact de la subven-

Vous allez d'abord étudier le système de GARD et

voir les résultats les plus récents.

En 1911 une commission spéciale fut chargée par le

conseil communal de faire une enquête sur le chômage à GARD et de re-

chercher les moyens de combattre les ouvriers sans travail.

En 1909 un rapport fut présenté par M. VAILLANT sur l'importance

et les conditions du chômage et à ce rapport était joint un

projet tendant à favoriser l'assurance-chômage.

Le 10 Avril 1900 la commission spéciale, chargée et la tenue

de la Commission fut définitivement votée le 29 Octobre 1900.

Le système proposé à GARD est un mode ingénieux d'in-

tervention de la Puissance Publique.

M. VAILLANT a émis l'idée de créer des sociétés

syndicales ayant donné de bons résultats, mais que la ma-

jorité des travailleurs a rejeté en raison, restait, au début

d'elles et ne participaient pas aux bénéfices de l'assurance

organisée un fonds spécial et unique destiné à favoriser l'assu-

rance sans offrir les mêmes avantages aux syndiqués qu'aux

non syndiqués.

C'est ainsi que pour les ouvriers appartenant à des

associations couvertes le fonds intervenant en faveur des

individus assurés en cas de chômage, pour les ouvriers non

affiliés à ces associations, en augmentant l'efficacité d'une

opération individuelle spéciale affectée au chômage.

Le fonds est donc un petit service municipal alimenté

par l'Administration communale. Le chiffre exact de la subven-

tion n'est pas fixé à l'avance mais ne doit jamais dépasser 20;000 francs.

L'administration ^{du} ~~des~~ fonds est confiée à un Comité de 10 membres dont 5 délégués d'associations ouvrières, choisis par la Municipalité. Le Comité est présidé par le Bourgmestre de GAND ou un Echevin délégué par lui. .

Les frais d'administration sont entièrement à la charge de la Ville. Quant au fonctionnement des fonds il se dédouble:

1° Pour les ouvriers affiliés à une association ouvrière , la majoration est au maximum égale à l'indemnité versée par la caisse ouvrière: elle peut être réduite ou temporairement supprimée. Chaque ouvrier ne peut toucher l'indemnité plus de 50 jours par an et en aucun cas elle ne saurait être supérieure à un franc par jour.

L'Administration engagée financièrement , a un contrôle: Chaque mois, les Syndicats adhérents font parvenir au Secrétaire un bordereau indiquant les indemnités statutaires versées aux chômeurs et les sommes ajoutées aux indemnités à titre de majoration communale et avancées par la caisse ouvrière. Après vérification, le Secrétaire ^{du} ~~des~~ fonds fait rembourser le montant de la majoration communale.

En outre, un vérificateur nommé par le Comité, contrôle la véracité des indications fournies par les Associations et les particuliers. Il a des pouvoirs très étendus et a le droit d'examiner tous les livres des associations participantes

rien n'est pas fixé à l'avance mais ne doit jamais dépasser

20,000 francs.

L'administration générale est confiée à un Comité de

10 membres dont 5 sont à l'initiative ouvrière, choisis

par la Municipalité. Le Comité est présidé par le Bourgmestre

de SAINT-LOUIS ou son délégué par lui.

Les trois d'administration sont entièrement à la

charge de la Ville. Quant au fonctionnement des fonds il se

déroule :

1° Pour les dépenses afférentes à une association ou

ville, la répartition est en quatre parts à l'indemnité

versée par la caisse ouvrière : elle peut être réduite ou aug-

mentée par le Comité. 2° Les autres dépenses ne sont touchées qu'après

avoir été payées par lui et en aucun cas elle ne peuvent

être supérieures à un franc par jour.

L'Administration générale financièrement, a un conseil

de surveillance, les Syndicats ouvriers sont représentés en

son sein par un délégué élu par les intéressés et désigné

par les délégués et les autres délégués aux indemnités à

titre de rétribution commerciale et avancées par la caisse ou-

vière. Après vérification, le Syndicat des délégués des

travailleurs se rendant à la rétribution commerciale.

En outre, un vérificateur nommé par le Comité, chargé

de la vérification des indications fournies par les Associations

et les particuliers. Il a des pouvoirs très étendus et a la

faculté d'examiner tous les livres des associations participant

2°-- Pour les ouvriers n'appartenant pas aux associations professionnelles affiliées, le procédé diffère.

Jusqu'en 1904, le Comité administratif, avec le Directeur de la Bourse du Travail---un fonds d'épargne spécial contre le chômage--les ouvriers pouvaient effectuer à cette caisse un dépôt maximum de 50 francs et n'avaient le droit sauf quelques cas exceptionnels, de le retirer qu'au cas de chômage. Le retrait hebdomadaire ne pouvait être au maximum que de 6 francs, soit un franc par jour. Il était majoré, toujours au maximum d'une somme égale prélevée sur les ressources du fonds spécial.

L'ouvrier devait se procurer un livret de caisse spécial où étaient inscrits les 50 francs versés. Pour opérer des retraits plusieurs conditions étaient requises et des précautions étaient prises pour éviter la fraude qui est toujours plus facile pour un ouvrier isolé que pour un ouvrier associé.

Ce système était trop compliqué et l'on comprit vite que des modifications devaient y être apportées.

Aussi les nouveaux statuts de 1904 sont venus simplifier considérablement le système: le fonds spécial (auquel les membres étaient obligés de s'inscrire, trois mois au moins avant l'arrivée du chômage) est complètement supprimé et les chômeurs qui possèdent, de bonne foi, un livret d'épargne de la Caisse générale d'épargne, ne sont plus assujettis à cette formalité préalable. Lorsque le chômage se produit ils ont

20 -- Pour les ouvriers n'appartenant pas aux associations
liées professionnellement à l'industrie, le travail est libre.

Enfin, en 1904, le Comité administratif, avec le
Directeur de la Banque du Travail -- un fonds d'épargne spécial --
contre le chômage -- les ouvriers pouvaient effectuer à cette
caisse un dépôt maximum de 50 francs et n'avaient le droit
sans quelques cas exceptionnels, de le retirer qu'en cas de
chômage. Le retrait hebdomadaire ne pouvait être au maximum
que de 5 francs, soit un franc par jour. Il était noté, jour
jour au maximum d'une somme égale prélevée sur les versements
du fonds spécial.

L'ouvrier avait en outre un livret de caisse spé-
cial où étaient inscrits les 50 francs versés. Pour obtenir ces
retraites financières conditions étaient imposées aux ouvriers
tels étaient prises pour éviter la fraude et les abus. Les
faciles pour un ouvrier était que pour un ouvrier associé.
Ce système était très compliqué et l'on craignait que
que des modifications devaient y être apportées.

Aussi les nouveaux statuts de 1904 ont vu naître
leur complément le système de fonds spécial à l'usage
les banques étaient obligées de s'inscrire, trois mois en avant
avant l'arrivée du chômage. Les cotisations étaient payées et les
chômeurs qui possèdent la somme de 50 francs de la
Caisse générale d'épargne, ne sont plus assujettis à cette
formalité préalable. Lorsque le chômage se produit ils ont

simplement à faire une déclaration de chômage à la Bourse du Travail et à venir signer régulièrement le livret des chômeurs qui est tenu au même endroit. Moyennant quoi tout épargnant chômeur reçoit sur ses retraits d'épargne les mêmes ^{majorations} ~~réglés~~-~~tions~~ que les syndiqués.

Toute association, mutualité, coopérative, syndicat, patronage, cercle ouvrier ou autre groupement organisant dans son sein l'épargne en vue du chômage, est autorisée à organiser elle-même le contrôle à des conditions arrêtées d'accord avec le Comité du Fonds.

Les majorations accordées aux épargnants ne peuvent jamais dépasser le montant de celles accordées aux assurés.

Quels résultats a donné cette ingénieuse et double organisation? ~~Spécia~~

Là encore il est utile de distinguer, en effet, si la première partie du fonds a donné d'excellents résultats, ^{la} ~~la~~ seconde qui fonctionne depuis 1902 seulement est loin d'en avoir donné d'aussi satisfaisants en dépit des ~~modifications~~ modifications qu'on vient d'y apporter.

Au début un crédit de 10.000 francs a été ouvert pour 1901. Depuis le début 28 Associations et Syndicats comprenant 12,906 adhérents ont demandé et obtenu leur admission. En 1904, d'après les chiffres les plus récents donnés en 1904 par M. VARLEZ lors d'une conférence faite au Musée social, le fonds gant^{ois} groupe 34 Syndicats comprenant 13000 membres et a secouru en moins de trois ans plus de 5000 Chômeurs avec

ainsi qu'à l'effet d'une détermination de change à la Bourse du
Travail et à venir assurer régulièrement le livret des chômeurs
qui est tenu en leur nom. Néanmoins quel que soit l'organisme
qui aura l'honneur de recevoir les fonds, les mêmes principes
sont les mêmes.

Tout association, mutualité, coopérative, syndicat,
syndicat, comité ouvrier ou autre organisme organisé dans
un but d'économie ou de bien-être, est autorisé à organiser
ses activités dans le cadre de ses conditions d'existence
avec le Comité de Fonds.

Les associations reconnues aux énoncés ci-dessus
sont autorisées à recevoir les fonds de la même manière et de la
même manière.

Organisation

La section II est celle de l'association, en effet, et
la première partie du Fonds a donné d'excellents résultats. La
section qui fonctionne depuis 1902 seulement est loin d'en
avoir donné d'aussi satisfaisants en ce qui concerne les
résultats qu'on vient d'y signaler.

Un budget annuel de 10.000 francs a été ouvert pour

1901. Depuis le Comité de l'Association et Syndicats comprenant
12,300 adhérents ont demandé et obtenu leur admission. En
1904, à l'occasion des élections les plus récentes données en 1904
par M. VALLÉE lors d'une conférence faite au Musée social,
le Fonds a pu verser 24 Syndicats comprenant 13000 membres
et a accueilli en moins de trois ans plus de 5000 chômeurs avec

plus de 120.000 Francs.

Voici d'après les documents que très aimablement M. VARLEZ nous a procurés, les résultats des trois premières années ils montrent quelle est la part prise par le fonds, d'une part, et par les associations d'autre part.

<u>Années</u>	<u>Montant des cotisations</u>	<u>Montant des majorations communales</u>	<u>Total</u>
1901 (3 mois seulement)	17875Fr.19	6253 . 84	24,129.03
1902	41,210.70	16,171.10	57,381.80
1903	35,505.17	17,018.63	54,487.25

Il est intéressant de remarquer que de 1902 à 1903, il y a eu un léger fléchissement du système: la contribution ~~des ouvriers~~ ^{des ouvriers} a diminué de 5707 francs et la contribution communale a augmenté de 847Fr. 53 ; le total des majorations a diminué de 2894 francs.

Mais ce qu'il faut surtout remarquer c'est que
~~comme on le voit~~ sous l'influence du fonds gautois le champ de l'assurance s'est déjà singulièrement élargi.

En effet, voici d'après le rapport, les sommes qui ont été consacrées aux chômeurs depuis 1898:

1898-----	25,000.
1899-----	25,000.
1900-----	25,000.
1901-----	50,000.
1902-----	57,000.
1903-----	54,000.

plus de 120,000 francs.

Voici d'après les documents que j'ai rassemblés :

Voilà nous a procuré, les résultats des trois premières années
ils sont en fait les mêmes, à peu près, à une date,
et par les associations d'entre eux.

Année	Montant des contributions nationales	Montant des contributions communales	Total
1901	178,750.10	22,250.00	201,000.10
1902	178,750.10	22,250.00	201,000.10
1903	178,750.10	22,250.00	201,000.10

Il est intéressant de remarquer que de 1901 à 1903, il

il y a eu un léger accroissement du chiffre : la contribution nationale
a augmenté de 2,250 francs, et la contribution communale
a augmenté de 2,250 francs, le total des contributions a augmenté

de 4,500 francs. Ce chiffre est le même que celui de 1901.

Le chiffre de l'augmentation est de 4,500 francs.

En effet, voici le rapport, les sommes qui

ont été versées aux différents départements depuis 1901 :

1901	22,250.00
1902	22,250.00
1903	22,250.00
1904	22,250.00
1905	22,250.00
1906	22,250.00
1907	22,250.00
1908	22,250.00
1909	22,250.00
1910	22,250.00

En ce qui concerne l'assurance des non associés, l'oeuvre du fonds n'a pas eu le même succès. En dépit d'une sérieuse propagande, les adhésions ont été sans doute peu nombreuses car le rapport n'en porte pas trace: le nombre des épargnants individuels a peu augmenté. A la faveur des nouvelles dispositions il s'est formé, il est vrai, quelques sociétés qui ont pour objet de donner des majorations d'épargne mais il est certain que ce système est loin d'avoir donné les résultats qu'on peut en attendre.

Cet échec partiel du fonds gaulois nous ayant frappé nous avons demandé à M. VARLEZ de nous donner des renseignements spéciaux à ce sujet et de nous faire connaître les motifs de cet insuccès.

Ce point est d'autant plus intéressant à éclaircir qu'en FRANCE ~~il n'y a rien de semblable et que le~~ crédit voté dernièrement par le Parlement ~~français~~, n'est ouvert qu'aux "ouvriers associés" et que pour les ouvriers non-associés tout reste à faire

Nous aurons à nous demander, lorsque nous étudierons le système français, si actuellement il est possible de venir au secours de l'épargne individuelle.

Pour le moment nous nous bornons à indiquer l'opinion de M. VARLEZ et à faire connaître les très intéressants renseignements qu'il nous a fournis.

Certaines résistances un peu inexplicables, que le Fonds gantois n'a pu vaincre, (notamment la mauvaise volonté de la Caisse d'Epargne qui a énergiquement refusé de laisser insérer dans ses livrets des feuilles de propagande), l'insuf-

l'ignorance ou se trouve en
fiance de propagande, ~~la connaissance insuffisante de~~ la
classe ouvrière des dispositions du règlement au sujet des
non-syndiqués, telles sont d'après M. VARLEZ les causes prin-
cipales de l'échec.

La pratique
La pratique du système a, en outre, mis à jour quel-
ques inégalités dans la répartition de la subvention que les
organismes se proposent de faire disparaître:

C'est ainsi que, jusqu'à présent le taux des majorations a été le même
pour les ouvriers assurés et les épargnants individuels: le
Comité a tort avec raison que les épargnants ^{qui} épargnent en vue
de tous leurs besoins dans une situation plus avantageuse
que les ouvriers qui s'assurent spécialement contre le chôma-
ge. Aussi il songe à donner à ces derniers des encouragements
plus considérables.

De plus le système des majorations de l'épargne indi-
viduelle a un défaut qui, de l'aveu même de M. VARLEZ, a para-
lysé un peu ses propres efforts; c'est la difficulté qu'actuel-
lement on aurait à contrôler efficacement la réalité du chô-
mage et le désir du travail. Le Bureau de placement officiel
est insuffisamment organisé pour effectuer ce contrôle.

" Cependant, dit M. VARLEZ, nous travaillons actuel-
lement à sa réforme et j'espère que celle-ci sera un fait
accompli à la fin de l'année: alors nous pourrons faire avec
" plus d'assurance la propagande nécessaire "

l'absence de propagande, la connaissance insuffisante de la

classe ouvrière des dispositions du règlement en matière de
non-contrôle, celles sont d'après M. VALLE, les causes prin-
cipales de l'absence de propagande, en outre, une à deux fois
plus insister dans la répétition de la démonstration que les

organisations se proposent de faire disparaître.

Il y a donc, d'après M. VALLE, les causes principales de la même

pour les courants sociaux et les éléments individuels: la

Commission agit avec raison que les éléments sociaux en vue

de tous leurs besoins dans une situation plus avantageuse

que les ouvriers qui s'occupent spécialement contre la classe

de. Ainsi il s'agit de donner à ces derniers des encouragements

plus considérables.

De plus le système des relations de l'ouvrier indi-

viduelle a un défaut qui, de l'avis même de M. VALLE, est

juste en son principe, c'est la difficulté de l'appli-

cation en matière de contrôle efficace de la classe de l'ou-

vrier de la classe de l'ouvrier. La classe de placement officiel

est insuffisamment organisée pour résister au contrôle.

Cependant, dit M. VALLE, nous travaillons actuel-

lement à sa réforme et à l'égard des éléments qui sont en fait

accablés à la fin de l'année: alors nous pourrions faire avec

"plus d'assurance la propagande nécessaire".

Voilà le système de GAND tel qu'il est, tel qu'il fonctionne: le Comité qui est à sa tête ne néglige rien pour le perfectionner et avec une grande souplesse subordonnée toujours ses dernières décisions aux nécessités.

Sans énumérer distinctement ses incontestables avantages, nous les grouperons le plus complètement possible et nous n'aurons besoin pour cela que de redire après M. VARLEZ ce qui depuis sa fondation a été dit partout et particulièrement en FRANCE.

L'un des principaux avantages de ce système c'est que grâce à lui une grande partie de la classe ouvrière a été ainsi immédiatement groupée et a été encouragée à se grouper. D'où, pour l'assurance libre ainsi stimulée, une énorme clientèle rapidement acquise et qui tend à s'accroître. *de plus en plus*

En second lieu, l'organisation est professionnelle les risques de même nature sont groupés ensemble et organisent l'assurance selon les nécessités du métier. C'est là peut être l'avantage le plus sérieux de ce système. Nous verrons d'ailleurs qu'il ne lui est pas commun.

En troisième lieu, toute l'Administration, tout le contrôle, tous les frais résultant de la perception des cotisations et de la remise des pensions, s'effectuent gratuitement.

En quatrième lieu, l'organisation à laquelle on fait

appel est une organisation entièrement mutualiste où ce contrôle est une organisé d'une manière parfaite. C'est là une garantie contre les abus.

Une autre garantie est que les secours vont directement aux chômeurs et ne sont pas une "subvention" aux associations elles mêmes.

Enfin deux derniers avantages ~~qui~~ semblent avoir séduit particulièrement le législateur français et avoir contribué à lui faire adopter le système:

Tout d'abord le système n'aide que les gens disposés à s'imposer un sacrifice pour le chômage. La subvention de l'ET aide donc seulement l'initiative privée et est proportionnée à l'effort fait par elle.

— C'est là à notre avis, beaucoup plus une garantie pour les finances publiques qu'un avantage pour un système qui a à lutter contre le chômage d'une façon générale. —

^{En second lieu}
~~Enfin~~, et c'est là qu'apparait l'ingéniosité du système, ce mode d'intervention a le mérite d'être à la fois d'une extrême ^{ne} supplesse et de faire courir la moindre aventure aux finances publiques. En aucun cas, en effet, le montant des subventions ne peut dépasser le chiffre des prévisions budgétaires.

Ce système a eu un grand succès en FRANCE.

M. MILLERAND s'étend longuement sur ses avantages, dans le rapport qu'il a déposé et il conclut en demandant son adoption pour la FRANCE et M. ~~LE~~GUIN résume ainsi toute la confiance qu'il a en ce système:

appel est une organisation entièrement mutualiste de ce caractère
est une organisation d'une manière particulière. C'est là une garantie
contre les abus.

Une autre garantie est que les associés vont directement
vers les objets et ne sont pas une "association" aux associations
elles-mêmes.

Enfin deux derniers avantages ont semblé avoir été
particulièrement la localisation française et avoir contribué à
lui faire adopter le système.

Tout d'abord le système n'aide que les gens disposés
à s'imposer un sacrifice pour le change. La subvention de l'ET
aide donc seulement l'initiative privée et est proportionnée à
l'effort fait par elle.

C'est là à notre avis, beaucoup plus une garantie pour
les finances publiques qu'un avantage pour un système quel qu'il
soit, contre le change d'une façon générale.

Enfin, et c'est là qu'apparaît l'intérêt du système
même, ce mode d'intervention a le mérite d'être à la fois d'une
exécution simplifiée et de faire sentir le moindre avantage aux
finances publiques. En aucun cas, en effet, le montant des sub-
ventions ne peut dépasser la moitié des provisions budgétaires.
Ce système a en un grand succès en FRANCE.

M. MILLERAND a, dans l'ouvrage sur les associations,
dans le rapport qu'il a déposé et il conclut en recommandant son
adoption pour la FRANCE et M. THOUVENIN résume ainsi toute la con-
sistance qu'il a en ce système:

" La tentative gantoise a, dit M. ~~S~~EGUIN, réussi au
" delà de toute espérance et c'est maintenant la plus prospère
" de toutes les institutions actuelles d'assurances contre le
" chômage. C'est elle, en effet, qui a su grouper le nombre de
" membres le plus considérable, qui se trouve dans la meilleure
" situation financière tout en maintenant à son minimum l'inter-
" vention pécuniaire officielle. C'est ainsi que la proportion
" des secours provenant des Pouvoirs publics n'est que de 25°/
" tandis que celle provenant de l'aide mutuelle s'élève à 75°/
" Nulle part ailleurs on n'est arrivé à des résultats satisfai-
" sants"

A côté de ces avantages ce système a des inconvénients
sérieux et on lui a fait de faciles critiques.

Le système de la liberté subsidiée a, en effet, à sa
base un grave inconvénient. Il ne groupe et ne secourt qu'une
minorité de travailleurs. Le principe en faveur en BELGIQUE
" Aide toi l' ETAT t'aidera" peut être un principe avantageux,
indispensable quand, dans un pays, on inaugure un système nou-
veau: il permet de faire accepter sans protestation un mode
d'intervention qui entraîne une charge financière pour l'ETAT.
Mais il ne peut, croyons nous, être accepté comme système d'as-
surance permanent.

Ce système a un second défaut, c'est qu'il laisse en
dehors de l'assurance, les patrons.

Sans doute le chômage a des causes multiples. Sans

Aun autre point de vue, au point de vue fiscal, un autre inconvénient apparaît: les charges de l'ETAT sont, sans doute, délimitées avec précision, grâce, nous l'avons vu, à une ingénieuse combinaison . Cependant si le système s'étend - et il est à souhaiter qu'il s'étende- ne peut-on pas craindre que les sommes que la Puissance publique consacrera à subventionner la Mutualité aillent également toujours en augmentant? et ne peut-on pas se demander si les sommes qui à GAND à ANVERS et dans toutes les villes de BELGIQUE seront bientôt consacrées à des subventions ne pourront point servir plus équitablement à organiser un régime général et obligatoire d'assurance . Sans doute ce danger n'est qu'hypothétique et les charges de la Puissance publique en BELGIQUE ne seront vraiment lourdes que quand le système sera généralisé; mais en FRANCE , où le service des subventions est immédiatement généralisé, ce fardeau n'est il pas dès aujourd'hui plus à craindre qu'en BELGIQUE?

Ce sacrifice de la Puissance publique est d'autant plus lourd qu'on sent qu'il a quelque chose d'injuste: selon l'énergique remarque faite au Congrès d'OSTENDE de 1902 " les " subventions données par l'ETAT à une minorité de mutualistes " constituent une injustice flagrante"; il ne vient , en effet, au secours que des ouvriers qui se sont associés ou qui ont été en mesure d'épargner; il laisse en dehors ceux qui précisément auraient le plus besoin d'être secourus, ceux qui, parfois par ignorance, le plus souvent par suite d'un salaire insuffisant, ou en raison justement de chômages trop fréquents ou trop

Am. autre point de vue, au point de vue fiscal, on

autres incertitudes relatives: les charges de l'Etat sont, en

deux, délimitées avec précision, grâce, nous l'avons vu, à

une ingénieuse combinaison. Cependant et le système a-t-il

- et il est à souligner qu'il s'agit de - ne peut-on pas dire

que les sommes que la puissance publique consacre à

tenir la situation financière s'ajoutent à d'autres

et ne peut-on pas se demander si les sommes qui à l'Etat à l'Etat

et dans toutes les villes de l'Etat sont strictement

à des interventions ne peuvent point servir plus équitablement

à organiser un régime général de distribution d'espèces. Sans

deux ce danger n'est qu'un détail et les charges de la

sauf par rapport au budget ne sont vraiment faibles que quand

la situation est défectueuse, mais en l'état, on la voit que

intervention est nécessairement limitée, ce dernier n'est-il

pas des sommes qui plus à l'Etat à l'Etat?

Ce système de la puissance publique est d'autant

plus fort qu'on voit qu'il a quelques choses d'instable: selon

l'importance relative faite au Congrès de 1902, les

"interventions données par l'Etat à une minorité de nationalités

"constituent une injustice flagrante", il ne vient, on voit,

au secours des œuvres qui se sont associées ou qui ont été

en mesure d'acquiescer, il laisse en dehors ceux qui précèdent

enfin le plus besoin d'être secourus, ceux qui, parfois

ignorance, le plus souvent par suite d'un malheur individuel,

ou en raison justement de charges trop fréquentes ou trop

doute le patron n'est pas toujours responsable . Cependant il faut reconnaître que dans la majorité des cas, les responsabilités incombent à l'imparfaite organisation du régime industriel. Les patrons en temps de crise n'hésitent pas à restreindre leur personnel. Il y a même des cas où de grands industriels adoptent le principe du chômage organisé et obligatoire. *dans tous les établissements comme l'un des remèdes les plus efficaces aux crises qu'ils subissent*
Il est donc légitime d'exiger d'eux une sorte d'indemnité destinée à soulager les misères qu'ils ont involontairement causées.

Les patrons d'ailleurs ont compris qu'il était de leur devoir et même de leur intérêt de garantir leurs ouvriers contre ces risques . [En ALLEMAGNE l'assurance patronale fonctionne En FRANCE on n'en a que deux exemples.]

~~Aujourd'hui on reconnaît généralement la responsabilité du patron dans tous les établissements comme l'un des remèdes les plus efficaces aux crises qu'ils subissent.~~

C'est ainsi que dans sa session de 1903, le Conseil supérieur du Travail a émis un vœu significatif: " Le Conseil supérieur estime qu'il est du devoir du Patronat d'apporter " son concours aux caisses de chômage "

Cette contribution , bonne en soi, aura d'ailleurs un autre résultat heureux: c'est d'amener certains industriels à s'occuper davantage de la façon dont la production est organisée dans leur établissement. et à les encourager à donner des renseignements sérieux sur l'état du marché du travail.

Or le système de GAND ignore tous ces avantages.

prolongés, ne peuvent pas verser régulièrement les fortes cotisations qu'exige une caisse de chômage. Si bien que l'on pourrait dire de ce système ce que M. JAY dit à propos de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse instituée en BELGIQUE: que le budget ici sert à accentuer les inégalités sociales .

Dans ce système, la subvention de l'ETAT ne vient que comme un "augment" à une assurance qui conserve dans sa constitution propre, ses avantages et ses défauts

Enfin il y a un second inconvénient aussi grave que le premier: c'est que le système cesse de rendre des services au moment où les travailleurs en ont le plus besoin.

En effet, que les caisses se développent rapidement et en grande quantité ou qu'elles ne se développent pas, le système financier aura toujours un vice qui résulte de la sécurité même qu'on a voulu donner à l'ETAT.

Les subventions ne peuvent, en effet, en aucun cas, dépasser les prévisions budgétaires; aussi, en cas de crise, au moment où les chômeurs deviendront de plus en plus nombreux le crédit fixe ayant été atteint, les indemnités deviendront de moins en moins fortes au fur et à mesure que le chômage augmentera et tomberont même à zéro ; si bien que la Protection des Pouvoirs publics ira en sens inverse des besoins des intéressés.

En résumé ce système, qui dans son ensemble, a été exposé dans le dernier ouvrage de M. VARLEZ avec une remarquable précision et aussi un ardent optimisme à ces graves incon-

prolongée, ne peuvent pas varier véritablement les forces coti-
nationales qu'elles ont créées de nouveau. Et bien que l'on pour-
rait dire de ce système de M. JAY dit à propos de l'assurance
ce contre l'insécurité et la vicissitude en BREVETAGE : qu'
les budgets les plus à l'occasion des dépenses sociales.

Dans ce système, la convention de l'ETAT ne vient
pas comme un "..." à une situation qui conserve dans sa
conservation les..."

Enfin il y a un second inconvénient aussi grave que
le premier : c'est que le système cesse de rendre des services au
moment où les travailleurs en ont le plus besoin.

En effet, que les salaires se développent rapidement
et en grande quantité on se sent en ce développement pas, le sys-
tème financier nous conduit au lieu qui réside de la sécurité
après qu'on a vu donner à l'ETAT.

Les subventions ne peuvent, en effet, en aucun cas,
dépasser les provisions budgétaires, aussi, en cas de crise,
au moment où les dépenses deviennent de plus en plus nombreuses
le crédit s'est épuisé, les indemnités deviennent de
moins en moins fortes au fur et à mesure que le chômage s'ag-
grave et s'aggrave, et si bien que la Protection
des Pouvoirs publics ne peut intervenir que dans les cas les
plus graves.

En résumé ce système, qui dans son ensemble, a été
exposé dans le dernier ouvrage de M. VAILLANT avec une remarquable
précision et aussi un ardent optimisme à ce grave inconvé-

^{premierement,}
vénient: de laisser en dehors de l'assurance et de la protection
de la Puissance publique, une grande quantité de travailleurs
ceux là même qui ont le plus besoin d'être protégés et ^{d'urgence} en temps
de crise, de manquer d'efficacité.

Mais ses avantages font sans doute qu'il est appelé
à s'étendre, à grouper un nombre d'ouvriers de plus en plus con-
sidérable et en cela, aujourd'hui, il est l'instrument unique
et l'utile stimulant qui permettra à l'assurance de se généra-
liser.

La loi de finances de l'exercice de 1905 vient d'in-
troduire le système en FRANCE.

Le Parlement s'est borné à voter un crédit et a laissé
à un décret ^{qui sera} rendu sur les propositions des Ministres du Commerce
et des Finances, le soin de répartir le crédit suivant des rè-
gles déterminées.

Le Sénat a voté le chapitre 25 adopté par la Chambre
des Députés, mais dans ce chapitre il a incorporé sous forme
d'article une subvention de 10,000 francs à l'Office national
ouvrier de statistique et de placement pour le service des ren-
seignements sur l'état du marché du travail, subvention qui, à
la Chambre, avait ^{fait} l'objet d'un chapitre spécial, si bien que
les 10,000 francs devant être imputés sur les 100,000 francs de
subvention aux caisses de chômage, c'est seulement 90,000 francs
qui effectivement seront distribués aux chômeurs.

véritable de l'histoire en dehors de l'œuvre non et de la protection
de la Renaissance publique, une grande quantité de travailleurs
ceux là même qui ont le plus besoin d'être protégés et, en même
temps, de créer de nouvelles d'efficacité.

Mais ces avantages sont sans doute en fait appelés
à l'attention, à l'égard du nombre d'ouvriers de plus en plus con-
sidérables en cela, aujourd'hui, il est l'insuffisance relative
et l'absence d'attention qui permettent à l'œuvre de se déve-
lopper.

La loi de finances de l'exercice de 1903 vient d'être
présentée au Sénat en séance publique.
Le Sénat a voté la loi de finances de 1903 et a laissé
à son égard sans aucune proposition des Ministres du Commerce
et des Finances, la loi de répartition de l'impôt sur les
valeur ajoutées.

Le Sénat a voté la loi de finances de 1903 et a laissé
des députés, mais dans ce chapitre il a insisté sur la forme
d'articles une subvention de 10,000 francs à l'Office national
ouvrier de statistique et de placement pour le service des ren-
seignements sur l'état du marché du travail, subvention qui, à
la Chambre, avait l'objet d'un chapitre spécial, et bien que
les 10,000 francs soient ajoutés aux 100,000 francs de
subvention aux caisses de chômage, c'est seulement 20,000 francs
qui effectivement seront distribués aux chômeurs.

2
tions indiscretes" le rapporteur a proposé qu'un rapport annuel du Ministre du Commerce au Président de la République rende compte du fonctionnement du service et de la répartition du crédit.

Avant d'étudier les résultats probables de ce système, en FRANCE, il est utile de remarquer que le système qu'on inaugurerait en FRANCE a dans son principe même une infériorité sur le système de GAND. Nous avons vu que à GAND un service spécial est organisé pour secourir les épargnants individuels; cette partie de l'oeuvre gantoise a jusqu'à présent donné il est vrai peu de résultats; mais c'est un germe qui, de l'avis de M. VARLEZ, pourra se développer.

En FRANCE rien de tel n'est prévu. Seuls les ouvriers associés bénéficieront de la subvention. C'est là, à la base même du système, un grave inconvénient. Nous verrons plus loin si c'est là une lacune qu'il est impossible de combler.

Cette remarque faite nous allons voir quel sera en FRANCE la portée du système et pour cela nous allons passer en revue les associations qui aujourd'hui, en FRANCE, ont créé des caisses de chômage.

Jusqu'à présent en FRANCE deux genres d'associations ont organisé la caisse de chômage, fort irrégulièrement d'ailleurs. Ce sont les Sociétés de secours mutuels et surtout les Syndicats ouvriers.

Les sociétés de secours mutuels ont été autorisées

états indiqués, la réponse a été donnée par le rapport annuel
du Ministère de Commerce au Président de la République rendu com-
pte du fonctionnement du service et de la répartition du crédit.

Avant d'écarter les résultats généraux de ce sys-

te, en France, il est utile de rappeler que la question qu'on
s'agit de résoudre en France a dans son principe même une importance
qui la rattache au G.D.P. Nous avons vu que le G.D.P. en service
apporte des éléments pour accorder des avantages individuels,
cette partie de l'œuvre française a jusqu'à présent connu il
est vrai peu de réformes, mais c'est un geste qui, de l'avis
de M. VANIER, semble se développer.

En France rien de tel n'est prévu. Ce n'est pas en France

associés bénéficieront de la convention. C'est là, à la base
même du système, un développement. Nous venons plus loin
et c'est là une lacune qu'il est impossible de combler.

Cette remarque faite nous allons voir quel sera en
France la portée de l'opération et pour cela nous allons passer en
revue les associations qui existent, en France, et voir dans
certaines de ces associations.

Il y a présent en France deux types d'associations
qui organisent la culture de l'homme, tout d'abord les associations
de culture de l'homme et ensuite les associations
culturelles.

Les associations de culture humaine ont été créées

~~Il~~ Il ressort de la discussion qui précéda le vote que ce "règlement" sera fait d'après les principes du système de GAND et les vœux du Conseil supérieur du Travail.

Dans son rapport, M. MILLERAND pose quelques principes auxquels ^{la commission} ~~il~~ paraît particulièrement tenir: la subvention de l'ETAT ne devra s'adresser qu'à des caisses d'une certaine importance comprenant un minimum de membres (100 ou 200)

Les caisses fédérales offrant plus de surface, plus de garanties et pouvant organiser le placement et l'assurance dans de meilleures conditions, le contrôle y étant plus aisé, l'

~~indemnité sera plus élevée que celle des caisses locales~~ ^{y compris} l'indemnité supérieure

à la moyenne et les cotisations très inférieures à la moyenne, ^{le taux des subventions qu'on leur allouera devra être plus élevé que celui des caisses locales}

Le rapporteur croit encore utile d'insister sur le point de savoir comment les subventions seront distribuées. "Il nous paraît sage, dit-il de faire reposer la majoration non seulement sur le produit des cotisations, mais aussi sur le chiffre des indemnités versées. De cette manière on tiendra compte plus exactement des sacrifices réels accomplis. Il faudra pour la répartition de ces subventions se conformer aux règles posées par le Conseil supérieur du Travail, notamment fixer un maximum d'indemnité- la moitié du salaire par exemple- limiter la durée des secours, exiger enfin des caisses une comptabilité distincte"

De plus, pour fournir au Parlement " un renseignement indispensable en même temps qu'une arme contre les sollicita-

Il a été décidé de la discussion qui précède le vote

que ce "référé" sera fait à l'égard des principes du système

de DANT et les vœux du Conseil supérieur du Travail.

Dans son rapport, M. WILLIAMS expose quelques principes

auxquels il paraît particulièrement tenir: la suppression de l'IT

TAT ne sera "référé" qu'à des cas de force majeure

l'accomplissement de certains de ses vœux (100 en 1900)

Les autres vœux ont été écartés, mais

de nouvelles et puissantes organisations se sont formées

dans les différents secteurs, le contrôle n'est plus

exercé par les syndicats, mais par les patrons

et les patrons ont obtenu des avantages

à la fois de la législation et de la jurisprudence

La législation est devenue plus stricte, mais

point de savoir comment les conventions seront distribuées. "Un

" nous paraît sage, dit-il de faire passer la législation non

" seulement aux lois, mais aux conventions, mais aussi aux lois

et les lois industrielles varient. De cette manière on évite

" l'écueil d'une législation des accidents, mais aussi d'une

" l'absence pour la législation de ces conventions de caractère

" juridiques posées par le Conseil supérieur du Travail, notamment

" sont fixer un maximum d'indemnité, la moitié de la somme par

" exemple, limiter la durée des heures, etc., enfin des cas

" une commission d'experts"

Il paraît donc, pour l'instant, un réajustement

" indispensable en même temps qu'une action des syndicats

par la loi de 1898 à allouer des secours de chômage. Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des ~~offices~~ gratuits de placement et accorder des allocations, en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

Il résulte du mot "accessoirement" que la société de secours mutuels doit conserver son objet propre qui est de distribuer des secours aux malades et que l'esprit et le texte de la loi de 1898 ne permet pas de créer des caisses spéciales de chômage, mais que dans ces limites elle peut assurer contre le chômage.

~~De cette façon, les Sociétés de secours mutuels n'ont qu'une activité.~~

C'est ainsi ^{que, d'après} ~~dans~~ le rapport de M. ROSTAND au Congrès international de la Mutualité de 1900, les sociétés de secours mutuels peuvent pourvoir au service de l'assurance ^{uranc} ~~assistance~~ et de deux manières.

1° En organisant " l'assurance " proprement dite qui garantit contre versement des cotisations périodiques, des allocations certaines et fixes.

2° En créant de simples branches de secours de chômage à ressources spécialisées et qui distribuent des subsides facultatifs proportionnés à ses ressources.

Sans doute, en principe, l'assurance par la Mutualité offre l'avantage d'un contrôle facile et étroit, d'une organisation simple et locale qui permet la variété des cotisations;

par la loi de 1900 à allouer des secours de chômage. Mais pour-
vant, en outre, nécessairement, créer au profit de leurs membres
des cours professionnels, des écoles, des centres de placement et
accorder des allocations, en cas de chômage, à la condition
qu'ils soient pourvus à ces trois ordres de dépenses au moyen de
cotisations ou de recettes spéciales.

Il résulte du mot "nécessairement" que la loi de 1900

accorde aux sociétés des secours en cas de chômage et de
distribution des secours aux malades et que l'objectif et le but
de la loi de 1900 ne peuvent pas être les mêmes que ceux
de chômage, mais que dans ces limites elle peut accorder contre
le chômage.

Par conséquent, les sociétés de secours doivent

être prévues.

Enfin, dans le rapport de M. BOUTAUD au Comité Inter-
national de la Mutualité de 1900, les sociétés de secours mutuels

peuvent fournir au service de l'assurance et de leur membres.

1° En organisant "l'assurance" proprement dite qui

garantit contre versement des cotisations hebdomadaires, des

allocations certaines et fixes.

2° En créant des caisses d'indemnités de secours en chômage.

3° En créant des caisses d'indemnités de secours en chômage.
L'assurance sociale et qui distribue des secours sociaux.

Sans doute, en principe, l'assurance par la Mutualité.

offre l'avantage d'un contrôle facile et étroit, d'une organi-
sation simple et locale qui permet la variété des cotisations.

de plus elle échappe au danger qu'ont les associations purement professionnelles d'être ruinée par une crise générale et professionnelle

Mais il faut remarquer que le premier de ces avantages ne lui est pas spécial et qu'ensuite elle a un objet déterminé qui est le secours de maladie et qu'elle ne doit pas avoir la prétention qu'elle a trop souvent d'avoir seule le remède à tous les maux.

D'ailleurs pour le chômage, comme le fait remarquer M. SEGUIN, la pratique de l'assurance par les Sociétés de secours mutuels est inutile, par ce que, en général, les mutualistes ont une situation relativement aisée; et dangereuse en ce sens que tous les mutualistes payant une même cotisation ce serait cependant toujours les mêmes ouvriers, ceux appartenant aux professions les plus exposées au chômage, qui toucheraient les indemnités et que bientôt il ne resterait à la Société que les ouvriers sans éducation professionnelle ou exposés au chômage saisonnier ce qui laisserait bientôt la philanthropie des membres honoraires et entraînerait la chute de la société.

Les Sociétés de secours mutuels semblent d'ailleurs avoir compris ce danger car elles n'ont que peu profité du droit que la loi leur accorde ^{il n'en est que trois et} Encore faut il remarquer que ces trois sociétés de secours mutuels qui ont organisé des secours de chômage - La société de secours mutuels des gantiers de GRENOBLE, la caisse de chômage des porcelaines de LIMOGES, et celle des ^{Coupeurs et Brocheurs} en chaussures de PARIS - se sont toutes constituées

et plus elle échappe au danger d'être considérée comme
professionnelle à l'égard même par une organisation et profession
étendue.

Il est tout naturel que le premier de ces avantages
ne lui soit pas officiel et qu'elle ne soit pas déterminée
qui est le premier de la loi et qu'elle ne soit pas avoir la
présentation de la loi à l'égard même par la loi.

Il est tout naturel que le premier de ces avantages
ne lui soit pas officiel et qu'elle ne soit pas déterminée
qui est le premier de la loi et qu'elle ne soit pas avoir la
présentation de la loi à l'égard même par la loi.

Il est tout naturel que le premier de ces avantages
ne lui soit pas officiel et qu'elle ne soit pas déterminée
qui est le premier de la loi et qu'elle ne soit pas avoir la
présentation de la loi à l'égard même par la loi.

avec des bases professionnelles .

Il est d'ailleurs intéressant d'indiquer que la première de ces caisses n'a pas de cotisation spéciale pour le chômage et ne pourra, si elle ne se modifie pas, avoir droit à la subvention de l'ETAT.

Peut être la Mutualité stimulée par les subventions de l'ETAT fera-t-elle quelque chose dans cette voie et peut être verrons nous les services accessoires de ces mutualités se multiplier, comme l'espère M. MILLERAND: elle a en elle les éléments suffisants puisque sur deux millions de membres on compte un million de salariés.

Cependant la tendance des mutualités semble indiquer que cet essor est peu probable et les inconvénients d'une telle assurance , jusqu'à preuve du contraire, font qu'elle est peu désirable.

L'avenir semble plutôt aux sociétés organisées spécialement pour l'assurance.

Peut être aussi verrons nous se développer les caisses fondées par les coopératives.

Si nous passons à l'étude des caisses de chômage syndicales, l'enquête faite par l'Office du Travail au commencement de 1903 établit qu'il existait, en dehors des trois caisses que nous venons d'étudier, 2 caisses patronales; celle de Monsieur COTTEREAU, constructeur mécanicien à LYON et celle de l'imprimerie HERISSON^{EX} à EVREUX.

avec des bases protestataires.

Il est à l'heure intermédiaire à l'indiquer que la pré-
sente de ces classes n'a pas de caractère spécial pour le cas
n'est pas pour, si elle ne se modifie pas, avoir droit à
la sanction de l'Etat.

Pour être la sanction donnée par les conventions de
l'Etat, elle doit être donnée dans une certaine mesure
verrons nous les services accordés de ces institutions se sui-
vront, comme l'indique M. WILLIAMS: elle a en elle les élé-
ments nécessaires pour que deux millions de personnes en com-
posent un million de personnes.

Quant à la sanction de la sanction, elle indique
que cet état est par lui-même et les institutions à une telle
sanction, et qu'il faut la sanction, tout ce qui est par
elle-même.

L'œuvre de la sanction est une sanction spéciale
donnée par l'Etat.
Pour être aussi donné nous ne développons pas classes
données par les coopératives.

Si nous passons à l'étude des classes de classes, nous
détails, l'ensemble fait par l'Office de Travail au commencement
de 1903 établit qu'il existait, en dehors des trois classes que
nous venons d'établir, 3 classes supplémentaires, celle de la classe
COTTREAU, consistant en machines à l'œuvre et celle de l'industrie
MORTIMER & WILSON.

Ces deux caisses auront naturellement droit à la subvention de l'ETAT ; mais il est peu probable que les caisses patronales s'étendent, car elles sont peu sympathiques aux ouvriers qui, d'une façon générale, voient en elle un instrument de domination plutôt que de prévoyance..

A part les cinq caisses que nous venons d'énumérer, toutes les caisses de chômage existant en FRANCE ont été créées par les Syndicats : en 1902 on comptait 307 caisses syndicales : elles comptaient ensemble plus de 30,000 membres qui avaient versé dans l'année 113,000 francs de cotisations.

Les cotisations mensuelles varient entre 0fr.25 et 1fr l'indemnité journalière entre 1franc et 2 francs , quelques caisses donnent exceptionnellement une indemnité qui va jusqu'à quatre francs; La durée annuelle de l'indemnité varie pour la plupart des ouvriers entre 30 et 60 jours;

Les caisses se divisent en deux groupes: 148 caisses locales parmi lesquelles 96 comptent 100membres et au dessus;

34-----de 101 à 200

13-----de 201 à 500

2-----de 501 à 1000

3-----de 1000 à 5000

et ^{une} ~~une~~ fédération:

La fédération du livre comptant 162 caisses

— [La fédération des mécaniciens comptant 67 caisses.
rien, nous nous de fonder une caisse de chômage ~~spécialement en 1902~~

Sur ces 307 caisses, 285 ont communiqué leurs résultats financiers.

Ces deux classes sont naturellement divisées en 14 sous-

classes de 1^{re} et 2^e ; mais il est peu probable que les classes
sont divisées en 14 sous-classes, car elles sont peu nombreuses et on
vient de les faire passer, selon les cas, dans une ou deux
des divisions principales de la nomenclature.

Ainsi les deux classes de sous-classes de 1^{re} et 2^e sont
toutes les classes de sous-classes de 1^{re} et 2^e ; car les
par les 14 sous-classes : en 1902 on comptait 107 classes
elles comptent ensemble plus de 50,000 personnes qui vivent
dans une 1^{re} classe de 113,000 francs de cotisation.

Les cotisations mensuelles varient entre 0,15 et 1,15
1^{re} classe : 1^{re} classe : 1 franc et 2 francs ; 2^e classe :
classe donne successivement une indemnité qui va jusqu'à
par franc. La durée annuelle de l'indemnité varie pour la 1^{re}
part des cotisations entre 30 et 60 jours.

Les classes se divisent en deux groupes : 1^{re} classe
locale pour les personnes de moins de 100 ans et en deux,

- 1^{re} classe : 101 à 200
- 2^e classe : 201 à 300
- 3^e classe : 301 à 400
- 4^e classe : 401 à 500

et deux autres :

La 1^{re} classe de 1^{re} et 2^e classe
La 2^e classe de 1^{re} et 2^e classe
Les deux 1^{re} et 2^e classes, 288 et 289, sont commandées par la 1^{re} et 2^e

financière.

Comme on le voit les caisses syndicales seules et en particulier ^{celle} des fédérations ont donné un résultat.

La Fédération du Livre est un noble exemple à suivre et grâce à son organisation centralisée avec le minimum d'effort elle atteint le maximum de résultats (la cotisation uniforme est de 30 centimes- indemnité de 2 francs par jour) et peut résister aux crises parfois graves qui sévissent sur cette industrie où le machinisme s'introduit de plus en plus.

Cependant si nous prenons d'autres bases de comparaison, nous voyons que les syndicats sont loin d'avoir donné à l'assurance l'essor qu'elle a pris dans les TRADE-UNION anglaises, par exemple.

Si nous prenons les derniers chiffres donnés, nous voyons que en 1902 sur 3679 syndicats 310 seulement possédaient une caisse de chômage; que sur 614,173 syndiqués, 30,297 étaient assurés contre le chômage alors qu'en FRANCE il y a 5,602,000 travailleurs; enfin que sur 300,000 (chiffre du rapport) ouvriers chômant annuellement 3,935 avaient ^{été} secourus par les caisses syndicales..

Ces chiffres qui ne sont sans doute pas d'une exactitude absolue, montrent cependant combien de travailleurs l'organisation actuelle laisse en dehors d'elle.

Le ~~petit~~ nombre d'ouvriers chôman^{ts} indemnisés est insignifiant relativement ^{au nombre} aux ouvriers assurés et surtout ~~par~~ ^{relativement à l'ensemble} ~~rapport à la totalité~~ des chômeurs.

La solution adoptée en FRANCE, de l'aveu même de

Come on le voit les crises syndicales seules et en

particulier les fédérations ont connu un réveil.

La Fédération de l'Industrie est un exemple à suivre

et grâce à son organisation centralisée avec le minimum d'effort

elle atteint le maximum de rendement (la collection nationale

est de 30 centimes - Indemnité de 2 francs par jour) et peut

résister aux crises partielles qu'elle subit sur cette

industrie ou le maximum s'introduit de plus en plus.

Cependant si nous prenons d'autres branches de commerce

non, nous voyons que les syndicats sont loin d'avoir connu le

l'assurance l'assureur en elle a pu dans les 17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-26

^{FAQUOT}
de M. ~~FAQUOT~~ auteur du rapport ^{de la Commission Permanente du Grand Du Tine} "nefavorise donc qu'une minorité de travailleurs, la minorité qui en somme est déjà plus favorisée par le sort"

En effet ce sont seulement ces quatre mille chômeurs qui, en admettant que le nombre d'assurés ne s'accroisse pas, vont se partager la subvention de l'ETAT.

Ayant ainsi montré l'étendue probable de l'assurance nous allons nous demander quelles seront les charges financières que ce système fera supporter à L'ETAT.

D'après M. FAQUOT, elle se serait élevée en 1902 à 45,000 francs pour une trentaine de mille d'ouvriers cotisant aux caisses de chômage. Si le nombre des cotisants montait à 100,000 c'est à dire s'élevait environ du simple au quadruple, la subvention de l'ETAT atteindrait 160,000 francs pour 600,000 ouvriers soit environ l'effectif actuel des travailleurs "organisé" la subvention atteindrait 960,000; pour un million de travailleurs, elle arriverait à 1, 600,000 francs .

C'est-là-~~un~~ Il est, en effet, utile de prévoir cette augmentation car l'intervention de l'ETAT engagera sans doute nombre d'organisations ouvrières ^{à créer} soit des caisses fédérales soit des caisses locales. Il est donc bon d'évaluer les dépenses en tenant compte du développement probable de l'institution.

C'est là un chiffre imposant pour une simple subvention qui exige ^{tant} ~~de~~ de l'ouvrier ^{un souf. e} de 4 francs ne lui donnera que 1 fr. 60 et qui, même à ce moment, laissera encore en dehors d'elle 90 pour cent des travailleurs français. Il est toutefois utile de

de M. TARDIEU, directeur du rapport "résumé des travaux effectués pendant l'année 1900" et à l'assemblée, la commission qui en a été chargée a déjà plus d'une fois par la suite.

En effet, ce sont seulement ces quatre mille cinquante et un, en admettant que le nombre d'adhésions à l'association soit de quatre mille cinquante et un, qui ont été versés à l'association.

Quant à la somme de l'association, elle est de quatre mille cinquante et un, ce qui est en accord avec le rapport de M. TARDIEU.

D'après M. TARDIEU, elle se serait élevée à 1900 francs, 45,000 francs pour une trentaine de mille à cinquante centimes par personne. Si le nombre des adhésions est de 100,000, c'est à dire à peu près le double de ce qu'il est, la somme de l'association serait de 100,000 francs pour 100,000 personnes, soit environ l'équivalent de ce qu'il est. Quant à la somme de l'association, elle se serait élevée à 1,000,000 francs.

C'est-à-dire, il est, en effet, mille de plus que ce qu'il est, augmentation de l'association et l'association est de quatre mille cinquante et un.

Nombre d'adhésions effectuées par les caisses locales. Il est donc de 4,500, soit 4,500 francs. Il est donc de 4,500 francs, soit 4,500 francs.

C'est là un chiffre important pour une association. Quant à la somme de l'association, elle se serait élevée à 1,000,000 francs, soit 1,000,000 francs. Il est donc de 1,000,000 francs, soit 1,000,000 francs.

remarquer, en admettant que ce chiffre soit atteint un jour, qu'il ne s'ensuivra pas que la subvention devra s'accroître ~~fa~~
~~parallèlement~~ ^{parallèlement}. Une limite rationnelle et mathématique pourra être fixée lorsque les fonds de réserve atteindront une certaine somme. C'est ainsi que M. FAQUOT avec une grande clarté prévoit l'étendue des charges actuelles et future de l'ETAT.

Devant ce système ainsi défini, ~~est-il possible de~~
~~dire~~ quelle sera l'attitude des Syndicats. C'est là une question capitale ^{car} tout le succès du système dépend ^{aujourd'hui} de leur bonne ou mauvaise volonté.

Sans doute, toutes les caisses syndicales qui se sont formées et qui, si on en retranche les caisses fédérées, sont relativement peu nombreuses, se sont formées légalement.

Comme la loi du 1er Avril 1898 a permis aux Sociétés de secours mutuels d'organiser l'assurance, la loi de 1884 a reconnu implicitement ce droit aux Syndicats.

Cette loi accordant à ces sociétés la personnalité civile pour la défense des intérêts professionnels ~~et la défense~~
[et cette défense implique inévitablement la lutte contre le chômage qui ~~est le chômage c'est-à-dire, on peut le dire, l'impôt contre l'avi-~~
~~nement de salaires~~ n'est qu'une forme de la lutte contre l'avilissement des salaires]
~~l'assèchement de salaires~~ leur donne des droits suffisamment étendus pour assurer l'administration et le fonctionnement régulier de leur caisse de chômage. Pour les Unions de syndicats qui n'ont pas la personnalité civile, en tant qu'union, ils ne peuvent ester en justice que par l'intermédiaire des syndicats.

remarque en admettant que ce chiffre soit atteint en 1900, on voit qu'il ne s'agit pas de la suppression d'un seul individu, mais d'une véritable révolution. Une telle révolution est mathématiquement impossible. Les hommes ne sont pas des machines, ils ne peuvent pas être réduits à zéro. C'est ainsi que M. WAGNER avec une grande clarté prouve l'impossibilité de la suppression de l'humanité.

Devant ce problème si difficile, les hommes se sont posés la question de savoir s'ils ne pourraient pas échapper à la destruction. C'est là une question qui a été posée à maintes reprises, et elle a toujours été résolue négativement.

Les hommes ne sont pas des machines, ils ne peuvent pas être réduits à zéro. C'est ainsi que M. WAGNER avec une grande clarté prouve l'impossibilité de la suppression de l'humanité.

C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction. C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction. C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction.

Cette loi s'applique à tous les êtres vivants, à tous les êtres sensibles. C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction. C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction.

Il en est de même pour les animaux, pour les plantes, pour les minéraux. C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction. C'est la loi de la vie, la loi de la mort, la loi de la destruction.

C'est là une difficulté qui n'a pas d'inconvénient pratique. et qui d'ailleurs, ~~ne sera tranchée prochainement~~
~~Le projet de loi sur les syndicats pendant devant les~~
~~syndicats le Parlement, propose~~ ^{en effet de leur} donner la personnalité civile
~~aux syndicats et visera à régulariser leur situation.~~

Mais si le droit des syndicats d'organiser l'assurance est bien établi, leur bonne volonté ne l'est peut être pas suffisamment. " Les syndicats ouvriers français dit M. SEGUIN, " dont l'unique raison d'être semble bien avoir été jusqu'ici " l'excitation aux grèves et à l'émeute et la conquête des Pou- " voirs publics par leurs dirigeants, n'ont guère eu le loisir " au milieu des préoccupations de ce genre, de s'intéresser au " développement des institutions de prévoyance "

Cette opinion est certainement sévère et quelque peu injuste en ce sens qu'elle ne voit dans l'action des syndicats qu'une agitation désordonnée et purement politique et dans leur abstention ^{qu'} une négligence.

A notre avis il y a d'autres raisons.

Une première c'est que les cotisations sont très peu élevées en FRANCE et que seules de fortes cotisations, comme en ANGLETERRE peuvent permettre d'organiser des caisses durables.

De plus nous croyons que pour beaucoup de syndicats l'abstention est raisonnée et systématique et nous allons essayer de dégager ^{leur} ~~cette~~ tendance actuelle.

Il est certain, ~~en effet~~, que l'esprit syndical français ne ressemble pas à l'esprit syndicaliste anglais-belge. ^{ou} En BELGIQUE il existe des syndicats nombreux et représentant les tendances les plus variées (socialistes, catholiques, libéraux)

C'est la même situation qui n'a pas d'inconvénient
figure. Le projet de loi sur les syndicats pendant les
syndicats le Parlement propose de donner la personnalité civile
à ces syndicats.

Mais si le droit des syndicats d'organiser l'œuvre
ce est bien établi, leur bonne volonté ne l'est point. C'est par
l'absence. Les syndicats ont vu leurs droits être réduits
dont l'unique raison d'être semble bien avoir été l'absence
l'absence aux grèves et à l'absence et la conscience des
voies publiques par leurs dirigeants, ont été en la même
en même des préoccupations de ce genre, de l'intérêt en
"développement des institutions de prévoyance".

Cette opinion est certainement sévère et quelque peu
injuste en ce sens qu'elle ne voit dans l'action des syndicats
qu'une action désordonnée et purement belliqueuse et dans leur
absorption une négligence.

A notre avis il y a d'autres raisons.
Une première c'est que les conditions sont très peu
favorables en France et que les conditions de travail, comme en
Angleterre, peuvent permettre d'organiser des classes sociales.
De plus nous croyons que pour beaucoup de syndicats
l'absorption est rationnelle et économique et nous allons essayer
de décrire cette situation.

Il est certain, en effet, que l'esprit syndical fran-
çais ne ressemble pas à l'esprit syndical anglais-belge.
En France il existe des syndicats nombreux et représentatifs
souvent les plus variés, agricoles, industriels, artisanaux,

qui peuvent ainsi grouper la presque totalité des travailleurs
~~et les cotisations sont élevées.~~

D'autre part, la Ville de GAND est particulièrement favorable au développement du système qui porte son nom. " La ville de GAND, dit M. SEGUIN, "est comme un laboratoire permanent d'expériences sociales" . De plus les Municipalités belges, en raison même de la variété des syndicats n'éprouvent aucune difficulté à se mettre en rapport avec eux. Le but du syndicat belge est moins la lutte de classe que l'organisation des services de prévoyance. Un récent article de M. Alfred LOMBARD, Chef du mouvement syndical en BELGIQUE, s'efforce d'encourager les syndicats belges à s'organiser sur des bases multiples et à s'assurer contre toutes les calamités , tous les risques inhérents à la situation des travailleurs.

Au contraire, une tendance certaine se manifeste en FRANCE aujourd'hui chez beaucoup de syndicats, c'est de se désintéresser de ce qu'ils appellent les affaires d'argent, ^{" et "} c'est ce qui fait que les ouvriers français payent des cotisations peu élevées.

Au Congrès de la métallurgie de 1903, l'Union du Bronze alla jusqu'à demander la suppression "des caisses de résistance" et c'est seulement pour inopportunité qu'on rejeta la proposition ~~surélevée~~ ^{dans sa portée} les questions de principe. Les congrès ouvriers protestent d'une façon générale contre les idées de capitalisation; l'hostilité que rencontre le projet qui tend à donner aux syndicats la capacité commerciale est une indication .

Récemment encore M. Maxime LEROY écrivait ~~ainsi~~
~~une socialisme~~, "les syndicats doivent rester en dehors de l'ar-
" gent, voilà la règle semble t-il; les syndicats d'ailleurs
" sentent si bien que c'est là leur force, qu'ils font tous
" leurs efforts pour se dégager du coopératisme, du mutualisme,
" et du mercantilisme"

" Le principal rôle des syndicats est de défendre les
" salaires et cette défense va matériellement jusqu'à la récla-
" mation du produit intégral du travail: la fin de l'oeuvre de
" défense professionnelle est donc nécessairement la suppression
" du salariat ou révolution"

Sans juger le bien ou le mal fondé d'une telle concep-
tion, nous croyons utile de l'indiquer au moment où l'on fonde
sur eux de grandes espérances.

Le succès d'une oeuvre dépend, en effet, beaucoup
moins du vote d'une loi que de l'état des moeurs; et pour la
question qui nous intéresse tout dépend de la bonne ou de la
mauvaise volonté des Syndicats.

Sur L'inertie volontaire ~~des syndicats~~ serait aujourd'hui
la pierre d'achoppement de ce système.

Certains auteurs ont vu dans l'organisation syndicale
de l'assurance-chômage d'autres difficultés: C'est les tenta-
tions qu'auront les syndicats d'employer les fonds de l'assu-
rance pour soutenir les grèves. C'est là une simple opinion
personnelle, on pourrait même dire un préjugé. D'ailleurs le

Résumé encore M. Maxime LEBOT écrit :

" Les syndiqués doivent rester en dehors de l'ar-

" gent, voilà la règle simple à lier ; les syndiqués d'ailleurs

" content si bien que c'est la leur force, qu'ils font tout

" leurs efforts pour se dégager du capitalisme, du socialisme,

" et du marxisme "

" Le principal rôle des syndiqués est de défendre les

" salaires et cette défense se matérialise jusqu'à la révo-

" lution du prolétariat : la fin de l'œuvre de

" défense professionnelle est donc nécessairement la suppression

" du salariat ou révolution "

" Pour tout le bien ou le mal fondé d'une telle concep-

" tion, nous croyons utile de l'indiquer au moment où l'on fonde

" une des grandes entreprises.

" La question d'une œuvre dépend, en effet, beaucoup

" plus du vote d'une loi que de l'état des esprits, et pour la

" question qui nous intéresse tout dépend de l'homme ou de la

" nouvelle volonté des dirigeants.

" L'initiative volontaire des syndicats n'est aujourd'hui

" la pierre d'achoppement de ce système.

" Certains auteurs ont vu dans l'organisation syndicale

" de l'assurance-chômage d'autres difficultés. C'est les tentes

" sions qu'aurait les syndicats à exercer les fonds de l'assu-

" rance pour garantir les grèves. C'est la même vieille question

" personnelle, on pourrait même dire un préjugé. D'ailleurs la

le contrôle de l'ETAT sera assez étroit, il faut l'espérer, pour empêcher les fraudes si elles se produisent.

Un autre inconvénient est plutôt à craindre en raison de l'esprit farouche de certains syndicats: c'est l'exercice parfois vexatoire de ce contrôle même. Cependant les syndicats qui auront organisé l'assurance auront par là même implicitement accepté le contrôle. C'est là une garantie contre les conflits.

Faut-il donc désespérer de l'assurance syndicale ?
~~et se compter que peu sur le rôle des syndicats?~~ Nous ne le croyons pas. Les efforts qu'ils ont déjà faits sont de bonne augure. De plus les subventions sont un stimulant auquel on ne résiste qu'avec héroïsme.

^{ici, on espère}
~~réaliser~~ les subventions municipales ~~les caisses~~
~~de chômage~~, à GAND (et aussi à DIJON et à LIMOGES où elles fonctionnent depuis quelques années) des caisses se sont subitement créées.

En France avec le nouveau système, le mouvement ne sera sans doute ni général ni subit comme on semble l'espérer trop volontiers; mais nous croyons que le caractère politique du Syndicat (les paroles prononcées par les délégués ouvriers au Conseil du Travail en 1903 en sont une ^{preuve} ~~garantie~~) ne les empêchera pas de créer des caisses de chômage ^{W'avez-vous pas l'exemple de} ~~et nous n'en voulons pour preuve que les~~ GEWERKSCHOFTEN allemandes associations ouvrières politiques ~~et qui~~ groupe^{nt} la plus grande partie des ouvriers: (743,296 membres) et qui après s'être désintéressés depuis leur création en 1868 de l'assurance contre le

le comité de l'Etat pour l'année 1903, il faut l'espérer,

pour empêcher les choses de aller en augmentant.

Un autre inconvénient est qu'il y a crainte en fait

non de l'aggravation de certaines conditions: c'est l'absence

cette période venant de ce comité même. Cependant les

choses ont souvent été faites par les mêmes

individus, ce qui est contraire. C'est là une garantie contre

les abus.

Il faut donc attendre de l'assemblée générale

et non pas le comité. Les choses ne vont pas en

croissant. Les choses qu'il faut faire sont de

travaux. On doit les exécuter et ne pas attendre qu'on

viensse à l'occasion.

Attirer l'attention des autres sur les choses

de l'année 1903 et à l'année 1904 et aller

travaux dans quelques années, les choses ne sont

pas.

Le mouvement ne sera pas tout à fait

comme on semble l'espérer, mais nous croyons que

la conférence politique de l'année, les paroles prononcées par

les différents ouvriers en 1903 en fait une

grande, ne les empêchera pas de continuer les

et nous n'en voyons pas d'autre que les

associations ouvrières politiques et les

partis des ouvriers (FAB, 200) et d'autres.

Le mouvement a été créé en 1868 de l'association contre le

chômage ont organisé depuis 1892 dans leur sein des caisses de secours générales qui accordent simultanément des indemnités de chômage de maladie, de vieillesse.

Nous pourrions nous arrêter ici dans l'étude des résultats de l'application du système gantois, ^{à la France} puisque nous avons passé en revue toutes les associations existantes possédant des caisses de chômage.

Mais il est probable (et cela sera peut être le résultat le plus fécond et le plus heureux du système) qu'à la faveur de la loi nouvelle, des caisses spéciales organisant l'assurance chômage se formeront.

Quelle sera leur utilité et dans quel cadre entreron-elles? C'est ce que nous allons nous demander .

Leur utilité apparaît immédiatement. Elles recueilleront tous ceux qui pour une raison ou pour une autre ne veulent pas entrer dans les autres caisses. Elles joueront en FRANCE un rôle analogue à celui que joue à GAND le service spécial d'indemnité aux épargnants individuels.

En effet, en FRANCE on n'a pas songé et on a eu raison, à indemniser les épargnants individuels. Nous avons vu, en effet, quel était le point faible de cette partie du système gantois et ce qui ~~en~~ pouvait être considéré comme la pierre d'achoppement: c'est la difficulté de contrôler la réalité et la sincérité du chômage de ces ouvriers isolés. Cette difficulté

chômage ont organisé depuis 1892 dans leur sein des caisses de secours générales qui assurent simultanément des indemnités de chômage de maladie, de vieillesse.

Nous pourrions nous arrêter ici dans l'étude des résultats de l'application du système danois; mais nous avons passé en revue toutes les associations existantes recensement des caisses de chômage.

Mais il est probable et cela paraît être la réalité que le plus récent et le plus heureux du système (qui a favorisé de la loi nouvelle, des caisses spéciales, organisant, assurées chômage re-formant.

Quelle sera leur utilité et dans quel cadre fonctionneront-elles? c'est ce que nous allons nous demander.

Leur utilité apparaît immédiatement. Elles remplaceront tout d'abord pour une raison en leur sein autre ne venant pas entrer dans les autres caisses. Elles joueront en faveur de la branche à celui que l'on a donné le service spécial d'indemnité aux épargnants individuels.

En effet, en DANEMARK on n'a pas songé et on a en fait son à indemniser les épargnants individuels. Nous avons vu, en effet, quel était le point faible de cette partie du système danois et ce qui ne pouvait être considéré comme la pierre d'achoppement: c'est la difficulté de contrôler la réalité et la sincérité du chômage de ces ouvriers isolés. Cette difficulté

serait beaucoup plus grande ^{en France qu'en Belgique} le rayon d'action du fonds "national" français étant plus étendu; d'autant plus que le service de la Caisse nationale d'Epargne est assuré par les Bureaux de poste qui ne peuvent se charger du service si compliqué de l'assurance chômage.

Si un jour, le placement est organisé en FRANCE d'une façon générale et officielle, on pourra peut être faire quelque chose dans cette voie; d'ici là on ne peut songer à contrôler individuellement les épargneurs qui s'éparpilleraient sur tous les coins du territoire et tout ce que l'on peut espérer c'est de voir se fonder des sociétés spéciales de chômage.

Si ces sociétés se développent, l'infériorité du système français que nous signalons plus haut, disparaîtra.

Mais comment pourront-elles se former? C'est là un second point dont l'importance est capitale et dont l'importance échappe au premier abord.

C'est si vrai que ce n'est qu'à la fin de la session du Conseil supérieur, lorsque M. PAULET attira l'attention du Conseil sur ce point particulier, que l'on comprit toute l'importance et qu'on émit un vœu ainsi conçu:

" Le Conseil supérieur du travail est d'avis qu'il y a lieu de mettre à l'étude un régime spécial d'institution d'assurance contre le chômage."

A ces sociétés nouvelles, en effet, il est utile de donner un cadre juridique nouveau, cadre qui n'existe pas

serait beaucoup plus grande la façon d'action du "national"
français étant plus étendue, à l'extérieur plus que le service de la
Général national d'aujourd'hui est assuré par les bureaux de Paris
qui ne peuvent se charger du service et compliqué de l'assurance
changement.

Si au jour, le placement est organisé en TRAVAIL à une
section centrale et officielle, on pourra peut-être faire quelque
chose dans cette voie, à l'ici il en ne peut s'agir à contrôler
individuellement les dépenses qui s'opèrent sur tous
les coins du territoire et tout ce que l'on a peut espérer c'est
de voir se fonder des sociétés régionales de change.

Si ces sociétés se développent, l'interférence de
système français que nous aurons à l'heure, disparaîtra.

Mais comment pourront-elles se former? C'est là un
second point dont l'importance est capitale et dont l'importance
échappe au premier abord.

C'est là tout ce que ce n'est qu'à la fin de la session
du Conseil supérieur, lorsque M. FAURE aura l'attention du
Conseil sur ce point particulier, que l'on pourra peut-être l'ins-
tancer et qu'on aura un vote ainsi conçu:

" Le Conseil supérieur du Travail est d'avis qu'il y
a lieu de mettre à l'étude un régime spécial d'indemnité d'as-
surance contre le chômage."

A ces sociétés nouvelles, en effet, il est utile de
donner un cadre juridique nouveau, car il n'existe pas

" A l'heure actuelle, dit M. PAULET, si un organisme
 " d'assurance contre le chômage, comportant des primes de la
 " part des ouvriers, comportant pour ces ouvriers des droits
 " certains, impliquant non plus seulement une spécialisation
 " comptable dans la caisse d'un syndicat professionnel, mais
 " l'érection d'une caisse particulière ayant une *existence*
 " juridique spéciale, venait à être fondé par des Municipalités,
 " ou par les ouvriers syndiqués latéralement à leurs syndicats,
 " ou par des ouvriers non syndiqués, je ne sais pas, pour ma
 " part, de législation derrière laquelle il serait possible
 " d'abriter cette création nouvelle. Il semble donc nécessaire
 " de prévoir une législation adoptée à ces tentatives souhaita-
 " bles et de rendre tout au moins possible la constitution régu-
 " lière d'organismes d'assurance contre le chômage. La loi leur
 " doit un cadre juridique"

On s'était déjà demandé en 1904 au conseil supérieur
 de la Mutualité s'il ne convenait pas d'interpréter ou même de
 modifier l'article premier de la loi du 1er Avril 1898, de façon
 à permettre la constitution de sociétés spéciales contre le chô-
 mage qui eussent droit aux mêmes avantages que les sociétés de
 secours mutuels.

de la Mutualité

Le Conseil supérieur avait jugé la question prématu-
 rée. Le Conseil supérieur ^{du Travail} a accepté ce vœu, ~~si une législation~~
 Bientôt ~~son~~ ^{une législation nouvelle} ~~serait~~ ^{donnera} une vie juridique à ces
 sociétés qui, laissant aux mutualités l'assurance contre la
 maladie et aux Syndicats leur indépendance, remettront chaque

" A l'heure actuelle, dit M. PAULIN, si on organisait
 " l'assurance contre le chômage, comportant des primes de la
 " part des ouvriers, comportant pour ces ouvriers des droits
 " certains, impliquant non plus seulement une spécialisation
 " comptable dans la caisse d'un syndicat professionnel, mais
 " l'existence d'une caisse particulière ayant une personnalité
 " juridique spéciale, venant à être fondée par des mutualités,
 " ou par les ouvriers eux-mêmes indépendamment de leurs syndicats,
 " ou par des ouvriers non syndiqués, je ne suis pas, pour ma
 " part, de l'avis de certains socialistes il serait possible
 " d'attribuer cette œuvre nouvelle. Il n'y a donc aucune nécessité
 " de créer une législation adaptée à ces tentatives nouvelles.
 " Mais si de rendre tout au moins possible la constitution régu-
 " lière d'organismes d'assurance contre le chômage. La loi leur
 " doit un cadre juridique."

On a vu que cette demande en 1904 au conseil supérieur
 de la Mutualité a été ne convenait pas d'intervenir en même de
 modifier l'article premier de la loi du 1er Avril 1898, de façon
 à permettre la constitution de sociétés spéciales contre le chô-
 mage qui encaissent des cotisations et versent des indemnités de
 secours aux chômeurs.

Le Conseil supérieur avait jugé la question prématurée.
 Le Conseil supérieur a accepté ce vœu d'administration
 nouvelle, il faut l'espérer, donner une vie juridique à ces
 sociétés qui, faisant aux mutualités l'assurance contre le
 chômage et aux Syndicats leur indépendance, permettraient chaque

chose à sa place; ~~et~~ grâce à leur spécialité, ~~même pourront~~, aidées au début par les subventions de l'ETAT, devenir ~~la charnière~~ ^{l'un des principaux organes de} ~~carrière de~~ l'assurance généralisée.

Le développement des caisses actuelles d'assurance contre le chômage, la création d'organismes spéciaux à cette assurance, ^{telles seront} les conséquences du système que l'on viendra d'introduire en FRANCE, . C'est tout ce qu'on peut désirer actuellement.

Aussi devons-nous voir en lui non point un remède définitif, mais le germe d'une réforme plus étendue à laquelle ~~très-probablement-a-t-il-dit~~, il est déjà nécessaire de songer.

A ce sujet nous croyons ~~qu'il est~~ à propos de rappeler les paroles que M. FONTAINE a prononcées à la Session de Novembre du Conseil supérieur du Travail . Dans la bouche du Directeur de l'Office du Travail elles sont particulièrement intéressantes.

" Très probablement, a-t-il dit, les caisses autonomes
" que nous voulons encourager ne se généraliseront pas, par le
" simple jeu de l'initiative privée et la question se posera de
" savoir comment les généraliser; en assurer le bénéfice à tous
" les intéressés, c'est alors que se posera la question de
" l'obligation."

chose à sa place, et à leur spécialité même, nous
avons au début par les assurances de l'ETAT, devenu la garantie
et l'assurance généralisée.

Le développement des caisses actuelles d'assurance
contre la maladie, la création d'organismes spéciaux à cette
assurance, les conséquences de l'assurance que l'on vient d'introduire
dans le TRAVAIL. C'est tout ce qu'on peut décrire actuellement.
Ainsi devons-nous voir en lui non point un remède
définitif, mais la forme d'une réforme plus étendue à laquelle
nous-mêmes devons nous-mêmes, il est déjà nécessaire de penser.

A ce sujet nous croyons qu'il faut à propos de rappeler
les paroles que M. FORTAIN a prononcées à la Session de Novem-
bre de l'Institut Supérieur du Travail. Dans la pensée du Directeur
de l'Office du Travail elles sont particulièrement intéressantes.
"Très probablement, a-t-il dit, les caisses autonomes

que nous venons envisager ne se généraliseront pas, car la
"simple loi de l'initiative privée et la question ne pourra être
"savoir comment les généraliser, en assurer le bénéfice à tous
"les intéressés, c'est alors que se pose la question de
"l'obligation."

DEUXIEME PARTIE

Ce que devra être l'assurance-obligatoire
contre le chômage
en France.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
455 N. 5TH ST. NEW YORK, N. Y.

L'adoption du système de GAND en FRANCE est un premier pas, un pas timide, dans la voie de l'assurance contre le chômage.

L'ETAT s'arrêtera-t-il là? Nous ne le croyons pas

Tout d'abord son devoir est d'aller plus loin. Même s'il l'oubliait, il ne dépend plus désormais de lui d'arrêter sa marche. Une fois engagé dans cette voie, il lui sera difficile d'en sortir.

En effet, lorsqu'on étudie ce que l'ETAT a fait contre le chômage dans les différents pays et à diverses époques, on est frappé de voir que le même phénomène se produit toujours indépendamment de ces pays et de ces époques. C'est un phénomène constant qu'on retrouve à STGALL à BALE et à ZURICH.

Pour combattre le chômage, la Puissance publique a d'abord hésité à intervenir; puis elle est intervenue timidement en variant des secours. Une fois engagée dans cette voie devant les demandes des ouvriers, la plupart du temps devant les résultats déplorables provoqués par une crise locale, ^{autant} ~~autant~~ par humanité que par intérêt, prise entre la volonté de secourir les chômeurs et l'impossibilité d'engager trop les finances publiques, la Puissance publique s'est vue obligée d'organiser l'assurance obligatoire ou facultative

C'est ainsi qu'à BERNE en 1892 l'union des manoeuvres fondait une caisse de chômage réservée à ses membres domiciliés dans cette ville. Sur les entrefaites, les Autorités locales nommèrent une Commission qui devait faire une enquête

L'acceptation du système de GAILLARD en 1890 est un premier

pas, un pas décisif, dans la voie de l'assistance sociale.

Changement.

Il faut s'interroger : il faut se le demander.

Tout d'abord, quel devoir est-il à l'Etat ?

Il n'est pas d'obligation, il n'est pas d'obligation de lui d'arrêter

sa marche. Une fois engagé dans cette voie, il faut aller droit

elle n'est pas.

En effet, lorsqu'on étudie ce que l'Etat était autre

fois, on se rend compte que les différents pays et à diverses époques, on

est frappé de voir que le même phénomène se produit toujours

indépendamment de ces pays et de ces époques. C'est un phéno-

mène constant, on le retrouve à PARIS et à NEW-YORK.

Pour combattre le chômage, la puissance publique a

de l'abord hésité à intervenir, mais elle est intervenue finalement

ment en créant des emplois. Une fois engagé dans cette voie

devant les demandes des ouvriers, le législateur a dû

les résoudre définitivement par une action locale.

Après cela, la puissance publique a dû intervenir, mais elle a

volonté de soutenir les efforts et l'initiative individuelle

contre les forces sociales, la puissance publique a été

vue obligée d'organiser l'assistance collective ou technique

C'est ainsi qu'à PARIS en 1890 l'Union des manufactures

fondait une caisse de chômage rattachée à son service de

liée dans cette ville. Sur les entrefaites, les Antilles

locales ont créé une Commission qui devait faire une enquête

sur les moyens de subvenir aux sans travail . Les organisations ouvrières en profitèrent pour demander des subventions: les Autorités cantonales ne purent s'entendre sur la suite à donner à cette demande mais se mirent d'accord pour fonder une caisse d'assurance communale ouverte à tous les ouvriers.

A StGALL en 1892 le nombre des chômeurs ayant considérablement augmenté le Gouvernement s'émut et inscrivit au budget cantonal, des secours de chômage qui atteignirent 4000 francs en 1894.

La crise s'aggravant, il fallut recourir à des moyens plus efficaces et c'est alors que l'on songea à faire aboutir la loi organisant l'assurance contre le chômage qui fonctionna de 1895 à 1897.

Le chômage sév^{in aut}~~ra~~ douloureusement à BASE depuis quelques années, des sommes considérables (21000francs en 1890) ayant été inscrites au budget cantonal, on songea à s'engager plus loin dans cette voie. Une Commission fut nommée en 1893 Le Conseil d'ETAT réclama un rapport. C'est alors que fut rédigé le rapport de M. ADLER qui concluait à la nécessité d'organiser l'assurance obligatoire.

A ZURICH en 1895, l'industrie du bâtiment traversa une crise très grave à la suite d'hiver rigoureux. Pendant plusieurs années une somme de 5000 francs fut inscrite au budget afin de venir ~~au~~ en aide aux sans-travail. Le nombre des chômeurs ayant augmenté, les esprits se tournèrent vers l'assurance . Un projet d'assurance facultative fut repoussé et

sur les moyens de subvenir aux besoins de l'enseignement. Les organisations
civiles et privées ont demandé que l'Etat prenne en charge la totalité des
dépenses de l'enseignement primaire. Elles ont insisté sur la nécessité de
porter à cette fin une somme de 5 milliards par an. Elles ont également
demandé que l'Etat prenne en charge la totalité des dépenses de l'enseignement
primaire.

A partir de 1892 le nombre des communes ayant un
établissement scolaire a augmenté de 100.000. Le nombre des communes
ayant un établissement scolaire a augmenté de 100.000. Le nombre des communes
ayant un établissement scolaire a augmenté de 100.000.

La loi du 30 octobre 1893 a institué l'enseignement primaire
obligatoire. Elle a institué l'enseignement primaire obligatoire. Elle a
institué l'enseignement primaire obligatoire. Elle a institué l'enseignement
primaire obligatoire.

La loi du 30 octobre 1893 a institué l'enseignement primaire
obligatoire. Elle a institué l'enseignement primaire obligatoire. Elle a
institué l'enseignement primaire obligatoire. Elle a institué l'enseignement
primaire obligatoire.

A partir de 1892 le nombre des communes ayant un
établissement scolaire a augmenté de 100.000. Le nombre des communes
ayant un établissement scolaire a augmenté de 100.000. Le nombre des communes
ayant un établissement scolaire a augmenté de 100.000.

en 1895 le conseil municipal de ZURICH chargea l'Autorité exécutive de lui soumettre un projet d'assurance obligatoire.

A GAND, en 1897, avant de subventionner les Syndicats on fit faire une enquête qui n'eut pas un heureux résultat. D Dès 1898 de ^{membres} ~~nouveaux~~ radicaux et socialistes du Conseil municipal introduirent une proposition l'invitant à constituer une Commission spéciale chargée de faire une enquête sur le chômage. Cette enquête ne conclut pas à la nécessité d'organiser l'assurance, mais seulement ^{de subventionner} ~~d'adopter~~ les caisses syndicales.

Comme à BERNE, à StGALL, à BALE, ~~et~~ à ZURICH et à GAND les Pouvoirs publics, en FRANCE, viennent de s'émouvoir. Un crédit de 100,000 francs vient d'être voté et l'on peut considérer comme organisée une Commission parlementaire permanente pour l'étude de la question du chômage.

Nous voyons là un heureux présage; il ne dépendra plus désormais de la volonté du Gouvernement de se dégager. ~~Quand un ETAT est entré dans cette voie, il ne peut facilement et revenir en arriere; il y est entraîné malgré tout.~~ Cette brèche à la non-intervention ne pourra ^{désormais} que s'élargir.

Qu'une crise survienne par exemple et le crédit deviendra insuffisant. D'autres subventions seront réclamées et il arrivera un moment où l'ETAT français trouvera plus prudent et plus équitable d'organiser ou de tenter au moins d'organiser l'assurance.

en 1988 le conseil municipal de KIRIKI chargé l'Assemblée
civile de lui remettre un projet d'assurance obligatoire.

A GAMB, en 1987, avant de commencer son mandat

on lui a remis une somme de 100 000 francs

Dès 1988 le conseil municipal de KIRIKI chargé l'Assemblée

signal indiquant une proposition d'investissement

une Commission de suivi chargée de faire une enquête sur le

clôture. Cette enquête a permis de constater la nécessité d'une

mise à l'assurance, mais également d'élargir les catégories d'hab-

itants.

Gomme à BRUN, à GAMB, à BAMB, à BAMB, à BAMB

les Pouvoirs publics, en 1987, ont décidé de l'assurance.

Un crédit de 100 000 francs vient d'être versé et l'on peut

considérer comme organisée une Commission parlementaire pour

mettre pour l'étude de la question de l'assurance.

Toutefois il ne faut pas oublier, il ne faut pas

oublier de la volonté du Gouvernement de se développer.

La mise en œuvre de cette politique, si elle est

réalisée, sera une véritable réussite.

La mise en œuvre de cette politique sera une véritable

réussite.

On ne peut pas dire que cette politique est une réussite

car elle n'est que le début d'un processus de développement

et il faut continuer à travailler pour que ce processus

soit véritablement réussi.

La mise en œuvre de cette politique sera une véritable

Est-ce prochainement que nous verrons en FRANCE comme à StGALL, à BALE et à ZURICH, la Puissance publique amenée insensiblement à l'assurance obligatoire? L'avenir ~~sur ce~~ seul, le démontrera.; mais nous croyons que le crédit que le Parlement vient de voter a, en lui, le germe d'une plus ample réforme.

Que pourra être cette réforme? C'est ce que nous allons nous demander

M. VARLEZ remarque qu'au cours de la dernière crise qui s'est prolongée de 1900 à 1902, les pouvoirs publics se sont contentés d'encourager les oeuvres spontanées des intéressés, tandis que lors de la première crise, ils avaient songé, sans succès d'ailleurs, à organiser de toutes pièces la prévoyance en vue du chômage.

Telles ont, en effet, été les directions qu'a prises à ces deux époques différents, le mouvement de l'assurance officielle; mais le système des subventions ne peut être un système durable et si à la dernière crise il a paru suffisant aux esprits qui conservaient encore le souvenir des essais malheureux d'assurance de la première crise, il n'est pas douteux qu'à la prochaine crise sous la poussée de nouveaux besoins et de nouvelles tendances, le système des subventions paraisse impuissant à protéger les travailleurs contre le chômage et insuffisant aux ETATS qui d'une façon presque géné-

Parce que précisément que nous voyons en FRANCE comme
à BAILLON, à BAILLON, à BAILLON, la puissance publique n'est
innocemment à l'égard des obligations. L'État n'est pas
seul, la puissance, mais nous voyons que la puissance est la
puissance vis-à-vis de nous, et la puissance est la puissance
réelle.

Que nous soit cette puissance, c'est ce que nous allons
nous demander.

M. VANIER rappelle qu'il y a eu de la puissance civile
qui a été prolongée de 1900 à 1902, les pouvoirs publics ne
sont contents d'encourager les œuvres sociales des lois
passées, tandis que lors de la dernière crise, ils avaient
surtout, sans succès à l'époque, à organiser de toutes pièces
la puissance en vue de l'œuvre.

Telles ont, en effet, été les directions de la puissance
cette œuvre sociale différente, la puissance de l'assurance civile
civile, mais la puissance des assurances ne peut être en eux-
mêmes, d'ailleurs et si la dernière crise a été une crise
aux capitaux qui conservent encore la puissance des capitaux
malgré la puissance de la dernière crise, il n'est pas
correct qu'il y ait une crise sans la puissance de nous-mêmes
seuls et de nouvelles tendances, le système des assurances
personnelles important à protéger les travailleurs contre la
crise et l'insécurité des États qui a une façon propre d'être

rale, entrent de plus en plus dans la voie des assurances sociales.

Ce court aperçu doit nous avoir montré le mouvement de l'assurance dans différents pays, n'a pas d'autre but que de montrer qu'un système n'est bon qu'autant qu'il prépare les voies d'un autre plus parfait et qu'il le prépare nécessairement. Nous considérons l'assurance générale obligatoire comme le premier échelon à franchir.

Mais avant de voir ce que en matière d'assurance obligatoire contre le chômage a été fait et ce qui peut être fait en FRANCE, nous étudierons les deux systèmes d'assurance obligatoire ^{de St Gall et de Bâle} ~~suisses~~. Nous verrons ce qu'il y avait de bon et surtout de mauvais, dans celui de StGALL qui seul a pendant quelque temps fonctionné. Nous verrons tout ce qu'il y a à tirer du second qui bien que plus sagement conçu n'a jamais été pratiqué.

Nous n'insisterons pas sur le système de StGALL lui-même. Il a été souvent exposé. Nous allons plutôt étudier la cause de son échec et dégager de cette expérience des renseignements. Jusqu'à présent on a condamné en bloc le système sans tenir compte des circonstances spéciales et locales qui l'ont fait échouer: on a rendu responsable de cet échec l'obligation qui était à sa base et aujourd'hui encore on ne peut parler d'assurance obligatoire sans qu'immédiatement ^{les} ~~nos~~ adversaires fasseht apparaitre comme un spectre" l'échec de StGALL"

rais, entrant de plus en plus dans la voie des assurances so-
ciales.

De ce côté, après avoir vu le mouvement
de l'assurance sans différence par, n'a pas à entrer dans
de l'autre, qu'il n'est pas de l'autre, qu'il n'est pas
les voies d'un autre, qu'il n'est pas de l'autre, qu'il n'est pas
riment. Nous considérons l'assurance sociale obligatoire
comme la première solution à trouver.

Mais avant de voir ce que en matière d'assurance
existe contre le danger à cet égard de ce qui peut être fait
en FRANCE, nous examinons les deux questions d'assurance
certaines. Nous verrons ce qu'il y a de bon et de
dans le mauvais, dans celui de SÉBASTIEN qui est le pendant
des temps modernes. Nous verrons tout ce qu'il y a à faire
en accord qui bien que plus sage, comme à l'époque, est plus
sage.

Nous n'insisterons pas sur le système de SÉBASTIEN
même. Il a été souvent exposé. Nous allons plutôt nous en-
tendre de son esprit et de la portée de cette expérience. Les tenants
de ce système, qui sont en nombre, en ont fait un système
sans tenir compte des circonstances spéciales et locales qui
l'ont fait échouer: on a rendu responsable de cet échec l'o-
bligation qui était à sa base et aujourd'hui encore on ne
peut parler d'assurance obligatoire sans qu'immédiatement nous
soyons tentés de nous en occuper. L'échec de

SÉBASTIEN

On commence seulement à envisager un peu plus froidement cet insuccès.

" Jusqu'à présent dit M. MILLERAND, à la séance de la
" Chambre des Députés du 30 Novembre 1904, on ne connaît qu'u
" expérience d'assurance nationale contre le chômage: elle a
" eu lieu à StGALL et elle n'a pas été heureuse. Je ne suis
" pas de ceux qui entendent tirer d'une expérience aussi
" réduite, faite d'ailleurs dans des conditions qui prêtent
" beaucoup à discussion, une conclusion contre le principe
" lui-même et votre Commission a eu soin de marquer qu'il n'y
" avait aucun préjugé à tirer de la résolution par laquelle
" elle écartait ces propositions (d'assurance obligatoire).
" Elles les a écartées pour une raison de circonstance et
" d'inopportunité"

~~En~~ En peu de mots quel est ce système?

Après deux ans de travaux préparatoires, une loi sur
l'assurance obligatoire présentée par le Gouvernement cantonal fut adoptée le 19 Mai 1894 par le Grand Conseil^{cel} du canton.
La loi autorisait les communes ou unions de communes du
canton à organiser l'assurance mutuelle et obligatoire contre
le chômage. Saint GALL, ville de 30,000 habitants créa seule
une caisse qui commença à fonctionner le premier Juillet 1895.

Les ouvriers dont le salaire ne dépassait cinq francs
par jour furent soumis à l'assurance. Aux termes de la loi
l'ouvrier astreint à l'assurance et ne payant pas la cotisation
~~obligatoire~~, devait être puni d'une amende de 3 à 25 francs et de

un à cinq jours de prison. La durée de l'indemnité était de 60 jours.

La prime à payer chaque semaine par les assurés et l'indemnité quotidienne servie aux chômeurs furent fixés proportionnellement aux salaires, comme suit.

PREMIERE CATEGORIE.

Salaires de 3 francs par jour et au dessous :

{ Prime par semaine 0fr.15--
Indemnité par jour-1fr.80

DEUXIEME CATEGORIE

Salaires de 3 à 4 francs :

{ Prime par semaine--0fr.20
Indemnité par jour-- 2fr.10

TROISIEME CATEGORIE

Salaires de 4 à 5 francs :

{ Prime par semaine-- 0fr.30
Indemnité par jour-- 2fr.40

On avait pour établir cette table fait des prévisions qui furent d'ailleurs démenties par la réalité et qui contribuèrent comme nous allons le voir à ^{la durée} ~~la durée~~ du système.

L'Administration ~~était~~ confiée à une Commission de neuf membres dont deux sont élus par le Conseil communal et sept choisis par les ouvriers assurés.

La gestion de cette Commission est vérifiée par une

en à cinq jours de prison. La durée de l'indemnité était de 60 jours.

La prime à payer chaque semaine par les assurés et l'indemnité hebdomadaire servie aux assurés furent fixés proportionnellement aux salaires, comme suit.

PREMIERE CATEGORIE

Salaires de 3 francs par jour et au dessous :

Prime par semaine 0fr.15

Indemnité par jour 1fr.60

DEUXIEME CATEGORIE

Salaires de 3 à 4 francs

Prime par semaine 0fr.20

Indemnité par jour 2fr.10

TROISIEME CATEGORIE

Salaires de 4 à 5 francs

Prime par semaine 0fr.30

Indemnité par jour 2fr.40

On avait pour établir cette table des provisions qui furent d'ailleurs... par la réalité et qui...
travaillant comme nous allons le voir à l'annexe de l'annexe.
L'Administration est soumise à une Commission de huit membres dont deux sont élus par le Conseil communal et deux choisis par les ouvriers assurés.
La question de cette Commission est réglée par une

Commission de trois membres choisis dans la Commission des Finances de la Commune de Saint-GALL.

Les résultats de la Caisse de Saint-GALL furent désastreux: 4965 ouvriers s'inscrivirent alors qu'on avait prévu que 3000. Les ouvriers non qualifiés affluèrent et les ouvriers qualifiés ^à ~~en~~ haut salaire s'abstinrent. On dût faire condamner 155 ouvriers, qui malgré des avis répétés, s'étaient soustraits à l'assurance.

D'une autre côté, malgré 14,000 francs de subvention de la commune et du canton, il y eut un déficit de 5,000 francs. Les cotisations des assurés produisirent 15,500 francs. Les indemnités payées aux 498 chômeurs s'élevèrent à plus de 38,000 francs.

Devant ce résultat, l'Assemblée générale à la majorité des trois cinquièmes, vota le 30 Juin 1897 la suppression de la Caisse après un an d'existence.

A quoi est dû cet échec?

Le système a deux vices principaux qui ont été parfaitement mis en lumière ^{au} ~~sur~~ le Conseil supérieur du Travail.

Le premier est que le système ne faisait, en aucune façon, appel au concours des patrons. Sans parler de la contribution pécuniaire des patrons qui nous l'avons vu est nécessaire et équitable, les patrons n'étaient pas même ^à chargés d'intermédiaires, de recevoir ou de retenir sur le salaire de l'ouvrier la part représentant ^{la} ~~la~~ cotisation. Si bien qu'il

Commission de trois membres choisis dans la Commission des

Finances de la Commune de Saint-Gall.

Les résultats de la Caisse de Saint-Gall furent les

suivants: 4965 ouvriers s'inscrivirent alors qu'il y avait

précédemment 5000. Les ouvriers non qualifiés atteignent et les

ouvriers qualifiés se sont élevés à 1500. On est parvenu

à consacrer 150 ouvriers, qui ont été des fois révoqués, à l'école

technique à l'école.

Dans cette école, chaque élève reçoit 14,000 francs de subvention

de la commune et du canton, il y a un déficit de 5,000 francs

Les cotisations des parents produisent 15,500 francs

Les indemnités payées aux 496 ouvriers s'élèvent à 1500

de 38,000 francs.

Devant ce résultat, l'Assemblée générale de la muni-

cipalité des trois communes, vote le 30 juin 1927 la suppression

de la "caisse" après un an d'existence.

A quel état est cet école?

La réponse est dans les faits suivants qui ont été publiés

récent dans un journal par le Conseil supérieur du Travail.

Le premier est que le système ne réussit, en somme

rien, après un concours de quatre ans. Sans parler de la con-

dition présumée des patrons qui ne s'opposent pas à la

création et l'entretien, les patrons s'opposent pas même à la

réhabilitation, de recevoir en de retour sur le salaire de

l'ouvrier la part représentant la cotisation. Si bien qu'il

fallait dans chaque cas particulier, poursuivre l'ouvrier individuellement, sous menace d'amende et de prison pour lui faire payer sa cotisation.

Cela rendait le recouvrement des cotisations très difficile; ^{aussi:} ~~et même que~~ les cotisations allèrent toujours en diminuant. En Mai 1896 on comptait encore 1300 débiteurs de primes représentant environ 4000 francs.

Il y a déjà là une explication suffisante de l'insuccès de la caisse de StGALL. Mais il ^{en} existe une autre plus grave.

La même caisse assurait les ouvriers des professions les plus diverses, représentant des risques de chômage les plus différents. Il y a à St GALL un grand nombre d'ouvriers " de saison " et un petit nombre d'ouvriers qualifiés " de métier " ayant fait un apprentissage. Il en est résulté que les ouvriers qualifiés appartenant aux professions peu atteintes par le chômage payaient des cotisations proportionnelles, dans une certaine mesure au moins, à leurs salaires élevés, mais n'avaient presque jamais l'occasion de toucher les secours prévus par les règlements. Ces secours profitaient presque uniquement aux ouvriers de qualité inférieure ou aux ouvriers de façon.

Il aurait fallu faire varier la prime suivant les risques et exclure certains ouvriers peu exposés au chômage ou tout au moins leur faire payer des primes très minimes.

De plus l'obligation existant seulement pour la ville

de Saint-GALL, les ouvriers qualifiés peu exposés au chômage quittèrent la ville, allèrent habiter la banlieue et seuls restèrent à la caisse, ceux qui devaient réclamer l'indemnité

Et cet inconvénient était d'autant plus sensible, que la caisse étant ouverte aux étrangers, les ouvriers étrangers non qualifiés s'inscrivirent en grand nombre. C'est ainsi qu'au 30 Juin 1896 sur 4220 inscrits, on ne comptait que 78 citoyens de StGALL, 2102 y avaient fait élection de domicile et 2040 n'étaient que des ouvriers de passage.

Tels sont les vices inhérents au système.

D'autres causes, des ^{causes} ~~causes~~ locales et purement de fait, vinrent entraîner la chute de la caisse sans qu'on ait songé à y remédier.

C'est tout d'abord l'insuffisance de bases-statistiques, ce qui entraîne de fausses prévisions. On avait ^{en effet} escompté 10 % de chômeurs, il y en eut 15%. On avait prévu pour la première catégorie, 600 ouvriers; pour la deuxième, 1800; pour la troisième, 600. Or il y eut respectivement à s'inscrire, 2895, 1179, 126.

A ce propos, M. DALLE fit en 1903 au Conseil supérieur de judicieuses remarques; " Plus le salaire est bas; " a-t-il dit, moins l'ouvrier est qualifié, plus, par conséquent, il est employé à des besognes intermittentes et instables de manœuvre, d'homme de peine. Dans ces conditions,

"

de Saint-Gall, les ouvriers qualifiés par exposés en échange
quittèrent la ville, allèrent habiter la banlieue et seuls
restèrent à la caserne, ceux qui devaient recevoir l'indemnité
Et cet inconvénient était d'autant plus sensible,
que la caserne étant ouverte aux étrangers, les ouvriers étrangers
étaient non qualifiés et travaillaient en grand nombre. C'est
ainsi qu'en 30 Juin 1893 sur 4230 inscrits, on ne comptait
que 78 citoyens de Saint-Gall, 2102 y avaient fait élection de
domicile et 2040 n'étaient que des ouvriers de passage.

Tels sont les vices inhérents au système.
D'autres causes, des causes locales et partant de
Saint-Gall, viennent accroître la chute de la caserne sans qu'on ait
besoin à y remédier.
C'est tout d'abord l'insuffisance de l'installation
elle-même, ce qui entraîne des dépenses énormes. On avait escom-
pté 10 % de chômage, il y en eut 15 %. On avait prévu pour
la première année 500 ouvriers, pour la deuxième, 1200,
pour la troisième, 200. Or il y eut respectivement 2 1/2 fois
plus, 1200, 1800, 300.

A ce propos, M. LARSEN dit en 1903 au Conseil municipal
qu'un des inconvénients remarqués, " Plus la caserne est pauvre,
" et il dit, même l'ouvrier est qualifié, plus, par consé-
quent, il est employé à des besognes inférieures et in-
utiles de manœuvre, d'homme de peine. Dans ces conditions,

" ayant moins de permanence dans son emploi il est le plus expo-
" au chômage et ce chômage est bien plus long pour lui que
" pour l'ouvrier qualifié dont le salaire est supérieur.

" Donc pour l'ouvrier à salaire supérieur on deman-
" dait à StGALL une cotisation de 30 centimes par semaine.
" Mais savez-vous quelle était la cotisation singulière qui
" lui était faite au cas exceptionnel de chômage? On ne lui
" offrait qu'une indemnité journalière égale à 8 fois sa co-
" tisation hebdomadaire alors que l'indemnité de l'ouvrier à
" bas salaire ^{le montant} égalait 12 fois celle de la cotisation; c'est
" à dire que pour un risque bien moindre la proportion mathé-
" matique entre la prime et l'indemnité n'était pas observée.

" On comprend donc que des résistances se soient pro-
" duites chez les ouvriers qualifiés par ce qu'il n'y avait
" pas de *parité* entre le versement effectué et le remède
" apporté"

En second lieu, dans son fonctionnement même le sys-
tème de Saint-GALL laissa beaucoup à désirer: le bureau de pla-
cement qui devait seconder les efforts de la caisse d'assuran-
ce ne fonctionna pas. Pendant le second exercice sur 512 chô-
meurs, 14 furent placés; les autres touchaient d'abord la
prime et après les 60 jours ils se présentaient au bureau. *de placement*

La fraude était d'autant plus facile que les retar-
dataires étaient admis à toucher un secours de chômage en
payant en bloc leurs cotisations arriérées, si bien qu'on
ne payait plus la prime que quand on avait besoin de l'indem-
nité.

ayant même des connaissances dans son sujet il est le plus ex-
 "un ouvrage de ce genre est bien plus utile que
 "pour l'ouvrier qualifié dont la science est supérieure.
 "Donc pour l'ouvrier à science supérieure on donne
 "à l'ouvrier une cotisation de 30 centimes par semaine.
 "Mais nous savons qu'il n'est pas facile d'obtenir
 "un tel résultat en une seule année de chômage? On ne lui
 "offre qu'une indemnité journalière égale à 1/3 de son sa-
 "lariat habituel. Alors que l'indemnité de l'ouvrier à
 "sa science est de 1/2 de son salaire de la semaine, c'est
 "à dire que pour un ouvrier bien instruit la proportion entre
 "son salaire et la prime est 1/2, tandis que pour l'ouvrier
 "On comprend donc que ces relations ne soient pas
 "entre elles les ouvriers qualifiés par ce qu'il n'y a pas
 "de la même façon le versement effectif de la prime

Le second lien, dans son développement, nous le trou-
 vons dans l'acte même de l'indemnité à verser; le lien de la
 prime qui devrait accompagner les efforts de la science d'appren-
 ce ne fonctionne pas. Pendant le second semestre sur 112 ou-
 vriers, 14 furent placés; les autres travaillant à l'essai de
 prime et après les 60 jours ils se trouvaient en chômage.
 La prime était d'autant plus facile que les coti-
 sations étaient élevées et à trouver un secours de chômage en
 payant en bloc leurs cotisations arriérées, et bien qu'on
 ne payait plus la prime que quand on avait besoin de l'indem-
 nité.

Enfin si nous en croyons le rapport de M. ^{Fagnat-}~~SAQUOT~~,
" le mauvais résultat financier est loin d'être la seule
" cause des votes des électeurs. Le vote fut influencé par
" des raisons politiques et diverses causes locales "

C'est là une cause occulte que nous ne pouvons préciser mais qui est peut être le secret de la précipitation avec laquelle on supprima la caisse de Saint-GALL.

L'échec de Saint-GALL fit reculer l'idée de l'assurance obligatoire en SUISSE et notamment dans le canton de BALE où un projet d'assurance obligatoire en discussion depuis 1893, fut finalement rejeté et remplacé en 1901 par une ~~caisse~~ de chômage facultative.

Ce système ^{de Bâle} que malheureusement le référendum populaire a presque rejeté et qu'on ne peut, par conséquent, que juger qu'à priori, s'est efforcé de supprimer les principales objections que justement on a adressé au système de Saint-GALL.

Ce projet très étudié, ^{prudemment}~~notamment~~ conçu, peut aujourd'hui encore servir de modèle à une assurance obligatoire.

Il prévoit dans ses moindres détails, le fonctionnement de l'assurance et pour tous ces détails, nous ne saurions mieux faire que de renvoyer à l'analyse approfondie qu'en a fait M. ~~SEG~~GUIN.

Nous nous bornerons à indiquer en quoi il diffère, en quoi il est supérieur au système de Saint GALL.

Enfin si nous en croyons le rapport de M. FAHNE,

" la nouvelle répartition financière est loin d'être la seule

" cause des vices des élections. La vote est influencé par

" des raisons politiques et électorales diverses locales.

Quant à la cause sociale que nous ne pouvons pas

écarter mais qui est peut-être la cause de la réélection

avec laquelle on en arrive la cause de Saint-GALL.

L'absence de Saint-GALL est toujours l'absence de l'absence

rance obligeant en SUITE et nous en arrivons à l'absence de

SAINT-GALL et au projet d'assurance obligeant en l'absence de

1900, les élections ont été et seront en 1901 par une

absence de cause financière.

Les raisons qui expliquent la réélection sont

liées à la cause sociale et au vote, par conséquent, que

l'absence de l'absence, c'est-à-dire la réélection des élections

obstacles que l'absence en l'absence de Saint-GALL.

Le projet très étendu, l'absence de cause, sont les

et ont encore servi de cause à une assurance obligeant.

Il n'est donc pas sans intérêt de voir, la réélection

de la réélection est une cause sociale, nous ne pouvons

avoir l'absence de la réélection à l'absence sociale de

fait M. FAHNE.

Notamment l'absence de l'absence en l'absence de

quant à la cause sociale de Saint-GALL.

Tout d'abord, l'assurance qu'il organise n'est pas générale; il l'a limitée aux professions où le besoin s'en fait le plus sentir ; il écarte de plus les étrangers(qui avaient été si funeste à la Caisse de Saint-GALL) en exigeant un domicile d'un an à BALE.

En second lieu, les ouvriers sont divisés par classes d'après le plus ou moins grand risque couru(ouvriers de fabrique, ouvriers de bâtiment). Chaque classe se subdivise en 3 catégories, d'après le taux des salaires(à partir de 15fr. par semaine.) Il n'y a pas de maximum au delà duquel l'ouvrier soit dispensé de verser comme à Saint-GALL) . La cotisation varie suivant chaque classe et chaque catégorie. De cette façon, les ouvriers rarement exposés au chômage ne pourront plus se plaindre de payer pour les autres puisqu'ils sont exclus.

Deuxièmement à BALE les ouvriers c'est le canton et non plus la commune qui subventionne. Cette subvention est fixe [25,000 ^{plus} ~~fr. Le canton de plus, en plus~~ les frais d'administration (15,000)]

Troisièmement les patrons sont obligés au paiement de cotisations périodiques (0.10 pour la 1ère classe, 0.20 pour la seconde) et ^{ce sont eux} ~~qu'~~ toutes les quatre semaines versent à la ^{en même temps que} caisse les cotisations de leurs ouvriers.

Texte d'abord, l'assurance qu'il n'est pas

général, il s'agit d'une protection de la personne et non

de la chose, il s'agit de la personne et non de la chose

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

un caractère d'un acte d'acte.

En second lieu, les caractères sont divisés par classes

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

un caractère d'un acte d'acte.

En troisième lieu, les caractères sont divisés par classes

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

un caractère d'un acte d'acte.

En quatrième lieu, les caractères sont divisés par classes

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

un caractère d'un acte d'acte.

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

En cinquième lieu, les caractères sont divisés par classes

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

un caractère d'un acte d'acte.

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

En sixième lieu, les caractères sont divisés par classes

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

un caractère d'un acte d'acte.

et c'est pourquoi il est dit que la personne est la

Quatrièmement les indemnités sont payées pendant 90 jours au lieu de 60 et varient selon la catégorie de salaire comme nous l'avons vu et suivant aussi ses charges sociales.

Cinquièmement les indemnités ne peuvent être réclamées que lorsqu'une semaine s'est écoulée depuis le commencement du chômage.

Sixièmement le projet prévoit en outre des secours de route pour faciliter le placement.

Enfin l'Administration de la caisse est très simple: à sa tête ^{elle} ~~celle-ci~~ n'a qu'un administrateur nommé par le Conseil d'ETAT. A côté de lui une commission de ⁹ membres composée de délégués des patrons et des ouvriers.

Ce projet fut proposé par M. ADLER au Conseil d'ETAT qui l'adopta et le transmit au Grand conseil qui le renvoya à une Commission qui le remania et qui entra autre modification importantes, tenant plus grand compte de la différence des risques, divisa les ouvriers en trois classes au lieu de deux; ~~ainsi~~ on eut ainsi:

Une première classe comprenant les ouvriers de fabrique

Une seconde comprenant les ouvriers des bâtiments

En conséquence les indemnités sont payées pendant 90 jours en l'absence de 60 et variant selon la catégorie de salaires. Comme nous l'avons vu ce système assure aux ouvriers associés.

En conséquence les indemnités ne peuvent être réduites que lorsqu'une assurance a été conclue depuis la conclusion de l'association.

En conséquence les risques sont évités en outre des cotisations de tous pour faciliter la placement.

Enfin l'administration de la caisse est très simple: A cet effet on a nommé un administrateur nommé par le Conseil d'Administration. A côté de lui une commission de contrôle de dépenses des patrons et des ouvriers.

Ce projet fut proposé par M. ALBERT au Conseil d'Administration et le rapport au Grand Conseil fut le suivant: Une Commission fut instituée et qui eut pour mission d'étudier les questions, tenant plus grand compte de la différence des salaires, diviser les ouvriers en trois classes en l'absence de deux ans ou moins:

Une première classe comprenant les ouvriers de la-

Brigue

Une seconde comprenant les ouvriers des bâtiments

attachés aux travaux les moins exposés au chômage;

Une troisième, tous les autres ouvriers du bâtiment c'est à dire ceux le plus exposés au chômage.

Les trois catégories de salaires furent conservées.

D'autres modifications touchant l'obligation du domicile, le paiement des cotisations bouleversèrent quelque peu l'économie du projet.

Néanmoins la loi fut votée en 1895 après trois ans d'hésitation et après de nouvelles modifications par le Grand Conseil. Mais une demande de vote populaire fut demandée. La Caisse de Saint-GALL venait d'échouer, la crise de 1894-1896 avait disparu, les ouvriers étaient généralement hostiles au paiement de toute cotisation. Ce furent autant de raisons qui firent rejeter la loi par le Peuple.

Depuis d'autres intéressants projets d'assurance obligatoire ont été présentés à ZURICH et à BERNE.

Le premier se rapproche du système de BALE. Le second est plutôt un projet d'épargne forcée; mais ils n'ont pas eu non plus de résultats pratiques.

Des échecs de l'assurance obligatoire en SUISSE, il y a une conclusion à tirer: c'est que les causes de ces échecs sont ^{l'autant plus} faciles à expliquer et à éviter qu'elles tiennent à une mauvaise organisation. Quant au principe de l'obligation il est sorti intact de ces échecs.

attaches aux travaux les moins exposés au chômage;

Les résultats, dans les autres ouvrages de l'Institut

c'est à dire ceux le plus exposés au chômage.

Les autres catégories de salariés furent conservées.

D'autres modifications touchant l'attribution de demi-

jours, le paiement des cotisations pendant les périodes

économiques de crise.

Un certain nombre de lois fut votée en 1935 après trois ans

d'attente et après de nouvelles modifications par la

Grande Commission. Mais une grande loi relative aux pensions

de la Caisse de "Saint-Basile" votée à l'unanimité, le 21 mai 1934-1935

avait été votée, les autres étaient complètement nouvelles

ou gagnaient de nouvelles cotisations. Ce furent surtout des raisons

qui furent prises en compte par la Parole.

Depuis ces années importantes furent d'importance obli-

gatoires ont été introduites à l'UNION et à l'UNION.

La première est relative au paiement de la Caisse. La seconde

est relative au projet d'assurance sociale. Elle n'est pas en

non plus de l'assurance sociale.

Les autres de l'assurance obligatoire en UNION.

Il y a une conclusion à tirer: c'est que les causes de ces

choses sont faciles à expliquer et à éviter qu'elles soient

à une mauvaise organisation. Quant au principe de l'obligation

il est sorti intact de ces échecs.

En ALLEMAGNE, l'assurance obligatoire contre le chômage est la seule qui reste à créer . Dans tous les Congrès ouvriers on s'occupe depuis longtemps de trouver une solution

X M. Freund Président de l'établissement d'assurance de la
Y région de Berlin et de la Fédération des Bureaux de placement allemands, ne compte pas moins de neuf manières d'organiser l'assurance.

En ALLEMAGNE, en effet, la multiplicité des organes et l'existence des trois grandes assurances obligatoires facilitent les solutions et en permettent à ceux qui les cherchent de trouver déjà des cadres tout faits.

Nous allons dire quelques mots de deux des systèmes proposés qui se rattachent plus particulièrement à notre étude.

C'est d'abord l'assurance chômage par et au moyen des caisses ~~de l'assurance~~ ^{de} ~~de l'assurance~~ ^{de} l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité. Ce système auquel M. Le Député socialiste MOLKENBURG a attaché son nom consiste à majorer de 115 % le montant des cotisations annuellement perçues par l'assurance invalidité et vieillesse, tant des patrons et des ouvriers et à faire servir cette majoration au paiement d'indemnités de chômage. Comme dans l'assurance "Invalidité", l'ETAT majorerait de 50 % les indemnités acquises par le moyen des cotisations ouvrières et patronales, le secours serait de 2 francs par jour et pourrait être augmenté suivant les conditions de famille, tandis que la cotisation devrait être maje-

En ALLEMAGNE, l'assurance obligatoire contre la ché-

ance est la seule qui reste à créer. Dans tous les autres
pays, on a occupé depuis longtemps à trouver une solution
à l'assurance. L'assurance de l'invalidité est la
plus importante et de la Fédération des Unions de places-
ment allemandes, on compte que moins de dix millions d'orga-
niser l'assurance.

En ALLEMAGNE, en effet, la multiplicité des organismes

et l'existence des trois grands assurances obligatoires
facilitent les relations et se permettent à ceux qui les ont
choix de trouver dans les autres pays.
Pour assurer une protection efficace des deux des sys-
tèmes proposés qui se rapprochent plus particulièrement à
notre étude.

C'est d'abord l'assurance chômage par et au moyen

des caisses d'invalidité, les assurances contre la vieillesse
et l'invalidité. Ce système est le plus complet
notamment à l'égard des personnes à l'âge de 15 ans.
Le montant des cotisations annuellement payées par l'assuré
est fixé en fonction de l'âge, tant que l'assuré est en état
de travail et à l'âge de la retraite ou l'âge de la retraite.

Quant à la "Invalidité",

l'Etat intervient de 10% des indemnités payées par la caisse
de cotisations ouvrières et patronales, le montant est de
2 francs par jour et pourrait être augmenté suivant les con-
ditions de famille, tandis que la cotisation devrait être payée

rée dans les métiers particulièrement exposés au chômage.

M. MOLKENBURG étudie son projet dans ses ^{conséquences} ~~causes~~ financières. D'après le dernier recensement et il y aurait quotidiennement en ALLEMAGNE 366,322 journées de chômage. Le coût total de l'assurance serait (y compris les frais d'administration s'élevant à 60,000,000 marks) de 280,000,000 ~~marks~~. La perception des cotisations se ^{ferait} ~~fait~~ sans frais ni ennuis et avec facilité..

M. VARLEZ à qui nous empruntons ces renseignements, fait ^{de} ce projet qui aujourd'hui est le plus sympathique en ALLEMAGNE, une objection: c'est qu'il ne repose pas sur une répartition professionnelle des métiers, les caisses d'invalidité étant des caisses purement régionales. ^{et non} ~~professionnelle~~

La seconde ^{façon d'organiser} ~~méthode d'organiser~~ l'assurance chômage en ALLEMAGNE dont nous voulons nous occuper, est de confier à l'assurance aux caisses obligatoires de malades; Ces caisses exclusivement ouvrières (contrairement à l'assurance invalidité trop bureaucratique et l'assurance accident trop exclusivement praticable) sont très sympathiques à la classe ouvrière .

Avant le 13 Juin 1883 qui est venu organiser l'assurance maladie obligatoire? [C'est là une remarque qu'il est intéressant de faire, une coïncidence que l'on ^{sont} ~~peut~~ noter.] Les résultats obtenus contre la maladie étaient à peu près ceux obtenus aujourd'hui en FRANCE contre le chômage. C'était

10. 11. 1950

l'initiative privée seule qui agissait . Les secours de maladie étaient abandonnés aux sociétés de bienfaisance comme aujourd'hui en FRANCE les secours contre le chômage, loin d'être généralisés et unifiés sont l'oeuvre de caisses isolées.

La loi allemande 1883 est venue organiser ^{obligation en} l'assurance maladie; elle s'est bornée à poser le principe de l'obligation pour tous les ouvriers des industries manufacturières ~~mais~~ elle n'a pas créé un organisme unique . La caisse communale est la base du système, mais la loi laisse subsister en les soumettant à un contrôle administratif, assez étroit, les caisses existantes (caisses de secours mutuels, caisses de fabrique, caisses coopératives, caisses ouvrières gérées par les ouvriers eux-mêmes)

✓ C'est le caractère de centraliser de cet organisme autant que la sympathie qu'on porte à ces caisses, qui a séduit l'auteur du système M. TISCHENDORFER et l'on comprend qu'il ait songé à confier à ces organes, l'assurance chômage.

Voici le plan sommaire de ce système.

Les caisses de maladies seront autorisées à prélever un supplément de cotisation de 25°/° et devront verser ces sommes à la caisse communale pour la formation d'un fonds de chômage . Les communes peuvent rendre celui-ci obligatoire.

Une commission composée de 11 personnes, dont deux délégués de l'Administration communale, et neuf de l'administration des caisses de maladie (6 ouvriers et 3 patrons) administrera

le fonds et remettra une subvention à chaque syndicat qui aura organisé convenablement l'assurance contre le chômage. Les fonds ainsi destinés aux chômeurs seront remis par les syndicats tant aux sans travail non organisés qu'à leurs membres indemnisés.

Ce projet qui rappelle le système de GAND, a été favorablement accueilli par les associations évangéliques et les caisses de maladie elles mêmes.

Ce système offre plusieurs inconvénients: il est compliqué et il n'a pas le caractère professionnel et par là il rend le contrôle difficile; le but nouveau est plus complexe que le but ancien; enfin il groupe un nombre trop restreint d'ouvriers.

Tels sont en SUISSE les systèmes d'assurance qui ont été tentés et en ALLEMAGNE ceux qui ont le plus de chance de l'être.

En FRANCE, depuis quelques années, l'idée d'organiser l'assurance obligatoire contre le chômage s'est développée.

Dès le 28 Janvier 1895 M. Camille JOUFFRAY déposa à la Chambre des Députés une proposition de loi sur l'assurance obligatoire; il voulait voir les communes autorisées à réunir les travailleurs français des deux sexes âgés de plus de quinze ans à une assurance mutuelle contre les risques de chômage.

plus ou moins ?

risques de chômage.

Les caisses de chômage devaient être alimentées par les primes des assurés, la cotisation des patrons, et les subventions des communes, des départements et de l'ETAT.

Ce système JOUTFRAY qui n'était que la généralisation et l'imparfaite copie des systèmes suisses ne fut même pas discuté.

Depuis de nouveaux essais ont été faits.

Le 18 Novembre 1902 M. COUTANT a déposé un projet ayant pour but de prélever sur la force motrice une taxe de cinq francs par cheval-vapeur pour la réalisation d'une caisse nationale de secours contre le chômage.

Dans ce système, les travailleurs n'ont rien à verser : cette taxe ressemble plutôt à un impôt qu'à une prime d'assurance et fait de ce projet un projet " d'assistance " aux chômeurs plutôt qu'un projet " d'assurance " contre le chômage.

De même M. COLLIARD et plusieurs de ses collègues ont déposé le 5 Novembre 1903 un projet de loi tendant à créer auprès du MINISTERE du Commerce une caisse nationale de chômage. Cette caisse serait pourvue à l'aide de contributions fournies par les ouvriers, les patrons, la commune et l'ETAT.

Cette contribution s'élevait ^{orail}, par mois, à Ofr.40 pour l'ETAT, Ofr.10 pour la commune, Ofr.25 pour l'ouvrier, Ofr.25 pour le patron. Les sommes allouées aux chômeurs seraient fixées au maximum de 2 francs par jour sans pouvoir dépasser

risques de chômage.

Les chances de chômage devraient être éliminées par

les primes des assurances, la constitution des réserves, et les

interventions des communes, des départements et de l'Etat.

Ce système JOURNALIER qui n'était que la généralisation

et l'élargissement de la loi sur le chômage ne fut même pas

adopté.

Devant la nécessité on se résolut à l'élargir.

Le 18 novembre 1903 M. COCHET a déposé un projet

ayant pour but de protéger par la force motrice que l'on

avait tirée par cheval-vapeur pour la réalisation d'une usine

nationale de secours contre le chômage.

Dans ce système, les travailleurs n'ont rien à

verser : cette somme nécessaire placée à un taux d'intérêt

ne s'accumule et fait de ce projet un projet d'assistance

aux chômeurs placés en projet d'assistance contre le

chômage.

De même M. COCHET a déposé de son côté une

proposition le 5 novembre 1903 un projet de loi tendant à créer

un service de MINISTRE du Commerce une caisse nationale de

secours. Cette caisse serait ouverte à l'aide de contributions

fournies par les ouvriers, les patrons, les communes et l'Etat.

Cette contribution s'élèverait, par tête, à 0,25, 0,40

pour l'Etat, 0,10 pour les communes, 0,25 pour l'ouvrier,

0,25 pour le patron. Les sommes allouées aux chômeurs seraient

fixées au maximum de 2 francs par jour sans pouvoir dépasser

la moitié du salaire habituel , chaque chômeur ne pouvant être secouru plus de 3 mois par an.

Cette proposition de loi, ^{et qui} qui contient seulement quatre articles, laisse à un règlement d'administration publique le soin de régler les dispositions spéciales d'organisation de la caisse, est peu explicite et l'exposé des motifs qui le précède est peu précis . Elle a sans doute le mérite de ^{subsister} laisser les organismes existants et même d'encourager la création de caisses nouvelles.

Mais, En dépit de son titre de caisse nationale son auteur réserve des secours aux seuls syndicats " comme étant les plus " aptes à connaître les vrais chômeurs en même temps qu'à " administrer une caisse où tous les détails les plus infimes "doivent être réglés avec soin si l'on veut aboutir à des " résultats satisfaisants".

Il est exact qu'aujourd'hui les syndicats seuls ont organisé des caisses de chômage, ~~il serait donc injuste de limiter~~ mais il est exact aussi qu'ils ne seront pas toujours les seuls organes de l'assurance-chômage. Il serait donc injuste de limiter les secours à eux seuls et de prélever obligatoirement sur tous les ouvriers ce qui ne doit profiter qu'à une minorité. Ce système serait plus injuste encore que le système de la liberté subsidiée.

Ce n'est pas seulement au Parlement que la question de l'assurance chômage obligatoire a été posée. C'est, en effet

La moitié du salaire hebdomadaire, chaque ouvrier ne pouvant

être secouru plus de 3 mois par an.

Cette proposition de loi qui contient également des

articles relatifs à un règlement d'administration publique

de sorte à régler les dépenses spéciales d'assistance

de la caisse est peu explicite et l'exposé des motifs qui

la précède est peu précis. Elle a sans doute le mérite de

laisser les organismes existants dans l'incertitude de leur

situation de caisses nouvelles.

En fait de son titre de caisse nationale son contenu

réserve des secours aux seuls syndicats " comme étant les plus

" aptes à connaître les vrais besoins en même temps qu'à

" administrer une caisse de sorte que les effectifs les plus faibles

" doivent être réglés avec soin et l'on veut aboutir à des

" résultats satisfaisants "

Il est exact qu'aujourd'hui les syndicats seuls ont

organisé des caisses de chômage. Ils ont des ressources

limitées mais il est exact aussi qu'ils ne peuvent pas fonctionner

seuls en raison de l'insuffisance de leurs ressources. Il serait donc injuste

de limiter les secours à eux seuls et de priver d'assistance

les autres catégories de travailleurs qui ne sont pas syndiqués

une minorité. Ce système serait plus injuste encore que le

système de la liberté individuelle.

On n'est pas seulement au Parlement que la question

de l'assurance chômage obligatoire a été posée. C'est, en fait,

par un plan d'assurance obligatoire communal que se termine l'intéressant ouvrage de M. SEGUIN auquel nous avons fait de fréquentes allusions. Enfin et c'est là le point le plus symptomatique au Conseil supérieur même du travail, ~~de~~ M. M. ^{et} ^{autres} Jay et Dalle prirent la parole pour en défendre le principe et M. FAQUOT rapporteur de la commission permanente tout en disant que l'assurance obligatoire " exigerait de longues années " pour être acceptée non seulement par l'ETAT , non seulement " par les patrons mais aussi par les ouvriers eux-mêmes " fait à son sujet d'instructives remarques sur lesquelles nous reviendrons . De même M. MILLERAND en s'efforçant de mettre en relief les avantages du système gantois pour le faire adopter, faisant allusion aux deux propositions de M. COUTANT et de M. COLLIARD, ajoute " théoriquement les raisons les plus " fortes ont été données en faveur des caisses nationales " obligatoires alimentées par la triple contribution des ouvriers, des patrons et de la collectivité (ETAT, DEPARTEMENT, COMMUNE) . Une considération supérieure a contraint votre commission à écarter ^{ces propositions} , sans qu'on put d'ailleurs, tirer de sa décision aucun préjugé dé favorable, la solution " à laquelle la conviaient les auteurs des deux premières propositions "

L'idée générale d'assurance a, par ailleurs, fait des progrès en FRANCE depuis quelques années.

Déjà une proposition d'assurance ouvrière contre tous les risques avait été déposé par M. VAILLANT devant la Chambre

il y a quelques années. C'est aujourd'hui M. Antoine DUBOST qui vient de déposer au SENAT une proposition ayant pour objet " l'organisation d'une assurance des travailleurs contre " la vieillesse , l'invalidité et la maladie "

Sans doute son auteur justifie l'intervention du Législateur; ^{une fois établi} sans doute il distingue entre les "accidents" et la "vieillesse" dont le patronat est responsable vis à vis de la société, et la "maladie" et le "chômage" provoqués par des forces aveugles et irresponsables comme la nature, l'organisation économique générale et contre lesquels le salariat doit s'associer individuellement "

Quoiqu'il en soit, le projet aboutit à cette conséquence importante: ^{que} l'organisation des assurances ouvrières " constitue à l'heure présente un devoir social pour l'ETAT " et pour les classes patronales ^{et qu'elle} ~~elle~~ est légitimée en droit " par la transformation des anciennes conceptions juridiques "

Une idée nette se dégage de toutes ces propositions c'est la nécessité de l'obligation. Pour l'organisation elle-même les systèmes changent avec chaque système. Pour Monsieur LEGUIN ce sont des caisses communales; pour M. DALLE l'assurance serait administrée par la syndicats ouvriers sous le contrôle des pouvoirs publics, pour M. JAY l'assurance devnait être décentralisée et confiée à des organismes multiples à

l'instar de l'assurance maladie allemande.

Avant de montrer comment, en FRANCE, est possible aujourd'hui l'organisation d'une assurance obligatoire générale nous allons voir à grands traits ce qu'elle doit être.

Nous pouvons, tout d'abord, à titre de renseignements indiquer les tendances générales de l'assurance allemande dégagées par M. FRANCK ~~elles~~^{elles}; pourront être pour nous une indication utile:

D'après lui l'assurance chômage doit avoir huit caractères principaux:

- 1° l'assurance doit être obligatoire;
- 2° Les patrons, les ouvriers et l'ETAT doivent y participer ;
- 3° L'organisation doit être professionnelle;
- 4° Il doit être tenu compte largement des circonstances locales;
- 5° Il faut un mode d'assurance et non d'épargne;
- 6° Il n'est pas nécessaire d'avoir une organisation unitaire et uniforme, il peut y avoir divers types de caisse.
- 7° Les syndicats professionnels ouvriers doivent coopérer à l'oeuvre.
- 8° Le contrôle des Bourses du Travail doit être constant;

I'indication de l'assurance maladie allemande.

avant de quitter le pays, en France, est possible

aujourd'hui l'organisation d'une assurance obligatoire de

la nous allons voir à grands traits ce qu'elle doit être.

Nous pouvons, tout d'abord, éliminer les assurances

indiquées par les législations étrangères de l'assurance allemande

établies par M. THAMMUNG, pour être pour nous une in-

dication utile:

D'après l'assurance d'assurance doit avoir fait un

travail principal:

1° L'assurance doit être obligatoire;

2° Les patrons, les ouvriers et l'Etat doivent y par-

ticiper;

3° L'organisation doit être professionnelle;

4° Il doit être tenu compte largement des circons-

tances locales;

5° Il faut un mode d'assurance et non d'épargne;

6° Il n'est pas nécessaire d'avoir une organisation

distincte et autonome, il peut y avoir divers types de caisses.

7° Les syndicats professionnels ouvriers doivent con-

tribuer à l'œuvre.

8° Le contrôle des Bourses du Travail doit être

constant.

Résumant ces divers caractères nous avons à nous demander: 1° Quel doit être la nature, l'étendue et la forme de l'obligation; 2° Quel doivent être les types des organes chargés du service de l'assurance.

Envisagée dans sa nature l'obligation de l'assurance telle qu'en FRANCE on doit est une " obligation d'assurance" mais non une obligation de caisse ce qui est obligatoire c'est l'assurance, mais non l'inscription à une caisse déterminée. L'ouvrier doit être assuré, mais il suffit qu'il soit affilié à une des caisses désignées par la loi: cette liberté d'option entre les types de caisse ne peut que faciliter la généralisation de l'assurance.

Envisagée dans son étendue l'obligation s'applique à tous les ouvriers de l'industrie: facultative pour les ouvriers agricoles et forestiers elle ne s'étend point aux personnes dont la profession comporte un régime spécial qui leur procure des secours équivalents à ceux de l'assurance prévue par la loi.

Pour le chômage cette question est fort importante. On a à se demander si certains ouvriers exposés au chômage saisonnier doivent être soumis à l'assurance obligatoire. Cette question très délicate et très importante du chômage insaisissable a fait l'objet d'études sérieuses et des solutions très satisfaisantes ont été apportées sur ce point notamment par M. **SEGUIN** dont nous avons souvent cité l'ouvrage.

Envisagée dans sa forme l'obligation porte sur le

Remarque ces divers caractères nous avons à nous de-
mander : 1° Quel doit être le nature, l'étendue et la forme
de l'obligation? 2° Quel doivent être les types des casures et
charges de service de l'assurance.

Envisagée dans sa nature l'obligation de l'assurance
telle qu'on trouve en droit est une "obligation d'assurance"
mais non une obligation d'indemnité, car elle est obligatoire
tout l'assurance, mais non l'indemnité à une casure déter-
minée. L'assurance doit être assurée, mais il n'est pas de la
nature à une des casures prévues par la loi : cette in-
dignité d'obligation entre les types de casures ne peut que faciliter
leur la généralisation de l'assurance.

Envisagée dans son étendue l'obligation d'assurance
telle que certains de l'assurance : l'assurance pour les cas
vrais accidents et dommages, elle ne s'étend point aux cas
normaux dont la protection comporte un régime spécial qui
leur procure des secours équitables à ceux de l'assurance
vraie par la loi.

Pour la forme cette question est fort importante.
On a à se demander si certains services exposés au danger
sont ou non doivent être soumis à l'assurance obligatoire.
Cette question très délicate et très importante de forme in-
déniable a fait l'objet d'études sérieuses et des solutions
très satisfaisantes ont été apportées sur ce point notamment
par M. JAKUBOWSKI dont nous avons souvent cité l'ouvrage.
Envisagée dans sa forme l'obligation de l'assurance

patron et non sur l'ouvrier; les changements de profession ou de domicile rendent malaisé et parfois même impossible le contrôle de la situation de l'ouvrier à l'égard de l'assurance et le recouvrement des cotisations arriérées qui lui incombent; il est donc préférable au lieu de contraindre l'ouvrier à s'assurer lui-même, d'obliger le patron à assurer l'ouvrier qu'il emploie: le patron devra faire inscrire comme assuré tout ouvrier qui entre à son service; il paiera pour lui la cotisation en la retenant ensuite sur son salaire.

Quant aux organes chargés de l'assurance qui devront être les chevilles ouvrières de l'assurance, c'est là, que réside la difficulté et c'est sur ce point que nous allons surtout insister.

Les caractères propres au mal que l'assurance contre le chômage est appelée à soulager, suffisent à définir la nature des organes susceptibles d'en réaliser le fonctionnement. Les cas où cette assurance doit rentrer en jeu sont considérables par leur nombre; ils réclament une surveillance active, si l'on veut, d'une part, empêcher l'aggravation du mal et d'une autre, la pratique des fraudes et des abus. Des organes essentiellement locaux sont seuls en état de remplir ces conditions.

Les motifs qui conduisent à charger des organes locaux du service de l'assurance contre le chômage, déterminent également l'adoption des groupements professionnels sous la forme d'assurance mutuelle des ouvriers attachés aux mêmes travaux.

partir de son 1^{er} janvier, les changements de profession en
de domicile restent valables et restent même inscrites la
contrôle de la situation de l'ouvrier à l'égard de l'assur-
rance et le recouvrement des cotisations assurées qui lui
incombent, il est donc nécessaire au lieu de continuer l'as-
surance à l'ancien domicile, d'obliger le patron à remettre l'as-
surance qu'il emploie le patron pour faire inscrire comme
assuré tout ouvrier qui entre à son service, il faut pour
éviter la cessation de la couverture assurée que son employeur.

Quant aux cotisations de l'assurance, qui doivent
être les cotisations assurées de l'assurance, c'est la que
réside la difficulté et c'est sur ce point que nous allons
avoir à insister.

Les cotisations prévues au loi de l'assurance contre
la maladie est répartie à l'employeur, à l'assuré et à l'Etat.
Nature des cotisations assurées à son service de l'assurés-
sance. Les cotisations de cette assurance sont réparties en trois parts
considérées par leur nature, la première est la cotisation
patronale, la deuxième, la cotisation de l'assuré, la troisième, la
cotisation de l'Etat. La répartition des cotisations est donc
des cotisations assurées sont réparties en trois parts de l'as-
surance.

Les cotisations qui incombent à l'employeur des cotisations de l'as-
surance de l'assurance contre la maladie, l'assurés-
sance de l'assurance des cotisations assurées de l'as-
surance assurées de l'assurance assurées de l'assurance.

Cette organisation est la plus rationnelle en raison de la similitude des risques; c'est elle qui permet le plus aisément de confier la gestion de l'assurance aux intéressés eux-mêmes ; grâce à elle la surveillance est plus facile à exercer et la simulation plus aisée à combattre: en un mot c'est elle qui exerce l'influence morale la plus volontaire et conduit au fonctionnement le plus pratique.

Ces organes locaux , comme nous l'avons vu existent déjà en FRANCE, ce sont les syndicats ouvriers qui sont professionnels et les sociétés de secours mutuels qui sont uniquement mutuelles. Nous avons vu que l'on peut déjà prévoir le développement des caisses spéciales d'assurance contre le chômage.

D'un autre côté pour les ouvriers particulièrement exposés au chômage auquel nous faisons allusion, tout à l'heure et qui ne pourront rentrer dans l'assurance obligatoire, le législateur devra intervenir et prévoir l'institution de caisses spéciales.

La nécessité de recourir à la création d'organes subsidiaires, chargés de compléter l'oeuvre des organes essentiels n'est point spéciale à l'assurance contre le chômage: elle est le propre de tous les systèmes d'assurance obligatoire qui ne sont pas réalisés sous la forme d'un établissement d'ETAT ; il est indispensable, en effet, d'offrir aux intéressés un organisme auquel il puisse s'adresser lorsque les établissements prévus par la loi ne sont en état ni de les recevoir ni de les secourir .

Cette organisation est la plus rationnelle en raison de la
stabilité des rôles, c'est elle qui permet de faire
tout le travail de gestion de l'entreprise aux différents
niveaux ; grâce à elle la surveillance est plus facile à exercer
et la réalisation plus aisée à contrôler ; en un mot c'est elle
qui exerce l'influence morale la plus volontaire et constante
en fonctionnant la plus régulièrement.

Les organes locaux, comme nous l'avons vu précédemment
dans le chapitre, ne sont pas véritablement existants, mais
fonctionnent et les résultats de leurs travaux sont mis
directement au service de l'ensemble. Nous avons vu que l'on peut déjà prévoir
la détermination des organes spécialisés à l'assurance contre la
chance.

D'un autre côté, pour les événements particulièrement
exposés au danger, nous faisons mention, tout à l'heure
de ce qui ne peut être prévu dans l'assurance collective,
la législation devra intervenir et prévoir l'indemnité de
certaines espèces.

La nécessité de recourir à la création d'organes
spécialisés, change de caractère lorsque l'œuvre des organes
existe n'est point limitée à l'assurance contre la chance ;
elle se fait alors la source d'un service d'assurance collective
qui ne sont pas réalisés dans la forme d'un établissement
d'Etat, il s'agit d'organismes, en effet, d'offrir aux intéressés
un organisme auquel il puisse s'adresser lorsque les conditions
nécessaires pour la loi ne sont en état ni de les recevoir
ni de les reconnaître.

ni de les secourir.

Quelque soit le type d'organes chargés du fonctionnement de l'assurance, il semble préférable d'admettre l'autonomie locale des caisses et de fixer seulement des limites tant aux cotisations des assurés qu'aux secours exigibles.

Dans un tel système aucun avantage financier n'est refusé aux caisses : et les subventions du département, de la commune, les dons et legs sont autorisés.

Si tels sont les caractères que doit avoir l'assurance chômage est-elle possible aujourd'hui en FRANCE?

Ce qui rend actuellement la solution difficile, c'est qu'aucune assurance sociale ne fonctionne encore et qu'on ne peut par conséquent pas profiter, comme en ALLEMAGNE, de *cadres* préexistants pour y faire rentrer l'assurance chômage.

Mais prochainement va venir en discussion une proposition de loi ayant pour objet la création de retraites de vieillesse et d'invalidité. Un rapport fait par M. GUIEYSSE au nom de la commission et de la prévoyance sociale a été déposé le 22 Novembre 1904.

C_{et} sera le premier essai sérieux et sincère d'assurance sociale. Logiquement l'assurance chômage aurait dû être la première mise en discussion: M. GUIEYSSE lui-même le reconnaît: ^{et} Si l'on avait à tenir compte des idées les " plus répandues et familières à tous, peut être aurait on

et de les accorder.

Quelque soit le type d'urgence ou l'urgence-
mont de l'urgence, il semble qu'il y ait une
tendance locale des classes et de l'Etat seulement des limites
tant aux cotisations des assurés qu'aux secours exigibles.
Dans un tel système aucun avantage financier n'est
réservé aux classes : et les avantages du régime, de la
commune, les fonds de l'Etat sont autorisés.

Si cela n'est pas suffisant, que doit-on faire ?
L'urgence est-elle possible ailleurs qu'en France ?

On peut dire certainement la solution difficile, c'est
qu'aucune assurance sociale ne fonctionne encore et qu'on ne
peut pas compter sur l'Etat, comme en ALLEMAGNE, de
prévoir pour y faire rentrer l'assurance sociale.

Mais prochainement va venir en discussion une propo-
sition de loi ayant pour objet la création de commissions de
vitalité et d'hygiène. Un rapport fait par M. GUICHARD
au nom de la commission et de la prévoyance sociale a été
déposé le 28 novembre 1904.

C'est la première fois qu'on a envisagé d'assurer
l'urgence sociale. L'urgence sociale est donc assurée
à la première place en discussion : M. GUICHARD lui-même
la reconnaît. Si l'on veut à l'avenir compter sur l'Etat pour
" plus répandre et améliorer à l'Etat, pour être assuré en

"dû commencer par la question du chômage, puisque l'existence
" du travailleur et de sa famille repose entièrement sur le
" salaire du travail, mais l'accord est complet pour aborder
" le problème des retraites, dont la solution doit être con-
" sidérée comme une conséquence nécessaire mais non unique
" d'un acte de prévoyance sociale générale"

Etant donné ce projet, si les principes qui lui
servent de base sont admis, sera-t-il possible de greffer sur
cette assurance-invalidité une assurance-chômage?

Le système adopté par la Commission se rapproche beau-
coup plus au point de vue ~~de~~ de l'organisation de l'assur-
rance-maladie allemande que de l'assurance - invalidité alle-
mande . Au point de vue des organes, en effet, la Commission
a tenu à mettre en tête de la proposition de loi le principe
de la liberté de choix des organismes pouvant garantir le ser-
vice des retraites des travailleurs. [^{les} sociétés de secours mu-
tuel^{les}; les caisses syndicales ou patronales, les caisses
à les sociétés d'assurance sur la vie.] La Commission adopte ^{dépense}
donc la formule autrefois recommandée par M. BOURGEOIS " Obli-
" gation de l'acte de prévoyance, liberté des moyens"

Le principe de l'obligation donc seul est déclaré,
les anciennes caisses locales subsistent. Qui n'aperçoit déjà
qu'au jour où l'assurance chômage aura vaincu, les difficul-
tés inhérentes à l'assurance même (ce que M. VARLEZ appelle
appelle la complexité du but nouveau) elle trouvera là un organi-
sme tout fait et convenant absolument à son étendue à sa

nature?

Le vœu que M. Raoul JAT exprimait au Conseil supérieur n'est-il point comblé? et l'organisme qu'il voulait créer pour l'assurance chômage n'est-il point tout trouvé?" Je " suis disposé à croire disait-il, qu'une organisation simple " serait préférable à l'établissement d'une caisse d'ETAT uni- " que et centralisée une organisation offrant ~~quelques avantages~~ " quelque analogie avec l'organisme de l'assurance contre la " maladie en ALLEMAGNE qui fait appel à huit sortes de caisses " On pourrait dans une organisation de ce genre faire une " large place, laisser une véritable autonomie aux caisses " ~~syndicales~~ syndicales et conserver aussi à l'organisation nou- " velle les précieux avantages que présente particulièrement " en matière de chômage l'assurance à forme syndicales"

On ne peut pas faire à notre système le reproche que l'on faisait pour l'ALLEMAGNE aux caisses régionales d'invalidité et de vieillesse puisque en FRANCE ces caisses locales seront locales et décentralisées. Tout l'échafaudage d'objections justement présentées contre l'assurance chômage générale par M. Darcy au Conseil du Travail, croule donc.

D'un autre côté le caractère professionnel est conservé pour toutes les associations syndicales. Les organes d'ailleurs auront moins besoin d'être professionnels le jour où une statistique professionnelle du chômage aura été établie: c'est grâce à des bases statistiques sérieuses que les associations non professionnelles qui auront pour but d'assurer spé-

nature?

Le vice-président M. Paul JAT expliquait au Conseil

rien n'est-il point comble? et l'organisme qu'il voulait

ou pour l'assurance d'être tout fait? Je

"mais il faut à croire aussi-il, qu'une organisation

"soit préférable à l'établissement d'une classe d'ETAT

"que et contraindre une organisation effective

"certainement avec l'organisme de l'assurance contre la

"malade ou ALLERIE qui fait appel à huit autres de classe

"On pourrait donc une organisation de ce genre faire

"large place, laisser une véritable autonomie aux classes

"satisfaisantes et connaitre avec l'organisation non-

"voilà les principaux avantages que présente particulièrement

"en matière de régime l'assurance à l'Etat syndical

On ne peut pas faire à moins d'être le reproche que

l'on fait pour l'ALLERIE aux classes syndicales à l'in-

terêt et de vicieuses habitudes de l'ETAT aux classes sociales

seront locales et décentralisées. Tout l'établissement d'Etat-

tion, notamment présentes contre l'assurance d'être générale

par M. JAT au Conseil du Travail, comme d'habitude.

D'un autre côté le caractère professionnel est con-

servé pour toutes les associations syndicales. Les organes

différents auront ainsi besoin d'être professionnels la jour

de une statistique professionnelle du régime aux classes

c'est grâce à des bases statistiques étendues que les associa-

tion non professionnelles qui auront pour but d'assurer

cialement contre le chômage. Il suffira de connaître la profession d'un travailleur pour connaître l'intensité du risque et la cotisation à réclamer.

Cependant on a fait en FRANCE à l'assurance obligatoire trois principales objections? Cesont plutôt des difficultés actuelles que l'assurance aura à vaincre que de véritables objections. Les ~~deux~~ difficultés d'une telle assurance sont les frais, ~~et~~ le manque de bases statistiques. *et l'hostilité des intéressés.*

Sans doute une assurance obligatoire exigera des sacrifices de la part des trois personnes qui devront l'alimenter. Mais du moment que l'on admet que le chômage est un mal pour celui qui injustement en souffre, que les patrons et la société tout entière ont le devoir de soulager ce dont ils sont responsables, et de remédier à un état de choses anormal qui peut devenir un péril social, on doit logiquement accepter les charges qui ne peuvent être que lourdes, l'importance des sacrifices étant en rapport avec l'importance du service rendu. Les trades-union qui ont organisé l'assurance l'ont compris et elles exigent de leurs membres de très fortes cotisations: c'est ainsi qu'elles ont pu donner en 1901, 8 millions aux travailleurs .

Une assurance sociale est nécessairement onéreuse. Nous avons sous les yeux l'exemple de l'ALLEMAGNE qui chaque année n'hésite pas à faire des sacrifices.

M. ^{Fagnoul} ~~MACQUET~~ à ce sujet donne dans son rapport d'utiles renseignements et s'efforce d'évaluer ce que coutera approxi-

obtiennent contre le chômage. Il arrive de connaître la pro-

portion de la population qui connaît l'importance du tra-

que et la nécessité de réformer.

Ensemble on a fait un travail à l'assurance obligatoire

et trois principes d'assurance sont proposés :

1. L'assurance pour la vieillesse et la retraite.

2. L'assurance pour la maladie et la perte de salaire.

3. L'assurance pour la mort et la veuve.

4. L'assurance pour la perte de salaire.

5. L'assurance pour la perte de salaire.

6. L'assurance pour la perte de salaire.

7. L'assurance pour la perte de salaire.

8. L'assurance pour la perte de salaire.

9. L'assurance pour la perte de salaire.

10. L'assurance pour la perte de salaire.

11. L'assurance pour la perte de salaire.

12. L'assurance pour la perte de salaire.

13. L'assurance pour la perte de salaire.

14. L'assurance pour la perte de salaire.

15. L'assurance pour la perte de salaire.

16. L'assurance pour la perte de salaire.

17. L'assurance pour la perte de salaire.

18. L'assurance pour la perte de salaire.

19. L'assurance pour la perte de salaire.

20. L'assurance pour la perte de salaire.

21. L'assurance pour la perte de salaire.

22. L'assurance pour la perte de salaire.

23. L'assurance pour la perte de salaire.

24. L'assurance pour la perte de salaire.

25. L'assurance pour la perte de salaire.

mativement une assurance obligatoire .

Si l'on admet que 5,600,000 ouvriers travaillent 290 jours par an et que 300,000 ouvriers chôment; si, d'autre part on admet que ces chômeurs soient indemnisés pendant six mois à raison de un franc par jour on obtient les résultats suivants;¹ les ouvriers contribuant pour la moitié, les patrons et l'ETAT pour les deux autres quarts:

Part des ouvriers-----37,627,500.

Part des Patrons-----18,813,750.

Part de l'ETAT-----18,813,750.

" A vrai dire, d'après M. FAQUOT lui même, ces charges n'ont rien d'effrayant, elles sont plutôt légères"

Elle le sont d'autant plus que seule l'assurance générale ~~met~~ mettra fin aux demandes répétées de subventions locales faites au Parlement et qui aujourd'hui sont légitimes et le seront encore après l'introduction du régime de GAND en FRANCE et que d'un autre côté, grâce à cette assurance générale l'ETAT économiserait sur le budget de la charité, ~~et~~ de la mendicité , du vagabondage, ~~et~~ des Prisons et même de l'assistance aux vieillards et de l'invalidité.

ce n'est donc pas là que réside le véritable obstacle ; il est plutôt dans le manque de statistique.

Il y aurait là dessus beaucoup à dire, ~~et~~ pour montrer combien les Pouvoirs publics sont à ce sujet peu empressés et combien la FRANCE est en retard sur l'ALLEMAGNE et les ETATS-UNIS . Les ETATS-UNIS comprenant toute la nécessité qu'il y a à connaître le milieu dans lequel on vit et où on légifère,

mativement une assurance obligatoire.

Si l'on admet que 2,500,000 ouvriers travaillent 100

jours par an, et que 200,000 ouvriers travaillent 250 jours par

an, on admet que ces ouvriers travaillent ensemble six mois

à raison de 100 jours par an, ce qui est la réalité.

Les ouvriers travaillent pour la nation, les patrons et

l'Etat pour les deux autres parties:

Part des ouvriers.....27,527,500.

Part des patrons.....18,313,750.

Part de l'Etat.....18,313,750.

" A vrai dire, le chiffre de 27,527,500, est cher-

ce n'est rien d'effrayant, mais c'est un chiffre énorme.

Il ne le faut pas oublier, car c'est l'assurance pour

les gens malades, les gens âgés, les gens infirmes, les

gens faibles, les gens qui ne peuvent pas travailler et

les gens qui ne peuvent pas se défendre.

Il ne faut pas oublier que c'est l'assurance pour

les gens qui ne peuvent pas travailler et les gens qui

ne peuvent pas se défendre.

Il ne faut pas oublier que c'est l'assurance pour

les gens qui ne peuvent pas travailler et les gens qui

ne peuvent pas se défendre.

Il ne faut pas oublier que c'est l'assurance pour

les gens qui ne peuvent pas travailler et les gens qui

ne peuvent pas se défendre.

Il ne faut pas oublier que c'est l'assurance pour

les gens qui ne peuvent pas travailler et les gens qui

ne peuvent pas se défendre.

avaient en 1901 dépensé plus de 50 millions. L'ALLEMAGNE presque 4 millions tandis que nous, nous avons depuis 1896 dépensé 630,000 francs.

Une statistique générale a été faite il est vrai en 1896: c'est la seule qui existe. une seconde a été faite en 1900, mais le Parlement a refusé de voter le crédit nécessaire à la publication de ses résultats.

Des demandes statistiques professionnelles ont été fréquemment faites au Parlement notamment le premier Juin 1900 par M. VAILLANT qui proposait comme modèle les deux recensements allemands faits en 1895 dont l'un était purement professionnel et l'autre était général, mais où dépendant certaines questions concernant l'industrie étaient posées.

C'est là une des premières choses à faire en FRANCE Elle ne soulève aucune difficulté.

Nous avons déjà en FRANCE l'indice syndical et l'indice de placement. Le premier consiste à faire connaître à l'Office du travail le nombre de chômeurs relativement aux syndiqués: le second à faire connaître combien il y a de places demandées pour cent places offertes. Le Bulletin de l'Office du Travail publie chaque mois des renseignements sur l'état du marché du travail que lui communiquent les syndicats.

Mais ce sont là des renseignements élémentaires. Un recensement général peut seul donner des résultats précis et sérieux et des bases de statistiques consciencieusement faites peuvent seules solutionner la question.

Le Parlement vient de faire quelque chose dans cette

avaient en 1901 été de 10 millions. L'ALLIANCE française
a allié les deux pays, nous avons depuis 1898 obtenu
630,000 francs.

Une statistique générale a été faite il y a tout en
1898: c'est la seule qui existe. Une seconde a été faite en
1900, mais le Parlement a refusé de voter le crédit nécessaire
à la publication de ces résultats.

Des données statistiques professionnelles ont été
travaillées par le Parlement notamment le premier juin 1900
par M. VALETTE qui proposait comme modèle les deux pays
membres alliés. Mais en 1898 dont l'un était pour une profession
statistique et l'autre pour une autre, mais on demandait certaines
questions concernant l'industrie étaient posées.

C'est là une des premières choses à faire en FRANCE
mais ne soulevons aucune difficulté.

Nous avons déjà en FRANCE l'indice symbolique de l'ind-
ice de placement. Le premier consiste à faire connaître à
l'Office du travail le nombre de chômeurs relativement aux
candidats: le second à faire connaître combien il y a de places
demandées pour cent places offertes. Le Bulletin de l'Office
du travail publie chaque mois des renseignements sur l'état
du marché du travail que lui communiquent les syndicats.

Mais ce sont là des renseignements élémentaires. Un
renseignement général peut être donné des résultats précis et à
niveau et des bases de statistiques complètement faites
peuvent servir à résoudre la question.
Le Parlement vient de faire quelques choses dans cette

voie. Il vient de voter une subvention de 10,000 francs à la société nationale de statistiques. La ^{ne coûte}Chambre ; comme nous l'avons vu, en avait fait une subvention spéciale : le SENAT l'a incorporée sous forme d'article, au crédit de 100,000 francs vote pour subventionner les caisses de chômage.

Persenne l'utilité des statistiques en général, et leur importance particulière quand on organise une assurance ouvrière quelconque ; pour une assurance générale elles sont essentielles : aujourd'hui elles manquent, mais ce n'est pas une difficulté de ce genre qui peut mettre en échec une réforme le jour où le Parlement sera fermement décidé à la faire aboutir.

Les Allemands, comprenant tout l'intérêt qu'il y a à déterminer l'importance du risque ont créé en 1904 le Reich - Arbeitsblatt, pour assurer des données officielles incontestables relatives au chômage " Déjà chez eux dit M. VARLEZ on " a régulièrement groupées les statistiques du placement ou- " vrier. On a la statistique de mois en mois plus complète " du nombre des membres des caisses de maladie et on a depuis " Juillet 1903 la statistique du chômage dans les Syndicats "

^{de M. Schikowski}
Des ouvrages très intéressants et très utiles à consulter ont aussi été faits pour faciliter l'établissement des statistiques du chômage ^{et indiquer la méthode que l'on} ~~dans les syndicats~~ notamment par ~~M. Schikowski~~ ^{pour les dresser -}

Dès aujourd'hui, presque du jour au lendemain, on peut faciliter l'organisation de l'assurance générale obliga-

vote. Il vient de voter une proposition de 10,000 francs à la société nationale de statistique. La Chambre, comme nous l'avons vu, en avait fait une intervention spéciale. La Chambre l'a incorporée sous forme d'article, au crédit de 100,000 francs pour encourager les travaux de statistique.

Pourquoi l'initiative des statistiques en général, et leur importance particulière quand on organise une assurance ouvrière quelconque ; pour une assurance générale elles sont essentielles ; autrement elles manquent ; mais ce n'est pas une difficulté de ce genre qui peut mettre en échec une loi. C'est la forme de la loi qui est l'élément décisif à la faire aboutir.

Les Allemands, cependant, sont l'initiateur de la loi à l'étranger. L'importance de la loi est évidente en 1904. Les Allemands ont donné des données officielles incontestables relatives au chômage. D'après leur loi, VAN DER LINDEN en a résumé les principes les plus importants de l'assurance en "valeur". On a la statistique de la loi en trois parties : "le nombre des heures des classes de malades et on a depuis "l'annuel 1903 la statistique de chômage dans les branches". Les ouvrages très intéressants de la loi ont été publiés en 1903 ont aussi été publiés pour l'élaboration de la statistique du chômage. Les statistiques de chômage dans les branches de l'assurance ont été publiées en 1903.

Des efforts ont été faits, par exemple, pour en faire une loi, pour l'élaboration de l'assurance générale obligatoire.

toire en fourhissant des notions statistiques précises et en perfectionnant les formules mathématiques de l'assurance.

On a fait à l'assurance obligatoire une dernière objection qui peut paraître grave dans notre pays où l'on débute dans la voie des assurances sociales: c'est qu'elle a contre elle l'opinion publique.

Le rapport de M. GUIEYSSE sur les retraites ~~envisagées~~ de vieillesse et d'invalidité donne les résultats de l'enquête relative au projet des retraites ouvrières faite auprès des intéressés: Voici les résultats de l'avis sur le principe de l'objection.

	Avis favorable--défavorable	
Chambre de Commerce et Chambres consultatives des Arts et manufac- tures-----	II	69
Syndicats patronaux-----	56	182
Syndicats mixtes-----	7	14
Syndicats ouvriers et Bourses du travail-----	76	861
Syndicats agricoles-----	103	892
	253	1718

Ces résultats sont, comme on le voit, peu brillants et ce sont les ouvriers qui se sont montrés les plus hostiles au principe de l'obligation.

Malgré cela il faut considérer que les ouvriers sont

forte en favorisant une action nationale plus efficace et en
particulièrement les formes nouvelles de l'industrie.

On a fait à l'industrie obligatoire une série d'objec-

tion qui peut paraître grave dans notre pays où l'on aime
dans la voie des associations sociales; c'est qu'elle a comme
elle l'opinion publique.

Le projet de M. KUNZEL pour les retraites ouvrières
de vieillards et d'invalides donne les résultats de l'analyse
relative au projet des retraites ouvrières. Voici les résultats de l'analyse au principe de
l'obligation.

Système des retraites	
Système des retraites	
10	11
12	13
14	15
Système des retraites	
16	17
18	19
20	21
22	23
24	25
26	27
28	29
30	31
32	33
34	35
36	37
38	39
40	41
42	43
44	45
46	47
48	49
50	51
52	53
54	55
56	57
58	59
60	61
62	63
64	65
66	67
68	69
70	71
72	73
74	75
76	77
78	79
80	81
82	83
84	85
86	87
88	89
90	91
92	93
94	95
96	97
98	99
100	101

Ces résultats sont, comme on le voit par les chiffres
et ce sont les chiffres qui se sont montrés les plus favorables
au principe de l'obligation.

Malgré cela il faut reconnaître que les ouvriers sont

généralement favorables à l'idée pure d'obligation : ils sont hostiles seulement à l'obligation du versement effectué par l'ouvrier.

En admettant même que les ouvriers et les patrons français livrés de tout temps à eux-mêmes et habitués à agir isolément ne comprennent pas aujourd'hui nettement leurs devoirs et leurs intérêts, ne serait-il pas injuste de ne pas essayer de les faire revenir de leur erreur et de ne pas leur donner un système qu'ils trouveront sans doute équitable et avantageux quand ils auront su l'apprécier?

Quand aux sociétés de secours mutuels le projet de retraites ouvrières montrent qu'elles n'ont pas encore d'idées bien arrêtées à ce sujet.

Les récentes déclarations de mutualistes autorisés à propos des retraites de vieillesse et d'invalidité prouvent qu'elles admettent le principe d'obligation mais à une condition c'est qu'on leur reconnaisse ~~une~~, plus ou moins directement, le monopole de l'assurance.

Il y a dans ces prétentions quelque chose d'excessif et même d'incohérent, car le système de l'assurance-invalidité et vieillesse ~~est~~ ^{sont} nous adoptons ^{le principe pour l'assurance-chômage}, ayant pour but de déclarer l'obligation, ~~per~~mettra aux sociétés de secours mutuels d'organiser l'assurance si elles le veulent et aux ouvriers de ^{les} choisir ou non comme sociétés d'assurance. C'est dire ^{avec} que ce système ~~ne pourra qu'augmenter~~ le nombre de leurs adhérents. ^{ne} pourra qu'augmenter

généralement favorables à l'idée pure d'obligation : les
contingences ne sont pas à l'obligation de responsabilité
par l'obligation.

En admettant même que les ouvriers et les patrons
soient liés de tout temps à une obligation de responsabilité
sans facilement se reconnaître par eux-mêmes, il n'est pas
certain que les lois soient de leur côté et de ne pas
leur donner en réalité l'obligation de responsabilité
et éventuellement quand ils auront eu l'obligation?

Quand une société de secours mutuels se crée, les
membres fondateurs ne sont pas liés par une obligation
de responsabilité à ce sujet.

Les sociétés de secours mutuels de responsabilité
proposées par les sociétés de viellards et d'invalidité
ne sont pas liées par une obligation de responsabilité
c'est en fait leur reconnaissance plus ou moins étendue
monnaie de l'assurance.

Il y a dans ces propositions quelque chose d'incertain
et même d'incertain, car la question de l'assurance
et de viellards que nous adoptons pour but de donner l'ob-
ligation, l'assurance et la société de secours mutuels d'organi-
ser l'assurance et elles se voient et aux ouvriers de choi-
sir ou non comme société d'assurance. C'est donc que ce
sont des propositions, l'assurance et le nombre de leurs adhérents.

Après ce que nous venons de dire il est visible que l'assurance obligatoire aura ~~certes~~ des résistances à vaincre

" Mais ces résistances, comme le dit M. JOUFFRAY dans l'exposé

" des motifs de son projet, dictées toujours par une opinion

" égoïste et étroite ne sauraient l'emporter sur les sentiments

" de solidarité, dans lesquels aucune organisation sociale

" n'a de véritable raison d'être et ne peut exiger le respect de ~~tous~~ " 7

En effet, c'est le premier avantage de toute assurance obligatoire en général et de l'assurance obligatoire contre le chômage en particulier, de faire appel à un sentiment sain et fécond.

Sans doute dans une assurance générale obligatoire l'idée de mutualité qui est une garantie de bon fonctionnement de l'assurance chômage, est pour ainsi dire noyée. Plus une mutualité est étendue plus elle atteint, dans un certain sens, la perfection, mais plus aussi elle perd son caractère intime et moins le contrôle se fait effectivement.

Mais bien *qui clarifie* ; - - - l'idée de mutualité subsiste et si dans un tel système un ouvrier chôme pour frauder il aura toujours à craindre l'antipathie et la dénonciation de ses coassociés qu'il frustre.

Nous voyons donc ^{que} le principe de solidarité et celui de mutualité, qui n'en est qu'un dérivé, sont à la base de notre système.

Un second et important avantage est qu'il groupe tous

Après ce que nous venons de dire il est visible que l'

l'existence d'obligations dans des relations à venir est
" Mais ces relations, comme le dit M. LUTHER, dans l'ouvrage
" des motifs de son projet, étaient toujours par une opinion
" d'ordre et d'équité ne permettant l'apporter aux les sentiments
" de solidarité, dans lesquels, comme on s'aperçoit aisément
" n'a de véritable raison d'être et ne peut exister le respect
de l'Etat

En effet, c'est le premier avantage de toute assurance
obligatoire en général et de l'assurance obligatoire contre
le chômage en particulier de faire appel à un sentiment plus
et plus.

Sans doute dans une assurance obligatoire obligatoire
l'idée de solidarité qui est une garantie de son fonctionnement
de l'assurance chômage, est pour ainsi dire nulle. Plus une
solidarité est dérangée plus elle s'affaiblit, dans un certain sens,
la perfection, mais plus elle s'affaiblit elle perd son caractère initial
et même le contrôle se fait effectivement.

Mais bien, dans l'assurance obligatoire, l'idée de solidarité
est présente et si dans un tel système un caractère obligatoire
trouver il aura toujours à exister l'obligation de la solidarité
et non seulement de la solidarité.

Nous venons donc la principe de solidarité et celui
de solidarité qui n'en est qu'un dérivé, sont à la base de
notre système.

Un second et important avantage est qu'il groupe tous

tous les ouvriers(sous les réserves que nous avons précédemment citées) et non pas seulement une minorité et ainsi disparaît cet antagonisme des ouvriers qualifiés et des ouvriers non qualifiés. Il permet ^{en outre} aux ouvriers qui quittent une ville pour une autre de trouver toujours une caisse qui le ^{leur} assurera et qui tiendra compte de ~~sa~~ ^{leur} affiliation aux caisses précédentes.

De plus l'association groupant un grand nombre d'ouvriers, les frais de l'assurance sont bien moins élevés et à ce point de vue on trouve dans l'assurance générale l'un des avantages de la Fédération qui permet de donner une forte indemnité moyennant de faibles cotisations. Et l'on peut concevoir qu'au bout d'un certain temps les caisses de réserves permettront encore d'abaisser les cotisations.

En troisième lieu l'assurance générale obligatoire comme nous la comprenons échappe à tous les reproches très justement faits à une assurance unique où il n'y aurait qu'un organisme centralisé. De plus il n'a pas, comme le système ~~que~~ M. DALLE proposait au Conseil supérieur du Travail, l'inconvénient de choisir un seul organisme, le syndicat, comme intermédiaire entre l'ETAT et les assurés.

Il n'oblige pas enfin, comme le système de M. LÉGUIN le législateur à organiser un pesant et bureaucratique appareil communal où des influences locales sont ^{toujours} à craindre.

Avec notre système, les organes chargés de l'assurance sont tous des organes locaux, ~~decentralisés~~, soit les syndicats soit les sociétés de secours mutuels soit tout organe ayant pour but spécial

tous les ouvriers) nous les réservons aux seuls artisans
et artisans (et non pas seulement aux artisans et artisans
paris est antichristianisme des ouvriers parisiens et des ouvriers
non parisiens. Il n'y a pas de distinction entre les artisans
et les artisans de province, les artisans de province et les artisans
et les artisans de province de non distinction aux artisans parisiens.

En plus l'association présente un grand nombre d'ou-
vriers, les artisans de l'association sont les artisans parisiens et
ce point de vue est la base de l'association. L'association
est une association de la Fédération qui n'est pas la même que la
démocratie mouvement de la Fédération. Et l'association est
votre point de vue est un certain degré les artisans de province par
association encore à l'association les artisans.

En troisième lieu l'association présente une autre
comme nous la comprenons, comme à tous les artisans par
l'association faite à une association unique de la Fédération et
organisation centralisée. De plus il n'y a pas de système de
M. DALLIE propose au Conseil sup. de l'association, l'association
vient de choisir un seul organisme, le syndicat, comme
intermédiaire entre l'Etat et les artisans.

Il n'y a pas de distinction, comme le système de M. DALLIE
la Fédération a organisé un grand et puissant mouvement
vrai mouvement de la Fédération les artisans sont à l'association.
Les artisans de l'association sont tous les ou-
vriers parisiens, les artisans de l'association sont les artisans
des de artisans parisiens sont tous les artisans parisiens.

organiser l'assurance contre le chômage.

En quatrième lieu, le système donne toutes les garanties à l'ouvrier qui resté libre dans l'obligation, il va à l'association qui lui convient et aucune association n'a le monopole; toute association-sous certaines garanties — celles que la circulaire ministérielle exigera sans doute, des caisses qui en FRANCE vont être subventionnées — reste libre d'organiser ou non l'assurance; mais du jour où elle l'organise elle accepte l'obligation.

Peut être un jour une de ces catégories finira par absorber l'assurance en son sein. En droit, l'assurance n'en restera pas moins toujours libre.

Enfin et ce n'est pas là le moindre avantage, notre système peut fonctionner sans rien bouleverser et même sans rien créer législativement; ² ¹ seulement il élargit le système de GAND qui a rencontré à juste titre chez nous de nombreuses sympathies

Il ne fait que reprendre et en l'élargissant et en l'allongeant le chemin qu'il a trouvé frayé par les rapports de M. MILLERAND sur le chômage et le rapport de M. GUIEYSSE sur les retraites ouvrières.

Il prend les associations ouvrières telles qu'elles sont aujourd'hui. Il se borne à poser le principe de l'obligation et à exiger de des associations certaines garanties.

En un mot c'est la plus grande partie des arguments

organiser l'assurance contre le chômage.

En ce qui concerne l'assurance contre le chômage, il y a deux points à retenir. Le premier est que l'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté. Le second est que l'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté. L'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté. L'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté.

Pour être en mesure de ces catégories l'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté. L'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté.

Enfin et ce n'est pas le moindre avantage, notre système fonctionne sans rien coûter à l'Etat. L'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté. L'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté.

Il y a donc les associations ouvrières telles qu'elles sont aujourd'hui. Il se borne à poser la question de l'assurance contre le chômage. L'assurance contre le chômage n'est pas une obligation, mais une faculté.

donnés dans-les-motifs l'exposé des motifs de la proposition de M. GUIEYSSE que nous pourrions prendre pour notre compte.

Il est bon aussi en terminant de remarquer qu'il n'est pas en contradiction avec les vœux émis par le Conseil supérieur du Travail et qu'il tient compte des conclusions données en ALLEMAGNE par M. FRANCKE ^{sur} ~~de~~ l'orientation probable de l'assurance contre le chômage.

Nous espérons qu'à un tel système d'assurance on ne fera pas le reproche assez puéril d'être un "système prussien"

" Avec M. MILLERAND nous croyons très heureuse et
" très féconde ^{ce} cette espèce d'attraction qui ^{se} exerce sur les
" autres peuples les résultats des réformes réalisées avec
" succès sur tel ou tel point du monde "

Un système parce que prussien n'est pas nécessairement mauvais. C'est au contraire en ALLEMAGNE qu'il faut aller chercher des exemples d'assurances sociales: et si l'on en croit M. VARLEZ, peu suspect d'exagération, grâce à elles l'ALLEMAGNE ^{jouit} d'une enviable ~~possède~~ quiétude.

« Ces assurances ^{pour s'y faire} se développent de plus en plus sans
« que l'autre côté du RHIN personne songe même à se plaindre;
« patrons et ouvriers sont également fiers de leurs assurances
« obligatoires. Les industriels sont heureux d'être délivrés du
« risque pécuniaire d'insolvabilité qui ^{se} amène la responsabilité
« civile du patron et de la honte morale qu'il y a à congédier
« l'ouvrier qui a vieilli et est devenu malade ou invalide à

donnée dans l'exposé l'exposé des motifs de la proposition
de M. QUINTELL nous paraît grande pour notre compte.

Il est bon aussi en terminant de remarquer qu'il
n'est pas en contradiction avec les vœux émis par le Conseil
supérieur du Travail et qu'il tient compte des conclusions
données en ALLEMAGNE par M. THAMMANN de l'orientation prise
de l'assurance contre le chômage.

Nous espérons qu'il ne soit pas d'assurance en ne
fournant le reproche d'être une œuvre d'inspiration
" Avec M. WILLIAMS nous sommes d'accord sur les
" dans l'ordre de cette espèce d'assurance qui existe sur les
" autres points les résultats des réflexions réalisées avec
" succès sur tel ou tel point du monde."

Un système par lequel l'assurance n'est pas nécessairement
nécessaire. C'est en contraste en ALLEMAGNE qu'il faut aller cher-
cher des exemples d'assurances sociales et de l'en tirer
M. VARIER, qui nous a fait l'exposition, nous a dit que l'ALLEMAGNE
était d'une manière générale
" Les assurances se développent de plus en plus dans
" que l'autre côté du RIN personne ne se gêne à se plaindre
" patrons et ouvriers sont également liés de leurs responsabilités
" obligations. Les industriels sont heureux d'être déchargés de
" leurs responsabilités d'insécurité qui même la responsabilité
" civile du patron et de la responsabilité morale qu'il y a à compléter
" l'ouvrier qui a vieilli et est devenu incapable de travailler."

« son service ou à s'en désintéresser; tandis que l'ouvrier est
« heureux de se voir libéré de l'insécurité de l'existence, le
« vrai fléau de la vie du travailleur.

« Cet état de satisfaction , cet adoucissement de la
« lutte des classes est un phénomène qui frappa tous ceux
« qui ont visité ce pays , même ceux qui sont partis avec la
« conviction que le régime de l'obligation à la prussienne de-
« vait être une charge et un ennui.⁷⁷ -

~~Au Congrès des Accidents du Travail et des Assurances
sociales de DUSSELDORF chacun, même les partisans de la liberté
reconnaissait " que le système des assurances sociales était
" approprié aux nécessités et aux besoins du pays germanique "~~

non servies de la part des travailleurs, tandis que l'ouvrier est
le premier de sa vie à se voir attribuer l'existence, la
vrai titre de la vie du travailleur.
C'est état de satisfaction, est adoucissement de la
classe des classes est un phénomène qui frappe tous ceux
qui ont visité ce pays, même ceux qui sont partis avec la
conviction que la région de l'opposition à la bourgeoisie ne
vaut être une charge et un ennui.

En comparant les Associations de Travail et des Associations
sociales de l'industrie, nous les voyons se distinguer de la liberté
reconnaissons que la question des Associations sociales était
"évidente et nécessaire et une question de pays allemands".

CONCLUSION

КОИЗУЦКОЗ

Ayant, dans ce travail, montré où en était en FRANCE la question de l'assurance-chômage, nous avons dit toute la confiance que nous avons dans la réalisation prochaine de l'assurance générale obligatoire. Les circonstances semblent même lui être favorables et nous croyons de plus en plus elle aura, tracée, la voie dans laquelle elle doit s'engager.

Le principe de l'obligation n'est sans doute pas le dernier mot du progrès. Il serait préférable que les ouvriers seuls prissent en main la défense de leurs légitimes intérêts. Mais aujourd'hui qu'ils n'en ont pas les moyens il est prudent et équitable que l'ETAT intervienne.

Comme le système gantois, l'assurance obligatoire n'est "qu'une béquille" utile jusqu'au jour où elle devient gênante. Quand l'esprit d'association et de prévoyance aura, grâce à une active propagande et à l'intervention législative, pénétré suffisamment les esprits, cette intervention deviendra inutile. En attendant elle est le seul moyen d'arriver à une solution.

Les difficultés aujourd'hui existent. Elles sont loin d'être insurmontables. La principale peut dès aujourd'hui être vaincue; c'est l'établissement par professions de ~~bases~~ *bases* statistiques sur le chômage.

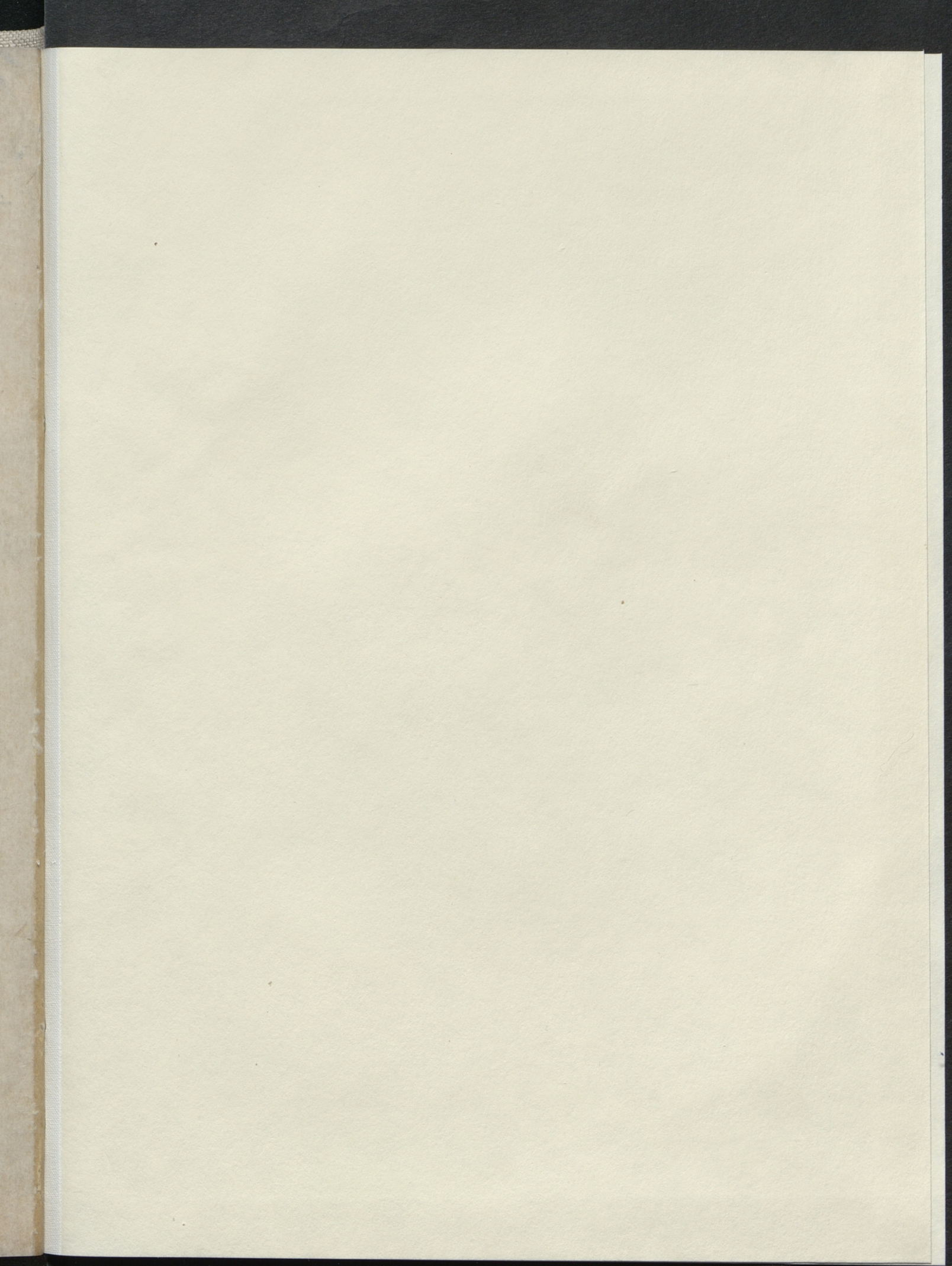
D'un autre côté si le législateur donne aux sociétés destinées à assurer spécialement contre le chômage, un cadre juridique, il contribuera ainsi à étendre l'assurance et, de ce fait, facilitera l'assurance obligatoire.

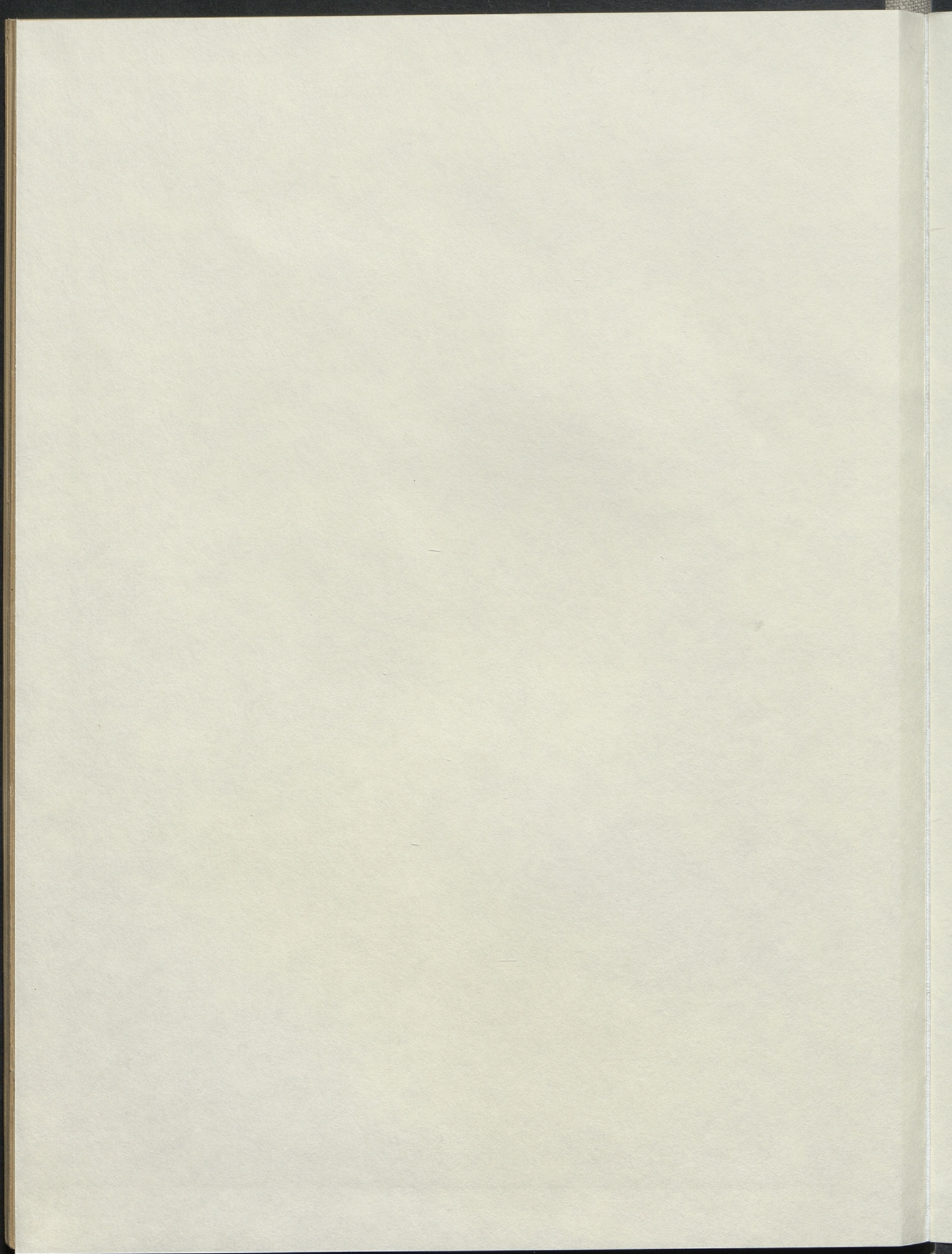
Le Parlement d'ailleurs semble disposé à mettre cette question à l'étude. Sur la demande de M. VAILLANT une commissio

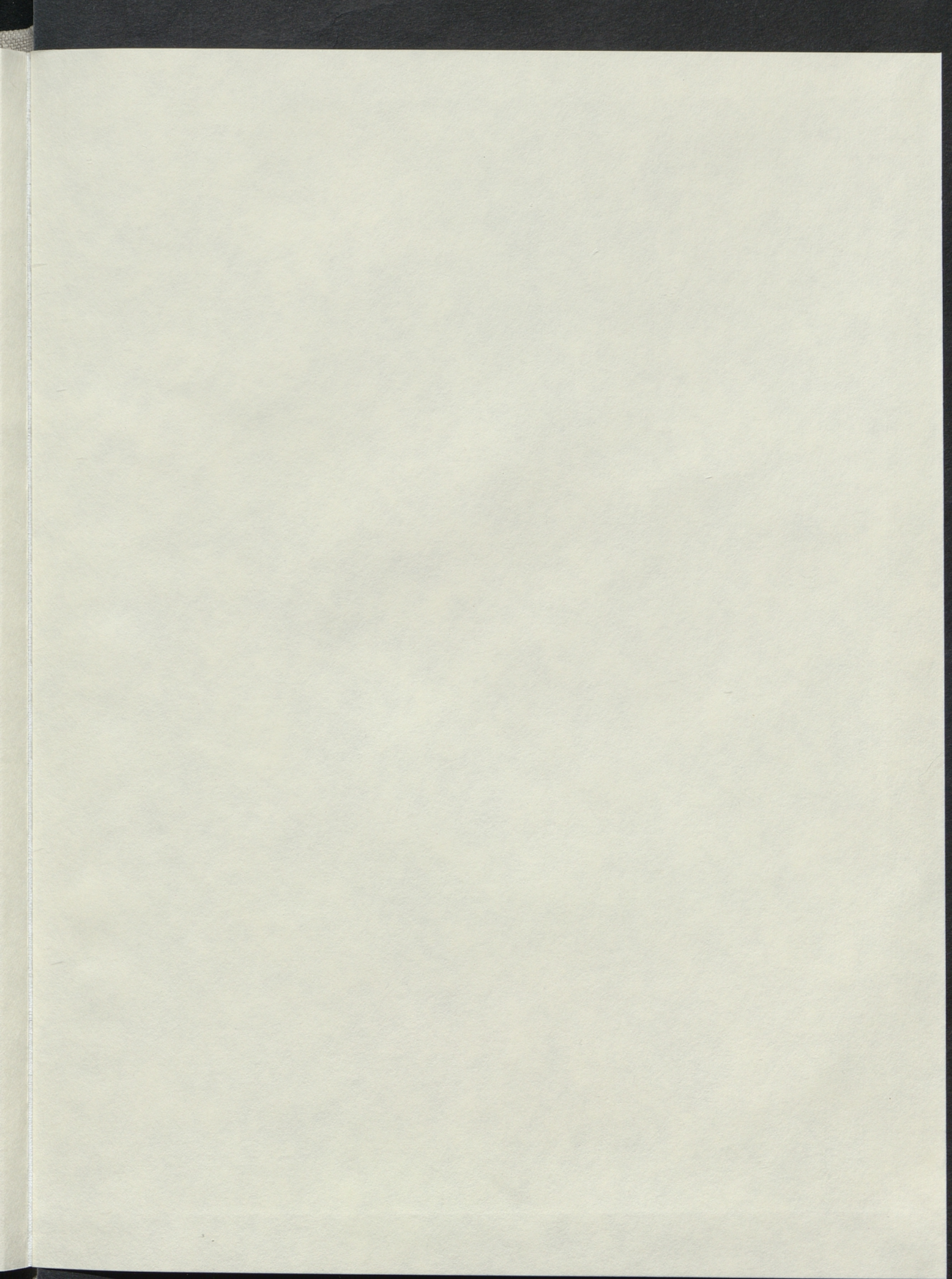
Avant, dans ce travail montré en état en France
la question de l'assurance-chômage, nous avons dit toute la
confiance que nous avons dans la réalisation prochaine de
l'assurance générale obligatoire. Les circonstances semblent
même lui être favorables et nous croyons de plus en plus elle
aura tracé la voie dans laquelle elle doit s'engager.
Le principe de l'obligation n'est sans doute pas le
dernier mot en matière. Il serait préférable que les contribu-
tels puissent en même temps bénéficier de leurs cotisations. Mais
aujourd'hui, on ne peut pas le faire car les moyens n'y sont pas
et c'est là que l'Etat intervient.
Comme le système général de l'assurance obligatoire n'est
"qu'une bégayade" utile jusqu'à un point où elle devient gênante.
Quand l'assurance d'association et de prévoyance sont, elles-mêmes,
active propagande et à l'intervention législative, pénalisent
certainement les esprits, cette intervention devient inutile.
Et attendent elle est le seul moyen d'arriver à une solution.
Les difficultés aujourd'hui existent. Elles sont de
nature économique. Le principe peut être aujourd'hui
vaincu, c'est l'établissement par l'Etat de certaines
statistiques sur le chômage.
D'un autre côté et le législateur donne aux sociétés
destinées à assurer spécialement contre le chômage, un cadre
juridique, il contribue ainsi à élargir l'assurance et, de
ce fait, facilite l'assurance obligatoire.
Le Parlement a d'ailleurs déjà disposé à cet effet
question l'étude. Sur la demande de M. VAILLANT nous considérons

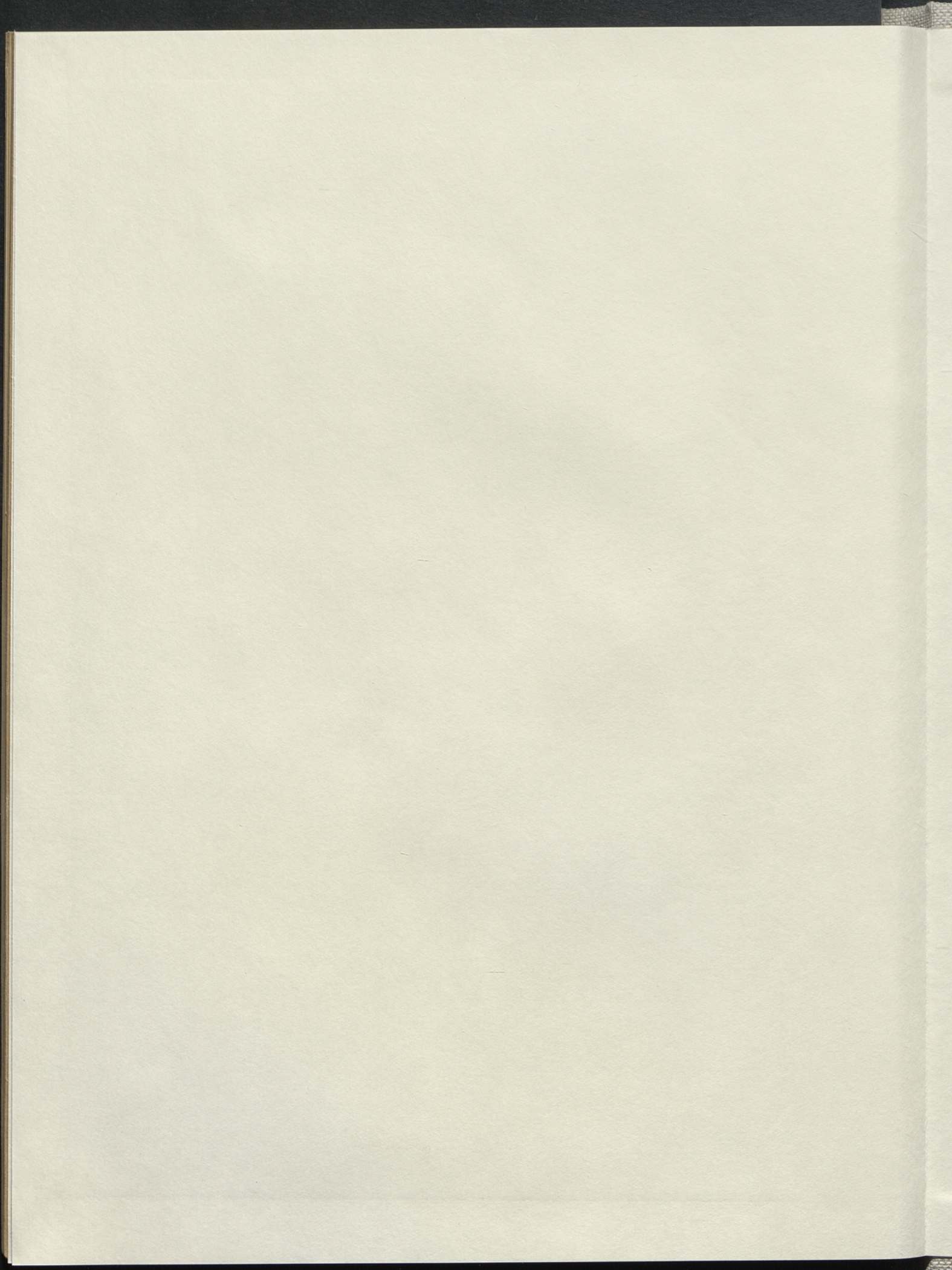
parlementaire permanente chargée des enquêtes sur le chômage va s'organiser avec des éléments variés, actifs et compétents.

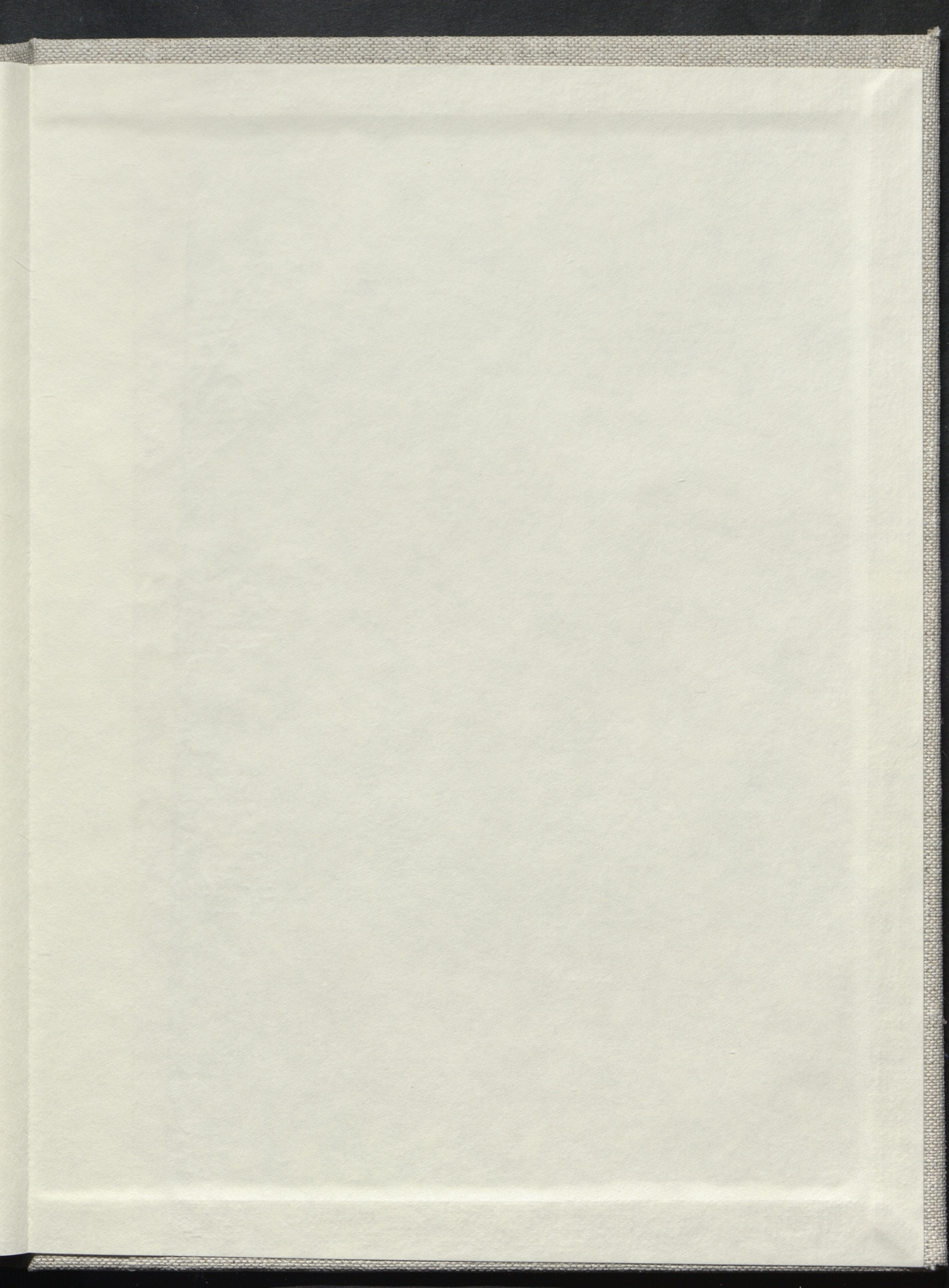
C'est dire que de plus en plus les Pouvoirs ^{publics} ~~civils~~ auront l'attention attirée sur l'intensité de ce mal qui est un "risque professionnel" contre lequel les travailleurs doivent être assurés et que l'on comprendra de plus en plus la nécessité d'organiser un système d'assurance qui puisse, d'une façon générale, ~~les~~ ^{ces travailleurs} secourir quand ils sont, malgré eux, injustement exclus de la vie sociale.

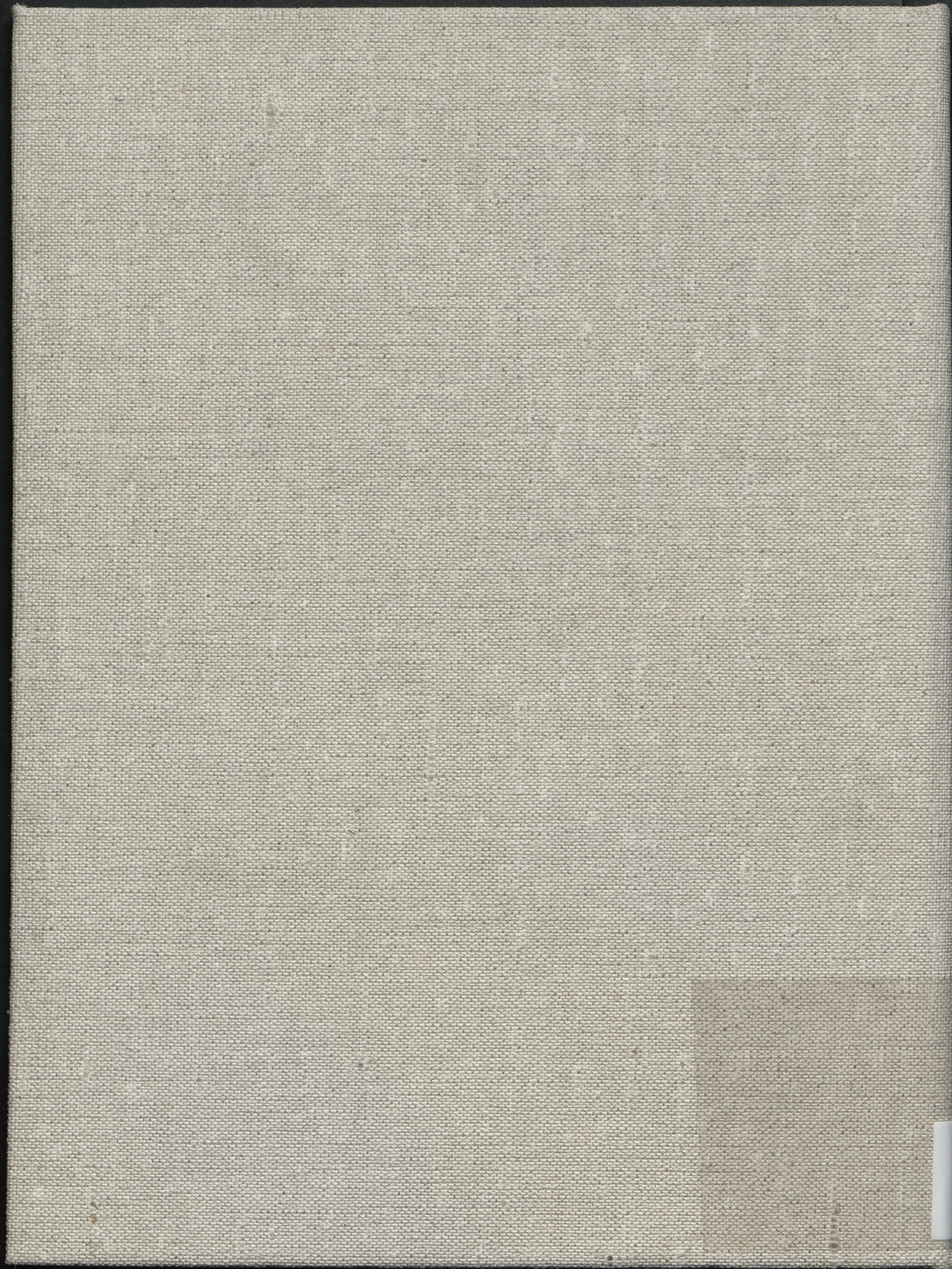












Mp.

0021